la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

23e année. — N° 381. — Nouvelle série n° 80

FEVRIER 1954. — Prix : 70 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	400 fr.
Un an	700 fr.

EXTERIEUR

Six mois	480 fr.
Un an	850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 80 - Février 1954

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en* 1952 *comme en* 1906. *La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

VINGTIEME ANNIVERSAIRE...

Pour que vive la légende du 12 février 1934...

On célébrera ce mois-ci le vingtième anniversaire de la journée du 12 février 1934. C'est une excellente initiative. Sans doute, peut-on dégager un enseignement profitable d'une expérience pleinement réussie de grève générale. Mais l'histoire comme la médecine étudie les prodromes, les syndromes et les séquelles d'une crise, ce qui l'avait précédée et provoquée — ce qui l'accompagna — ce qu'elle a laissé derrière elle.

En vingt ans, on a vécu assez dangereusement pour que l'on ait oublié les périls et les émotions de l'époque.

Seulement si le 12 février 1934 marque un point de rupture dans l'évolution, un tournant décisif, en remontant la pente nous comprendrons mieux les accidents de la route.

On nous reprochera peut-être d'entretenir une légende. Le mot ne nous heurte pas. Il n'y a pas entre l'histoire et la légende l'opposition que certains voient. L'histoire éclaire au contraire l'ascension des faits à leur simplification légendaire.

La légende devrait recréer les sentiments communs qui animaient les acteurs du drame. Elle dépend plus des obligations actuelles que des souvenirs du passé. C'est-à-dire qu'il s'agit d'établir la relation entre ces sentiments d'hier et ces obligations d'aujourd'hui. Il suffit pour les témoins de quelque mémoire et de beaucoup d'honnêteté. Nous n'avons pas à entretenir une légende faussée par les déformations de l'histoire. Nous avons à créer une légende qui entraîne une action ouvrière prolongeant celle du 12 février 1934.

LE 6 FEVRIER 1934

La journée du 12 février 1934 fut une réplique à celle du 6 février. Réplique essentiellement ouvrière à une tentative de caractère fasciste. Ici une cohue sans âme, rassemblée par une volonté secrète dont rien ne transparaissait dans les mots d'ordre publics. Là, une classe parfaitement consciente, dont la volonté claire s'exprima par l'action, celle du 12 février, celle de juin 1936, alors que ses interprètes officiels se perdaient dans les méandres d'une pensée confuse. Le 6 février une tête dont « l'arrière-pensée » claire jouait de l'aveuglement des exécutants. Le 12 février, on sentait déjà chez les exécutants plus de clairvoyance que chez les meneurs du jeu.

Pour l'histoire anecdotique, le 6 février 1934 fut une émeute fasciste : des bandes armées attaquant le Palais-Bourbon, repoussées par la police et la garde mobile, en laissant une vingtaine de cadavres sur le pavé. La victoire « militaire » du gouvernement, assuré le même jour d'une majorité parlementaire de gauche, aboutit au paradoxe de sa chute « extra-parlementaire ».

En réalité, l'agitation durait depuis deux mois. Elle fut provoquée par les escroqueries de Sacha Stavisky qui, « grâce à des complicités multiples, avait placé à l'escompte les bons du crédit municipal de Bayonne, gagés sur des valeurs surestimées ». Ce n'était pas la première fois que « l'épargne » jouait le rôle de la grenouille qui s'enfle si bien qu'elle en crève. Et le total des pertes n'atteignait pas le centième de celui de l'Affaire Panama, le millième de celui des emprunts russes, était fort inférieur à ceux des krachs de l'entre deux guerres (Aéropostale, B.N.C., etc.) (1).

Sans doute deux ou trois parlementaires — avocats de gauche — avaient-ils prêté leur concours à l'escroc. Compromission banale et méprisable. La responsabilité majeure incombait aux gens de la police et de la magistrature — car le Stavisky possédait un casier judiciaire déjà chargé. Il paraît établi aujourd'hui que des rapports accablants pour Stavisky ont été étouffés à la préfecture de police, à la tête de laquelle se trouvait le fameux Chiappe, que l'on a soupçonné d'avoir été en relations avec l'escroc, qui n'a pu nier ses relations amicales avec de gros « bookmakers » (2). Il est également établi que le conseiller Prince, chef de la Section financière du Parquet, a étouffé pendant six mois un rapport très précis sur le sieur Stavisky.

Il s'agissait donc d'orienter l'attention du public sur les parlementaires et le gouvernement radical, afin d'éviter l'inculpation des vrais responsables. Opération policière d'autant plus facile que le préfet Chiappe — fidèle aux traditions de Fouché et de Mandel — « tenait par ses petits papiers bon nombre de personnalités parisiennes ». Formé dans les premiers jours de février, le gouvernement Daladier usa de la méthode la plus détestable, celle du limogeage par avancement : il voulut éloigner Chiappe de Paris en lui offrant la sinécure dorée de résident général au Maroc. Refus hautain du bonhomme. Mobilisation des « honnêtes gens » sur la place de la Concorde, le jour de la présentation du ministère à la Chambre. Si on ajoute à l'intrigue policière : la querelle des coteries politiques, les tendresses du Conseil municipal pour son préfectoral protecteur, la solidarité des « gens bien pensants » à l'égard d'une magistrature dont la « respectabilité » n'imposait plus le respect, le jeu trouble du parti communiste, peut-être la hâte d'étouffer les responsabilités de la Compagnie de l'Est dans la terrible catastrophe de Lagny qui fit plus de cent victimes en décembre 1933... on expliquera facilement le coup du 6 février 1934. Deux suicides sensationnels encadrent cette journée. Avant : celui de Stavisky... trop opportun, pour que la... « persuasion » n'y ait joué un rôle — ; après : celui du conseiller Prince... trop inopportun et révéla-

---

(1) Nous tirons la plupart de ces précisions de l'Histoire de la 3e République, de Galtier-Boissière (« le Crapouillot »).

(2) M. Mittelhauser, chef du Service des Jeux à la Sûreté générale a déclaré « qu'il ne croyait pas que M. Chiappe jouait ». L'amitié du préfet de Police pour le bookmaker Zographos n'en était-elle pas plus suspecte ? Rappelons que Chiappe fut tué en avion de transport, sous l'occupation.

teur pour qu'on ne le maquille en crime de la « Maffia ». Au gouvernement Daladier succéda le gouvernement d'Union nationale formé par l'ancien président de la République Gaston Doumergue — médiocre politicien et... « administrateur de la Société du canal de Suez ». Pétain y figurait, aux côtés d'Herriot et de Tardieu. Mais jamais on n'osa réintégrer Chiappe dans ses fonctions préfectorales. Et personne ne réclama cette « réparation », premier objectif de l'émeute du 6 février.

Quelles étaient les organisations participant directement à la journée, il n'est pas mauvais de le préciser (3).

L'**Action Française**, avec ses troupes de choc : 700 à 800 camelots du Roy. 400 étudiants plus 49 sections de mercenaires avec armes, cassetêtes et matraques.

Les **Jeunesses Patriotes**, dirigées par M. Taittinger, qui possédaient aussi leurs troupes de choc « entraînées » militairement.

La **Solidarité française**, fondée par le parfumeur Coty, avec 80.000 cotisants pour Paris et 1.500 jeunes actifs portant uniforme.

Les **Croix de Feu** du fameux colonel de La Rocque : organisation à forme militaire, composée à l'origine d'anciens combattants décorés, mais qui avait largement étendu son recrutement en s'élargissant en « regroupement national » comptant 130.000 adhérents en 1934, dont 35.000 Croix de Feu « authentiques ».

C'étaient là des phalanges disciplinées. Ce qui figurait la masse, la cohue, c'étaient les deux organisations « neutres » : l'**Union nationale des Anciens Combattants** et la **Fédération des Contribuables.**

Il est vrai que l'Action Française et les Jeunesses Patriotes avaient déjà manifesté, pendant tout le mois de janvier, « contre les voleurs du Parlement et du gouvernement ».

Ce qui était nouveau le 6, c'étaient l'intervention des puissantes associations neutres, la présence de l'Association Républicaine des Anciens Combattants — communiste de stricte obédience — c'était aussi le déroulement des opérations, trop savant pour ne pas témoigner d'une préméditation stratégique. Chaque « phalange » avait sa place. Il y eut un étrange synchronisme des débats parlementaires et des premières bagarres. L'Union Nationale des Anciens Combattants rassemblée deux heures plus tard (sur la terrasse des Tuileries, si mes souvenirs sont exacts) ne s'ébranla que lorsque les premiers coups de feu eurent couché les premières victimes. On ne pouvait espérer prendre le Palais-Bourbon. Mais on comptait acculer ses défenseurs à la nécessité de tirer.

Les chefs « fascistes » espéraient-ils prendre le pouvoir ? Un triumvirat : Léon Daudet, Taittinger, La Rocque (4), aurait offert au monde un spectacle assez réjouissant. Chiappe fut probablement le metteur en scène, suffisamment payé par l'oubli de ses turpitudes.

Les animateurs (5) de ces marionnettes étaient d'une autre taille : dissocier la majorité de gauche, profiler l'ombre de la Haute Cour sur les politiciens réticents ou défaillants, tels furent les objectifs d'une action dont le but, comme en 1926, était la réalisation de l'Union Nationale.

UNE CARICATURE DE FASCISME

Que le fascisme mussolinien et le national-socialisme allemand aient servi d'exemples et de modèles à quelques trublions français, ce n'est pas douteux. Mais il faut toujours se méfier des mots qui cachent les choses et entraînent à de redoutables déviations.

Le fascisme et l'hitlérisme sont des phénomènes dont l'analyse révèle les causes réelles, souligne les ressemblances et les dissemblances. En Italie, Mussolini avait rassemblé dès la fin de l'autre guerre des « anciens combattants » déclassés, qui avaient gardé comme seul patrimoine le souvenir d'une institution où les contraintes assurent le pain quotidien — et d'aventures guerrières où la fin justifie tous les moyens, toutes les violences et tous les crimes.

Hitler avait rassemblé en Allemagne — dès la fin de la grande période révolutionnaire — des chômeurs permanents et des petits bourgeois réduits au rang de lumpen-prolétariat (6). La grande crise mondiale de 1929 — qui prit en Allemagne l'aspect d'une catastrophe sismique — lui apporta en quelques semaines une masse d'adhérents et d'électeurs.

La prise du pouvoir, la formation d'un Etat totalitaire supposent encore la faiblesse ou l'affaiblissement de la bourgeoisie dirigeante, la carence de la classe ouvrière, l'absence d'un corps de fonctionnaires attachés aux institutions d'Etat plus qu'au gouvernement, la formation d'une classe d'intellectuels semblable à celle dont sortit la bureaucratie stalinienne.

Tous ces éléments existaient en France, mais leur valeur numérique et politique était beaucoup trop faible pour que leur concentration assure la prise du pouvoir et la naissance d'un Etat totalitaire.

Il y a loin d'une masse de déclassés n'ayant plus rien à perdre à des associations de petits bourgeois apeurés et excités qui n'ont plus assez à gagner.

La dissociation des groupes dits fascistes s'opéra sous les coups de la classe ouvrière, des éléments les plus actifs des classes moyennes. Pendant l'occupation, malgré la protection des autorités nazies, les rassemblements tentés autour de Déat, de Doriot et de Darnand, que le paternalisme réactionnaire de Pétain subissait sans s'y accrocher, se heurtèrent à l'hostilité de l'immense majorité de la population et apparurent comme de simples formations auxiliaires de l'armée d'occupation.

CRISE CYCLIQUE ET CRISE PERMANENTE

Le 6 février fut peut-être le jour des velléités fascistes, mais il fut surtout un « moment » décisif de la crise ouverte en 1929 à la Bourse de New-York.

Crise mondiale qui se doublait d'une crise

---

(3) Ces renseignements ont été fournis par M. Perrier, directeur de la Préfecture de Police, devant la commission d'enquête parlementaire sur le 6 février.

(4) Léon Daudet, mort sous l'occupation, traitait La Rocque de « César de caoutchouc » et sa verve s'exerçait aussi contre M. Taittinger qui fut « vichyssois ».

(5) Parmi les commanditaires des groupes fascistes, on rencontre quelques dirigeants des monopoles privés, qui, plus malins que les magnats allemands de l'industrie lourde, surent se dégager après le coup du 6 février.

(6) Prolétariat en guenilles. On tente de prouver aujourd'hui qu'Adenauer a recruté ses électeurs dans les mêmes couches sociales qu'Hitler... C'est probable en effet. Seulement il y a une différence que d'authentiques marxistes négligent : c'est la prospérité qui les range derrière Adenauer, alors que c'était la misère qui les alignait derrière Hitler.

française endémique dont nous ne sommes pas sortis, bien au contraire. Le caractère réactionnaire de l'économie française a été suffisamment mis en lumière pour qu'il ne soit pas utile d'insister.

Des statistiques établies par un économiste qualifié, il résulte que l'industrie et le commerce français absorbaient, en 1913, 81 % du total des capitaux offerts sur le marché français, et seulement 21 % en 1932, 13 % en 1933 (le total des émissions qui avait atteint 138 milliards en 1920 était tombé à 13 milliards en 1931 pour remonter à 26 milliards en 1932 et à 21 milliards en 1933). Les capitaux ne se portaient plus sur des titres représentant des investissements nouveaux, mais sur des titres anciens, sur des emprunts d'Etat ou s'évadaient par l'exportation et la thésaurisation (7).

La crise mondiale, en ralentissant fortement l'activité économique, avait diminué dans les mêmes proportions les rentrées budgétaires, alors que l'Etat supportait la charge d'une écrasante dette publique. Il fallait susciter un nouveau « démarrage », provoquer la transformation d'un outillage plus vieux que celui de tous les autres pays industriels et favoriser des investissements nouveaux. C'était s'opposer aux monopoles privés, installés dans le secteur abrité, qui limitaient leur production à une consommation de plus en plus réduite — à la masse de petits commerçants et de petits exploitants agricoles qui ne survivaient déjà que par la protection de l'Etat et les structures archaïques — à tous les petits et gros créanciers de l'Etat et des entreprises dont le ralentissement économique survalorisait les créances.

On aurait tort d'oublier que le 6 février n'avait pas été précédé par la seule agitation réactionnaire, mais aussi par celle des fonctionnaires luttant depuis 1932 contre toute diminution des traitements.

Le Cartel des Gauches au pouvoir se dissociait par la scission entre les éléments sociaux qui le portaient — d'un côté les fonctionnaires et agents des Services publics — de l'autre les classes moyennes conservatrices. Processus marqué par les chutes des ministères Herriot, Paul-Boncour, Chautemps, Daladier, Chautemps..., par la scission socialiste, mais aussi par des manifestations de rues et des premiers essais d'action directe.

Le 6 février assura, en fin de compte, le succès de la politique dite de déflation des traitements, des salaires et des prix.

L'Union Nationale ranimait la confiance des financiers, des créanciers et des épargnants. Et le grand patronat officialisait la baisse générale des salaires en obtenant une réduction équivalente des traitements publics. Les « nouveautés » fascistes aboutissaient ainsi à la victoire de la réaction sociale et politique, traditionnelle. Quant aux résultats économiques, ils illustrent d'un exemple vivant nos objections à toute politique de baisse des prix. Les produits nationaux français furent toujours plus chers que les produits importés. Les prix mondiaux s'écroulèrent pendant la crise (ce qui prouve que la baisse des prix est bien un signe de régression et de misère), mais les prix français gardèrent leur avance pendant la politique de déflation. Sur la base 100 de 1914 — si l'indice mondial tombait de 602 en 1929, à 458 en 1930, à 294 en 1934 — l'indice français de 635 en 1929 descendait à 591 en 1930 et à 407 en 1934 (8). Il est vrai qu'il continuera à descendre en 1935 (374), tandis que l'indice mondial se relevait à 299. Ce qui veut dire que l'activité française diminuait encore, alors que l'activité mondiale augmentait Mais malgré cette discordance, l'indice français restait supérieur à l'indice mondial, ce qui laissait une prime à la concurrence étrangère.

LES ECLAIRCISSEMENTS DU 12 FEVRIER

Nous avons déjà évoqué dans la *R.P.* la journée du 12 février... non sans provoquer quelque irritation. Nous ne sommes pas surpris de l'insistance avec laquelle « historiens » (?) et publicistes s'emploient à minimiser l'action de la C.G.T. Certains ironisent sur la valeur d'une démonstration organisée avec l'autorisation, pour ne pas dire la complicité, du gouvernement. D'autres, plus dangereux, mêlent cette journée aux premières manifestations du Rassemblement populaire, ou la joignent à la soirée communiste du 9 février, ou encore mettent l'accent sur la démonstration spectaculaire de la place de la Nation. Ce n'est pas le seul exemple du parti pris des historiens (Mathiez et Dolléans restant d'honorables exceptions) à négliger tout ce qui est d'origine populaire, tout ce qui ne doit rien aux idéologues et aux politiques. On parlera de la loi Le Chapelier de 1791 comme d'une application du libéralisme économique, sans noter les premières coalitions ouvrières qui provoquèrent cette intervention de la bourgeoisie constituante (9). On insistera sur l'œuvre de Marx, sans allusion aux chartisme anglais — antérieur au **Manifeste des Communistes** — sans reconnaître que la Première Internationale naquit d'une initiative ouvrière.

On insistera sur l'œuvre sociale du gouvernement Blum en 1936, sans la lier comme l'effet à la cause aux occupations d'usines. On fera de Roosevelt le créateur du C.I.O. américain, en ignorant que de puissants mouvements du prolétariat industriel avaient précédé le « New Deal ».

Il faut dire que si le 12 février n'a pas pris une place éminente dans l'histoire syndicale, c'est que les responsables de la vieille C.G.T. devenus les associés des staliniens ont cédé sur ce point comme sur beaucoup d'autres à la démagogie des colonisateurs en même temps qu'à leurs répugnances propres pour toute forme d'action directe. La direction de la C.G.T.-F.O. n'a même pas tenté de tirer le bénéfice moral de la grève générale du 25 novembre 1949, qui ouvrit, qu'on le veuille ou non, une nouvelle période dans la bataille des salaires. Aussi faut-il féliciter l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne de célébrer le 12 février dans le même esprit qu'elle avait tenté, il y a quatre ans, de ranimer le souvenir de Pelloutier.

Nous n'avons guère parlé du livre d'André Delmas : **A gauche de la barricade,** paru en 1950.

(7) Les renseignements sont tirés d'un « Essai » de G. Bettelheim : « Où va l'Economie française », publié avec cinq autres « essais » en 1945. Une observation sur laquelle on n'a jamais insisté : c'est que les dépenses de l'Etat entrent dans le circuit économique, directement ou indirectement — c'est-à-dire que ce que les charges fiscales pompent à l'économie lui revient ordinairement par de multiples canaux.

(8) Il s'agit évidemment des prix de gros. Nous n'avons pas sous la main les indices des prix de détail qui sans doute n'accusaient pas une baisse aussi sensible.

(9) C'est le 15 février 1791 que la Constituante a supprimé les corporations. Et sans doute la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 se référait-elle au même principe. Mais elle était une réponse directe aux pétitions et coalitions ouvrières qu'elle interdisait formellement et explicitement.

C'est un tort, car il s'agit d'une chronique syndicale de l'avant-guerre, dont nous pouvons garantir l'honnêteté. Les commentaires, d'ailleurs assez nuancés, de l'auteur soulignent les faits sans les déformer. On y trouvera particulièrement une information précise sur les conditions dans lesquelles la C.G.T. décida la grève générale du 12 février.

Il est certain que les syndicalistes parisiens en général n'avaient guère réagi avant le 7 février. La bataille des fonctionnaires avait même provoqué quelques remous dans certaines fédérations, comme celle des mineurs où l'on subissait quelque peu l'influence des néo-socialistes (10). L'affaire Stavisky renforçait le mépris instinctif des ouvriers pour les combinards de la finance et de la politique. Au reste, les syndicats ouvriers remués en 1931 par l'idée de l'unité syndicale, végétaient et s'étiolaient de jour en jour davantage. La C.G.T.U. soumise complètement au parti communiste avait vu disparaître toutes ses minorités, sauf une, localisée dans la Fédération de l'Enseignement. Elle n'existait plus dans la plupart des entreprises de la région parisienne. La vieille C.G.T. groupait une forte majorité dans les services publics, mais n'avait guère de base solide dans l'industrie privée parisienne.

Le chômage, pas assez lourd pour jeter dans la rue la foule des sans-travail, était assez sensible et menaçant pour développer la crainte, la passivité et l'humilité.

On nous avait recommandé de garder nos locaux dans la soirée du 6. Ma femme et moi nous nous trouvâmes seuls avec deux camarades devant la Bourse du Travail déserte, dont le régisseur fermait les portes. Nous n'avions plus que la ressource de promener notre angoisse indéfinissable sur les Grands Boulevards assez calmes, où l'édition spéciale des journaux du soir dont la manchette portait les deux premiers cadavres ne produisit qu'une curiosité à peine nerveuse.

Le mercredi 7, notre angoisse s'était comme définie en s'aggravant. Intuitivement, nous sentions qu'il ne s'agissait plus du Parlement et des institutions démocratiques officielles. C'était dans la rue que le combat s'était livré. C'était Paris tout entier que prétendaient représenter les conseillers municipaux réactionnaires serrés autour de Chiappe. Cette rue que nous pensions avoir conquise, lorsque nous manifestions autour de l'Hôtel de Ville contre la déflation. Ce Paris qui, pour nous, se localisait de la République à Ménilmontant, de Montparnasse à Grenelle et à la porte d'Italie. Jamais nous ne fûmes dupes des promesses « sociales » des « révolutionnaires nationaux »... avant la lettre. Le fascisme et l'hitlérisme présentaient à nos yeux les visages crispés et sombres des émigrés que nous avions reçus et entendus dans le désarroi d'une défaite incomprise.

Les travailleurs parisiens éprouvaient de tels sentiments, plus une volonté résolue de prouver aux petites brutes de la bourgeoisie décadente qu'ils n'étaient pas les maîtres et qu'il n'y avait pas besoin de la police pour les contraindre à la fuite. Aucune littérature ne peut exprimer, aucune doctrine ne peut expliquer ce moment de la psychologie collective où se confondent l'instinct de conservation et la volonté de puissance. Quelque chose qui tient du mythe d'Hercule, que nous avons retrouvé aussi bien le 12 février 1934 que lors des grandes journées de juin 1936.

Un souvenir pour confirmer cette impression. Celui de la soirée du 8 février qui réunit les représentants des syndicats parisiens dans la grande salle de la Bourse du Travail. Nous entendions en général dans les Comités de l'Union un langage réticent, prudhommesque, qui affligeait d'autant plus qu'il sortait des bouches de vieux combattants de l'époque héroïque. Quel changement ! Oh ! pas de phrases, pas de grandiloquence, les mots drus et sonores, la confiance calme du travailleur qui retrousse ses manches : Alors, on y va...

LA DECISION DE GREVE GENERALE

La grève générale née d'une combine gouvernementale ? L'idée en fut lancée le matin du 7 février, à la Commission exécutive de la C.G.T., par Savoie de l'Alimentation. Il est vrai que l'on s'attendait à la résistance de Daladier, que l'on voulut assurer immédiatement du concours de la C.G.T. pour une action antifasciste. Il était trop tard.

Le taureau de la Camargue avait cédé et démissionné.

A la réunion de l'après-midi, Jouhaux jugeait la grève générale impossible et probablement vaine. L'idée en fut cependant reprise par Vigne (des Mineurs) et André Delmas (des Instituteurs) qui emportèrent sans grandes difficultés l'adhésion de toute la Commission exécutive. Et Jouhaux reprit le commandement : « Vous l'avez voulue cette grève. Il faut que cela marche. »

La grève générale fut donc bien décidée, alors que Daladier était démissionnaire et Doumergue pas encore appelé. Il y eut bien le soir une réunion à laquelle participèrent des représentants de la C.G.T., du Parti socialiste, de la Ligue des droits de l'homme. Il en sortit un comité de coordination qui n'intervint guère, ni avant ni après le 12 février. Le Rassemblement populaire ne fut constitué officiellement que le 21 juin 1935. Le Comité des intellectuels antifascistes, que présidèrent Rivet et Langevin, naquit le 5 mars 1934.

Faut-il s'attarder sur la journée du 9 février que l'on veut arbitrairement joindre à celle du 12 ? Les staliniens racontent l'histoire de 1934 avec la même désinvolture que celle de 1940. Ils auraient tort de se gêner, puisqu'ils trouvent toujours des auditeurs complaisants. Ils seraient les pionniers du Rassemblement populaire, comme six ans plus tard ceux de la Résistance.

Cependant le 6 février leurs hommes se mêlaient aux bandes fascistes. Le 7, leur quotidien dénonçait « le gouvernement d'assassins et de fusilleurs », et la manchette : **Paris ouvrier a riposté**, aurait dû les disqualifier pour jamais comme, plus tard, leur approbation du pacte Hitler-Staline.

C'était contre le gouvernement Daladier qu'ils mobilisaient leurs troupes le 9, place de la République. Alors que l'on prêtait au nouveau gouvernement l'intention de proclamer « l'état de siège », un rassemblement dans les quartiers ouvriers, dont la répression devait réhabiliter la police aux yeux de la bourgeoisie réactionnaire, prenait le caractère d'une véritable provocation. Et les cadavres ouvriers, en nombre à peu près égal à celui des cadavres bourgeois du 6, rétablissaient l'équilibre. Bénéfice pour la police et la réaction. Bénéfice pour le parti communiste qui avait eu **sa** journée, comme le fascisme avait eu la sienne, comme la C.G.T. allait avoir la sienne. Au reste, on fut des deux côtés sin-

(10) La Fédération des Mineurs attendait du gouvernement Daladier — renversé sur la question des fonctionnaires — le dépôt d'un projet de loi sur la Caisse des Retraites. Déat et ses amis surent exciter la colère de ses dirigeants.

gulièrement discret sur les responsabilités des premiers coups de feu, échangés dans une brume assez épaisse. Il reste une inconnue dans cette affaire comme dans la mise en scène du 6 février. Chiappe a probablement emporté dans la tombe les secrets qui auraient facilité la solution de l'équation.

L'IMPOSTURE STALINIENNE

Il faut insister encore sur cette politique stalinienne, puisque certains s'obstinent à ne pas comprendre, puisque déjà un Claude Bourdet, qui flotte un peu dans des vêtements trop larges, voudrait jouer en 1954 le rôle que Langevin, Rivet, Victor Basch jouèrent vingt ans plus tôt.

Ainsi on n'a pas encore compris que depuis la victoire stalinienne, il n'y a pas d'autre politique communiste que celle imposée par les intérêts de Moscou et les savants virages de la « dialectique » (?) stalinienne.

De 1928 à 1934, il fallait porter les nationalistes au pouvoir en France et en Allemagne, afin d'éviter l'accord franco-allemand.

En 1927, Staline laissait écraser les communistes chinois, afin d'éviter la rupture économique anglo-russe.

Mais en 1928, le tournant brusque détermine une offensive multiple contre « l'impérialisme anglo-français ». C'est alors que le parti communiste adopte la tactique « classe contre classe », maintient ses candidats contre les socialistes et les radicaux de gauche et fait élire une chambre poincariste.

Au cours des procès engagés en U.R.S.S., si « les aveux » des accusés ne révèlent rien de vrai sur eux-mêmes, ils nous éclairent sur les tendances du maître des juges et bourreaux. Or, au procès du parti des industriels en 1930, les aveux engagent la complicité de Poincaré et de Briand, préparant une intervention militaire franco-anglaise contre la Russie.

Au procès des mencheviks de mars 1931, ce sont Blum et Vandervelde que les « aveux » dénoncent comme provocateurs à la guerre contre l'U.R.S.S.

Et en 1933, ce sont des ingénieurs anglais qui tiennent la vedette aux côtés de leurs collègues russes.

En 1937, les trotskystes deviendront des agents de l'impérialisme allemand. Trotsky ne fut-il pas créature des Américains en 1940, pour redevenir, par delà la tombe, en 1941, un espion des nazis...

Mais, en Allemagne, ceux-ci n'eurent pas de meilleurs auxiliaires que les staliniens... « patriotes allemands », qui ne cessèrent pas de s'opposer violemment aux socialistes lors du flux hitlérien de 1930 à 1933, qui votèrent avec les nazis lors du plébiscite prussien, qui organisèrent des grèves, de concert avec les syndicats bruns.

En février 1934, on restait sur la même ligne.

Les socialistes ayant protesté contre la fusillade du 9 février, Paul Vaillant-Couturier leur répondait dans **l'Humanité** que les balles de la police sortaient des crédits votés par les socialistes.

A-t-on oublié que la rébellion de Jacques Doriot eut justement son origine dans le refus du parti de s'engager sur le front unique antifasciste ? que les propositions du maire de Saint-Denis alimentèrent dans **l'Humanité**, après le 6 février, des articles hostiles de l'éternel Marcel Cachin ?

Les staliniens auraient changé de position, parce qu'ils auraient constaté « l'étroitesse dès leur base ». M. Sartre lui-même paraît moins naïf, puisque ses « communistes » des « Mains sales » reprennent à leur compte la thèse du chef qu'ils ont fait abattre, simplement parce que les communications avec le commandant soviétique ont été rétablies et qu'ils ont reçu de nouveaux ordres.

Staline qui, jusqu'en juillet 1934, espérait la neutralité d'Hitler, fut brusquement alarmé par la conclusion du pacte germano-polonais. Et le tournant « en épingle à cheveux » s'imposa à tous. Quelques semaines avant la formation du Rassemblement populaire, Laval rapportait fièrement de Moscou l'approbation de la défense nationale française formulée par Staline dont les agents français se jetèrent dans les bras du Daladier voué au poteau en février 1934, et allaient emboucher « le clairon de Déroulède »... jusqu'en septembre 1939.

Que notre irritation contre les dupes volontaires ou non de la Gauche indépendante et neutraliste ne fausse point notre jugement rétrospectif.

Et 1934, il restait encore dans le parti communiste des survivants de la première équipe, dont l'obéissance passive n'était pas à toute épreuve. Ceux-ci ont été entraînés dans le mouvement spontané populaire et ils ont peut-être gardé l'illusion d'avoir provoqué le tournant. Nous entendons quelquefois les confidences de vieux camarades retrouvés qui nous avouent aujourd'hui avoir lu clandestinement la « R.P. » qu'ils dénonçaient publiquement. Se rendent-ils compte aujourd'hui qu'ils étaient pour Staline, en France comme en Russie, des germes de corruption ? Que n'ont-ils rejoint Doriot à l'époque ? Peut-être l'auraient-ils suffisamment renforcé pour lui éviter une fin misérable, et auraient-ils suffisamment affaibli la clique stalinienne pour que les tournants successifs n'agitent que misérable poussière.

Mais ces survivants ont disparu. L'appareil a acquis une technique irrésistible. Marty est parti presque seul, malgré son prestige. Plus d'audace en 1934 — ou en septembre 1939 — aurait peut-être suffi pour détacher massivement, avant le tournant, ceux qui vacillaient secrètement. Mais profiter d'un tournant pour se rapprocher du Parti, c'était servir Staline hier, c'est servir Malenkov aujourd'hui, c'est favoriser la clique domestiquée qui persiste (car ce parti « jeune » est le seul qui n'ait pas renouvelé sa tête depuis vingt ans). C'était déjà légèreté folle en 1934. Ce serait aujourd'hui criminelle inconscience.

LE « FORMIDABLE » EFFET DES BRAS CROISES

Que l'on ne nous reproche pas de nous éloigner du sujet. Détacher le clair souvenir du 12 février du brouillard obscur du 9 février, rejette les staliniens hors de la commémoration.

Nous n'entendons pas en proscrire les socialistes. Quels que soient nos sentiments sur leurs leaders de l'époque, nous reconnaissons que leur dignité au Parlement et dans le pays contrasta avec l'écroulement des démocrates bourgeois, avec l'affolement de ces hauts fonctionnaires de la République sollicitant, le 7, l'intervention ouvrière pour retrouver d'ailleurs leur impassibilité dédaigneuse le 10, lorsqu'ils furent assurés que Doumergue les maintiendrait en place.

Ne peut-on reconnaître tout simplement que la grève générale fut l'événement décisif qui détermina toutes les autres résistances ? Car la grève réussit au-delà des prévisions les plus optimistes. A Paris, arrêt presque total de toute activité : pas d'autobus, pas de taxis, pas de journaux, 80 % des écoles fermées ou discrètement entrouvertes, tous les volets des boutiques baissés

dans les quartiers populaires (pour déjeuner, il nous fallut passer dans l'arrière-boutique d'un restaurateur attendri par nos grognements d'affamés) ; toutes les industries, presque toutes les administrations suspendues, les Postiers menés par Mathé vidant les bureaux et isolant leur directeur départemental.

On met ordinairement l'accent sur le rassemblement de la place de la Nation dont la Fédération socialiste avait pris l'initiative et qui groupa, parait-il, 100.000 participants. Il est vrai que les communistes y avaient appelé leurs troupes, et que l'on pouvait à bon escient craindre de nouvelles provocations. La fusion des deux cortèges s'effectua par la poussée spontanée de la foule. Plus que de l'enthousiasme, m'ont dit des témoins, une émotion profonde que les cris ne traduisaient pas.

Le spectacle d'une foule impressionne peut-être davantage que le silence des rues et des ateliers. Pourtant, nous n'avons pas regretté d'avoir manqué celui-là. C'est que nous avions bénéficié d'autres visions réconfortantes, au cours de notre tournée matinale. L'auto de Jacquemard qui nous portait avec lui, Lavergne, Yvonne Hagnauer et moi, pénétrait vers midi dans la zone de Saint-Ouen. Nous suivions de l'avant — non sans quelque inquiétude — son passage difficile au milieu de groupes qui ne s'écartaient guère, lorsque des applaudissements éclatèrent derrière nous. Yvonne maintenait contre la vitre arrière une feuille de papier sur laquelle elle avait écrit, en lettres hautes : « Syndicat des Instituteurs - Comité de grève ».

Décidément, on aura beau « repenser » le syndicalisme, il est des mots qui portent toujours plus haut et plus loin que toutes les pensées. Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que c'était la première fois que le syndicat des instituteurs lançait un mot d'ordre de grève totale ?

Ce n'était pas la première fois que les instituteurs participaient à un rassemblement public. C'était peut-être la première fois depuis 1920 que l'on réussissait un rassemblement aussi dense dans une atmosphère d'unité totale.

Mais rassemblement de Paris et cortèges également impressionnants des villes de province auraient-ils été possibles, sans l'ordre de grève générale ?

LA CLASSE CONTRE LES COHUES

Il y aurait beaucoup à dire sur le succès de la grève en province, sur la participation des instituteurs ruraux — surtout sur la période qui va du 12 février 1934 aux élections de mai 1936. Chronique que l'on écrirait assez facilement en utilisant la collection de la « R.P. ».

Il est difficile de distinguer deux processus naturellement interdépendants : celui de l'unité syndicale, celui du Rassemblement populaire.

Les deux sans nul doute furent facilités et accélérés par la spontanéité du mouvement populaire. Mais si le rassemblement l'emporte dans l'histoire... plus ou moins « politisée », c'est parce que la direction de la C.G.T. n'a pas voulu ou pu garder l'initiative.

Nous ne jugeons pas grâce au recul du temps.

On trouverait également dans la « R.P. » de l'époque nos observations et objurgations. Et il s'agissait non pas de propos personnels, mais d'une attitude unanime du noyau de la « R.P. ». Si l'on tente une schématique synthèse, on peut reconnaître, de 1934 à 1936, trois tendances essentielles :

1) La résistance au fascisme, la défense des libertés fondamentales, qui groupa spontanément les ouvriers, les petits et moyens fonctionnaires, les éléments les plus libéraux de la paysannerie et des classes moyennes, et qui aboutit en 1935 à la constitution du Rassemblement populaire et en 1936 à la victoire électorale des gauches. Nous avons déjà observé que l'on s'est abusé sur l'importance numérique de cette victoire. Au sein de la masse électorale de gauche et d'extrême-gauche, il y eut surtout déplacement de voix petites-bourgeoises du parti radical au parti communiste, les socialistes demeurant sur leurs positions de 1932.

2) Une nouvelle politique économique ayant pour objet de sortir la France de sa crise permanente, par une organisation du crédit, de la production et des échanges. Ce fut le plan de la C.G.T. dont le défaut essentiel reste à nos yeux d'avoir été conçu dans des laboratoires de techniciens et imposé d'en haut, sans réelle consultation de la base.

Ce sont des gens sérieux qui le rédigeaient hier et le défendent encore aujourd'hui. Les plus sérieux : Lefranc et Laurat, s'empressèrent de dégager leur responsabilité, quant aux applications du planisme pendant et depuis la guerre. Malheureusement, leurs arguments abstraits en faveur du plan nous paraissent beaucoup plus solides que leurs explications des échecs et méfaits de « l'économie dirigée ».

« C'est un gars... qu'a mal tourné ! », chantait le pauvre Gaston Couté. Savoir si ses parents n'y sont pas pour quelque chose.

3) Une lutte syndicaliste orientée par la défense des salaires et contre la politique de déflation. Ceux qui partaient sur cette lancée proposaient une action dont ils fixaient le sens plus que le but final.

Pour eux, c'était le moyen essentiel — et non exclusif — de la résistance au fascisme.

C'était aussi la possibilité d'aboutir à une « organisation ouvrière numériquement forte et moralement solide » capable de poser aussi bien le problème du pouvoir politique que celui de la gestion de la production.

L'unité syndicale en voie de réalisation dès la fin de 1934 prenait une valeur différente selon les tendances.

Pour les syndicalistes, elle s'imposait tout simplement comme la nécessité de l'unité de classe.

Pour les « planistes », elle était subordonnée à l'adoption du plan.

Pour les « démocrates avancés », elle n'était que le corollaire ou l'accompagnement du Rassemblement populaire.

Nous avions évidemment choisi délibérément la première tendance. Mais on voudra bien reconnaître que nous avons souvent soutenu la seconde par opposition à la troisième.

Celle-ci, en effet, nous apparaissait la plus dangereuse, non pas par opposition systématique au rassemblement, mais parce que nous sentions le danger de lier une résistance négative à un programme électoral et de subordonner à celui-ci au nom de celle-là l'action propre de la classe ouvrière. Et nous sentions aussi qu'à travers les nuées généreuses et les aspirations vagues, la démagogie stalinienne avançait toutes voiles dehors.

Tout fut faussé par cette confusion et ce machiavélisme. Et l'unité syndicale heureusement définie, réalisée et garantie au Congrès de Toulouse de 1936, aboutit à la bolchevisation des syndicats, par la vague électorale en bas et l'usurpation des places dirigeantes en haut.

En célébrant le 12 février 1934, nous revenons au point de départ, pour tenter de porter la « légende », c'est-à-dire l'âme de cette journée, par delà l'histoire de vingt ans lourde d'illusions perdues, de pertes irréparables, de défaites tragiques et de défaillances sordides.

Séverine — souvent plus clairvoyante, parce que plus sensible que nombre de doctrinaires et de politiques — disait un jour (elle, héritière de l'insurgé Vallès) : **que le prolatériat parisien célèbre trop la Commune de 1871, où tout était confus, et devrait célébrer juin 1848 où tout était clair.**

C'est la même clarté, la même pureté que nous retrouvons dans la journée du 12 février 1934.

Claire, parce que les chefs staliniens n'étaient pas « dans le coup », et que syndicalistes, socialistes, démocrates pouvaient se parler en connaissance de cause ; les mots traduisant exactement leurs possibilités et leurs ambitions.

Claire, parce que la défense des libertés fondamentales suffisait à déterminer l'action ouvrière.

Pure, parce que tout dépendait de la volonté spontanée et de l'action directe de la classe ouvrière.

Pure, parce que cette même classe ouvrière a choisi l'arme qui lui est propre, qui n'a pas perdu son efficacité, qui impose à chacun un engagement et un sacrifice.

Roger HAGNAUER.

Parmi nos LETTRES

Autour de la productivité

Une lettre du camarade Tortrat à Roger Hagnauer :

Je suppose que c'est vous qui répondez à la lettre que j'ai adressée au sujet de l'article de Dando. Je vous remercie de votre réponse, et veux bien l'admettre, en un certain sens.

Je n'ai pas la prétention de discuter de tactique d'action ouvrière, et il n'est pas dans mon esprit d'opposer (ou d'accorder la priorité) une œuvre de réorganisation à l'intérieur d'une entreprise à la revendication ouvrière ; je souhaiterais cependant qu'on puisse parler de ces questions sans se voir soupçonner de mauvaises intentions, et veux bien vous laisser juge de l'opportunité de tels débats. Je sais bien que si les ouvriers ne participent pas (ou presque) à l'organisation et la direction du travail, la faute ne leur en incombe guère, et que ces questions se régleraient d'elles-mêmes s'ils en avaient la responsabilité. Mais quand nous voyons les revendications piétiner sous des gouvernements réactionnaires, on souhaite des améliorations d'ordre technique, plus faciles, peut-être à réaliser, et sans préjuger de toute autre action syndicale et ouvrière.

Est-il bien vrai que des forces syndicales plus puissantes soient seules cause aux Etats-Unis d'une meilleure organisation de la production et de son haut rendement (abstraction faite, bien entendu, des différences de richesses naturelles) ? Je crois que syndicats et ouvriers n'y dédaignent pas s'occuper d'améliorer la « productivité », sans avoir pour cela mauvaise conscience ; sans doute les conditions sont-elles bien différentes en France. N'est-il pas regrettable de voir craindre par les partis politiques des améliorations partielles (locales) comme risquant de diviser un peu plus la classe ouvrière ?

Excusez mon ignorance (?) mais il n'est jamais mauvais, me semble-t-il, de remettre certaines choses en question, et il est heureux que la R.P. puisse s'ouvrir à des pensées diverses (et de bonne foi!).

REPONSE DE R. HAGNAUER

Certes, un débat sur le problème soulevé par notre camarade Tortrat ne serait nullement déplacé dans la *R.P.* Mais est-il utile de préciser que nous ne songeons nullement à défendre l'organisation archaïque de l'économie française et les administrations parasitaires ?

Sans avoir la compétence de Dando, nous avons tenu ici même sur le problème allemand des propos qui s'accordent avec les siens. Et si nous avons distingué entre la mission des fédérations d'industrie, portant leur effort sur les entreprises techniquement avancées, et celle des Unions départementales se consacrant à la réadaptation des travailleurs victimes de l'évolution technique — c'est bien parce que nous sommes las de cette politique générale des salaires accrochée aux décisions gouvernementales.

Seulement l'article de Dando devait fatalement hérisser les syndicalistes qui ont parfaitement le droit de craindre cette « technocratie » qu'il pare de beaucoup de vertus, sans indiquer suffisamment le danger qu'elle représente.

Quant à nous, des expériences vécues — et non l'idéologie — nous ont renseignés sur les insuffisances d'une technique ordinairement spécialisée. Nous savons aussi que la formation d'une caste de techniciens consolide et développe des privilèges — et que les privilèges de caste imposent la conservation de l'état de choses, donc s'opposent au progrès technique et social.

Dando nous annonce une « révolution » réalisée par ces hommes de pensée et d'action que sont les techniciens. Notre ami est jeune. C'est un privilège. Il n'est pas obligé de savoir comme nous que cette révolution nous a été annoncée depuis fort longtemps, que dans notre pays et dans quelques autres, des « techniciens » se sont trouvés placés aux postes de commande, avec une autorité presque incontestée. Les résultats furent assez médiocres.

Et les techniciens, en U.R.S.S. par exemple, comptent parmi les plus fidèles soutiens du régime On sait à quelles aberrations leur technique a abouti.

Ici on ne leur reprocherait pas leur aptitude à commander — mais plutôt leur facilité à obéir.

L'exemple américain est beaucoup plus complexe. Je ne puis que répéter ce que j'ai vu et entendu aux Etats-Unis en 1950, ce que m'ont dit et répété nos amis américains, avant et après. La revendication ouvrière a bien précédé et provoqué les transformations techniques. C'est la revendication ouvrière qui a bousculé le système Taylor et humanisé la chaîne... œuvres de techniciens. C'est encore la revendication ouvrière qui a poussé John Lewis à présenter son projet de réorganisation des mines.

Ce ne sont pas là « des vues de l'esprit » mais des constatations historiques. Là où le mouvement ouvrier est libre et vivant, il y a progrès technique et progrès social. Là où le mouvement ouvrier

est insuffisant ou annihilé, il y a stagnation ou régression sociale, et un progrès technique mal équilibré qui provoque de monstrueuses anomalies.

Cela ne signifie pas que les techniciens n'ont pas un grand rôle à jouer, que les techniciens syndicalistes ne peuvent être de précieux auxiliaires du syndicalisme ouvrier.

Cela ne veut pas dire que nous nous résignons à l'apathie intellectuelle du syndicalisme actuel. Notre petite *R.P.* (qui n'est pas une chapelle) a fait de son mieux pour « secouer le dormeur ». Et si discutable qu'il soit, l'article de Dando a le mérite de nous contraindre à un sérieux examen de conscience.

Mais avant de confier aux technocrates la charge de notre avenir, il faudrait répondre à cette question : A chaque période ascendante, les « pionniers » furent-ils le plus souvent des « techniciens » ou des travailleurs dont la science est née de l'action ? — R. H.

A propos du « bilinguisme »

Nous avons reçu de Thersant l'intéressante lettre que voici :

Dans la R.P. *de janvier, Louzon a traité un des problèmes que pour ma part j'estime comme absolument complémentaire de l'activité spécifiquement syndicaliste et internationaliste du militant ouvrier: celui d'une langue commune.*

Les « occurrences » de ma vie militante ont fait que j'ai participé depuis 1935 *jusqu'en* 1951 *à tous les congrès ou plenums de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), et j'ai pu, là, constater le ridicule de cette trentaine de délégués militants, ne se renouvelant que très partiellement, qui se réunissant selon une périodicité assez fréquente se trouvait liée, pour discuter de problèmes qui lui étaient connus, à la présence de traducteurs, quelquefois professionnels, souvent étrangers aux raisons qui réunissaient ces hommes, lesquels n'étaient pas toujours certains d'avoir des traductions exactes...*

Certains d'entre eux « possédaient » une ou deux langues étrangères, généralement parentes de leur langue maternelle. Par exemple, les Anglais savaient l'allemand ; les Allemands, l'anglais ; les Suédois ou les autres Scandinaves, l'allemand ; les Espagnols et les Italiens, le français ; les Arabes, soit l'anglais, soit le français ; les Français, l'espagnol ou l'anglais, etc. Beaucoup — plus de la moitié — n'avaient que leur langue maternelle.

Autre constatation, amusante celle-là : c'étaient les monoglottes qui faisaient le moins d'erreurs ; sans doute parce qu'ils attendaient les traductions de professionnels.

Une autre : bien qu'il y eût une majorité d' « anglicisants », c'était finalement le français qui jouait le rôle de langue de travail... et cela prend de la valeur si l'on tient compte du fait que ce n'était pas en raison d'une décision mais d'un aboutissement « naturel », si j'ose dire. Je n'explique pas, j'expose ce que j'ai vu.

C'est en m'appuyant sur cette expérience assez longue que j'ai bien été amusé lorsque j'ai vu naître le mouvement du bilinguisme.

Mais de ce qui précède, Louzon doit déjà pressentir que c'est pour me déclarer en désaccord avec la solution qu'il préconise : l'anglais comme langue seconde.

J'ai un mien ami, Aguiré, qui était professeur d'anglais, traducteur professionnel dans cette langue et qui déconseillait formellement une telle solution car lui estimait que bien que cela lui permît de gagner sa vie, il lui restait toujours à apprendre « l'anglais ».

Par ailleurs, la thèse a été soutenue en Allemagne que si les Russes ont préconisé que ce soit le texte anglais qui serve de référence dans l'application des accords de Potsdam, c'est parce que leurs conseillers linguistes leur ont indiqué tout l'avantage à tirer de l'imprécision même, idiomatique, de la langue. (Je pourrais, le cas échéant, retrouver la source de cette thèse.) C'est à retenir.

Mais je veux examiner les deux arguments majeurs de la thèse de Louzon, car ils risquent de créer bien des équivoques dans l'esprit de ceux qui ne sont point habitués à ces problèmes : l'histoire et l'analytisme.

Selon le premier, l'anglais, langue des peuples conquérants, deviendra, ainsi que l'histoire le prouve, *la langue des peuples conquis.*

Ce n'est pas tout à fait exact et tout le monde connaît les conflits qui règnent entre les états-majors anglais et américain au sujet de la langue qui doit être employée, soit l'anglais « anglais », soit l'un des treize anglais « américains ». (Avez-vous déjà lu du français « canadien » ? C'est impossible.) On n'ignore pas non plus que les professeurs anglais demandent que les enfants ne voient pas les films parlant américain, ceci afin qu'ils n'acquièrent point l'anglais « d'Hollywood ».

On sait aussi que les Egyptiens pratiquent le français, ne serait-ce que pour emmerder les « engliches ». Que les Hindous s'efforcent d'imposer à leurs *peuples l' « hindi ».*

Mais en se basant sur cette thèse de l'histoire, rien ne prouve que les conditions ne seront pas telles dans cinquante ans que ce pourrait être le russe qui soit la langue seconde, ou le chinois. La première essentiellement agglutinante, la seconde plus analytique encore que l'anglais.

*Pour ma part, je tiens que l'argument de l'histoire trouve sa limite en ce sens qu'*actuellement *les données techniques de l'unité du monde sont quasi réalisées et que peut-être plus que l'argument de la force armée, c'est celui du langage technique* immédiatement international *(robot est tchèque... et international) qui est vrai. Là, chaque culture apporte son appoint, lequel est* maintenant *vulgarisé* immédiatement *dans toutes les langues : regardez : rockett (roquetta, roquette, rochetto). Si un mot technique naît en Russie, ce mot est immédiatement adopté tel quel partout.*

Cela nous mène tout droit à constater AUSSI que 85 à 90 % *des mots* techniques *nouveaux sont construits avec des thèmes (radicaux ou affixaux) tirés du latin et du grec ancien. Cette tendance ne diminue point, au contraire. C'est une des raisons pour lesquelles l'enseignement du latin a été rétabli en Russie. C'est le Suédois Linné qui a conservé le latin comme langue de la science en le proposant et en le faisant adopter comme langue de la nomenclature botanique, zoologique et entomologique, ce qui entraîne sa connaissance au moins élémentaire par tous ceux qui touchent à la médecine, à la biologie, à la chimie, etc.*

Je considère donc que l'argument historique était encore valable dans l'hier immédiat ; aujourd'hui, il est dépassé. Enfin, il n'offre aucun argument durablement *valable en faveur de l'anglais : il suffirait que demain le nouveau peuple « national » d'Israël possède douze savants qui donnent à leur peuple, au travers d'une découverte à côté de laquelle celle de la fission nucléaire ne serait que de la petite bière, une puissance telle que ses dirigeants pourraient imposer leur volonté au reste du monde pour que l'hébreu, langue aussi agglutinante, devienne la langue seconde.*

Et j'en arrive au second argument, celui de l'analytisme.

Sur ce point, je partage en grande partie l'opinion

de Louzon. Mais malgré cela je ne veux point perdre de vue les considérations suivantes.

Les découvertes des linguistes concernant la tendance naturelle des langues à l'analytisme sont relativement récentes. Mais elles s'étendent sur cette portion des langues anciennes qui par évolution naturelle ont abouti aux langues modernes.

Mais y a-t-il, actuellement, *continuation de ce processus évolutif ?*

Les linguistes partent des langues anciennes et ils constatent que les langues écrites d'abord par textes entiers, puis par phrases, puis par mots, puis avec des particules ont évolué vers l'analytisme. Mais ils constatent en même temps que les éléments parlants, l'immense majorité des peuples, ne connaissaient pas l'écriture, mais que c'était cette immense majorité qui fabriquait les langues et que les détenteurs de la langue écrite étaient toujours en retard de plusieurs décades (ou même siècles) sur la véritable langue d'un peuple donné.

Or il se trouve que maintenant ce décalage s'est quasi estompé du fait que la langue écrite est devenue la propriété de tous *les éléments parlants* et que si un nouveau terme naît *il devient la propriété des éléments parlants* plus par la voie du graphisme *que par celle de l'audition.*

Si l'audition est un moyen d'acquisition *infidèle (les accents toniques l'emportant sur les syllabes atones), le graphisme, lui, est au contraire extrêmement fidèle — et même conservateur — (les gens prononcent* foutebaul, *mais écrivent* football). *Il s'ensuit que depuis la répansion de l'instruction publique gratuite et obligatoire, les langues ainsi enseignées et possédées telles quelles par leurs éléments parlants ont cessé d'évoluer* dans leur structure. *Le vocabulaire évolue par enrichissement, mais ce vocabulaire* fonctionne *avec des éléments stabilisés par le* graphisme *enseigné. Ce n'est d'ailleurs pas à regretter, car cela nous permet de goûter encore certains auteurs, ce que nous ne pourrions faire autrement, sauf intervention d'un professionnel — voir Rabelais en « moderne ». (Rabelais ! un des « créateurs » du français !).*

L'anglais est à ce sujet soumis aux mêmes conditions que les autres langues et l'anglais que nous connaissons est stabilisé comme l'est le français. J'ajoute que surtout en Angleterre, il faut parler un anglais « conservé ».

Mais la question de l'analytisme dépasse la langue anglaise, car les linguistes ont fait ces dernières années la constatation que la science n'utilisait pas une langue tendant à l'analytisme, mais qu'au contraire les mots scientifiques sont de plus en plus agglutinants. Prenez le vocabulaire de la chimie, celui de la pharmacie, de la médecine, etc. La nécessité de la précision oblige à ce qu'aucun élément constitutif ne soit éliminé et cela s'oppose à l'analytisme antérieur.

Je crois donc qu'une stabilisation s'effectuera sur un vocabulaire divisé en deux parties : une partie semi-analytique concernant les vocables s'appliquant aux faits et gestes de la vie de tous les jours et une partie pro-agglutinante employée par les hommes de science.

Je pense donc que les deux arguments employés pour prôner l'adoption de l'anglais sont des arguments qui datent. *Hier, il a pu apparaître qu'ils étaient le* nec plus ultra *fourni par la linguistique ; mais la linguistique est une science trop jeune pour pouvoir fournir des éléments définitifs à ce sujet.*

Est-ce à dire que nous devons renoncer à une langue commune ? Non, je ne le crois pas. Je pense au contraire que cela est plus nécessaire que jamais. Je le pense parce que je suis un militant ouvrier et qu'au cours de ma vie de militant j'ai pu constater de visu *la hauteur de l'obstacle que représente la barrière des langues.*

Mais je ne crois pas que la solution réside dans l'adoption d'une des langues de civilisations nationales. *Qu'on le veuille ou non, l'équilibre est rompu entre ceux dont elle est la langue maternelle et ceux à qui elle est* en fait *étrangère — dans le sens absolu du terme. Il faut que la langue commune soit immédiatement — ou le plus immédiatement possible — assimilable par des gens porteurs de cultures différentes ; elle doit donc être par rapport à celles-ci le plus neutre possible, ou encore ne refléter par rapport à celles-ci que ce que celles-ci ont d'elles-mêmes emprunté au vocabulaire déjà commun eu égard à certains centres d'intérêt de l'activité humaine en raison de l'universalisation* déjà *acquise en ces domaines. Par exemple, nul n'ignore que le vocabulaire des techniques de la marine est basé sur l'anglais et le hollandais ; que l'italien fournit le vocabulaire de la musique ; que l'allemand a créé les vocables dont usent les philosophes ; que le français nous fait le « grand honneur » d'avoir procuré au monde le langage de la guerre, mais aussi celui de la civilité ; aux Arabes, nous avons emprunté les termes de l'arithmétique et de l'astrologie, etc.*

Encore une fois, chaque culture apporte son écot ou, si l'on veut admettre la réversibilité de l'argument, dans la future langue commune chaque culture aura la place qu'elle y aura méritée.

D'ailleurs personne ne discute de l'emploi des chiffres arabes. Combien savent qu'ils sont « arabes » ? Quand un mot a pénétré le vocabulaire des autres langues, il s'est dénationalisé, neutralisé par rapport *à son origine et nous employons le plus simplement du monde des mots comme chocolat, tabac, caoutchouc, alcool, tabou, café qui sont américains, arabes ou polynésiens.*

Pour les mots modernes, *l'universalisation est, je le répète, quasi immédiate.*

Vu d'un autre angle, je pense que les langues auxiliaires artificielles, créées par des idéalistes, *auront été positives en ce sens qu'elles auront démontré* ce qu'il faut éviter de faire.

Donc, ni langue artificielle ni langue nationale !

Doit-on, alors, attendre la fusion ou l'interpénétration des grandes langues de civilisation ? Non, ce serait trop long et c'est maintenant que nous avons besoin de cet outil commun.

Là encore, je pense que la solution est intermédiaire : autant dire qu'elle consiste à admettre comme vocabulaire les mots déjà communs aux grandes langues de civilisation qui ont la faculté de pénétrer les langues nationales et comme base de fonctionnement une grammaire élémentaire (il n'existe de grammaire commune que celle basée sur les langues dérivées du latin) pouvant permettre tant l'analytisme que le synthétisme.

Je considère que cette solution dépasse, en raison de ses principes, les possibilités d'hommes idéalistes, remplis de bonne volonté, mais ne possédant pas l'acquis nécessaire pour y atteindre.

L'exemple le plus frappant est celui de Zamenhof qui pourtant eut *l'intuition de la nécessité d'une solution non artificielle du problème, mais qui, ne possédant pas les qualités requises, fut amené pour résoudre certaines difficultés phonétiques à* inventer *des lettres qui n'existent pas dans les imprimeries et dont l'introduction exigerait jusqu'à la transformation du mobilier technique de celles-ci et, en même temps, à supprimer des lettres existantes ; ce qui a abouti à cette contradiction que* l'Organisation Internationale de Standardisation *ayant adopté des symboles admis maintenant dans tous les pays, la langue de Zamenhof, l'esperanto, ne peut pas les écrire !*

Je pense qu'actuellement on ne peut pas ne pas constater le parallélisme des projets nouveaux et leur convergence constante, ce qui m'autorise à dire

que sitôt dépassé le stade de l'ido (l'enfant de l'esperanto), à partir du novial *et de* l'occidental, *tous les projets ne sont plus qu'un aspect particulier d'une même langue et sont absolument entendus par les pratiquants de l'un ou l'autre système, indifféremment.*

Mais il y a mieux, c'est que ces projets sont encore empreints d'idéalisme, d'à-priorismes, alors que la question a été reprise depuis le commencement par un organisme de linguistes professionnels *attachés à l'université Columbia de New-York, et qu'avant de publier quoi que ce soit, il a fallu vingt-cinq ans d'études.*

En 1946 *fut publié un « rapport général ». En* 1951 *fut publié un dictionnaire des mots communs standardisés, ce qui veut dire* qu'ils n'ont pas été créés. *En* 1952, *une grammaire fut proposée pour faire fonctionner ce vocabulaire. Elle est en même temps analytique et synthétique. Il faut immédiatement remarquer que c'est la première fois que la grammaire n'a pas précédé le vocabulaire, mais au contraire a été établie en raison des exigences du vocabulaire...*

Mais le fait capital, c'est qu'en 1953 *cette langue a été adoptée et est depuis patronnée par un organisme scientifique contrôlé par l'académie des sciences, la société pour l'avancement des sciences, le conseil national de la recherche des Etats-Unis d'Amérique. Ce qui, pour moi, équivaut à une officialisation de fait.*

Un compendium des questions scientifiques est publié chaque mois. Il porte le nom suivant : « Scientia International ». Ses abonnés ont droit à dix études in extenso par an et par abonnement sur les thèmes qui les intéressent plus particulièrement. C'est à mon avis le meilleur moyen mis actuellement à notre disposition pour avoir une vue synoptique de l'avancement de toutes les sciences.

Par ailleurs, nombre de partisans de divers systèmes sont en train de travailler à la constitution d'une union mondiale interlinguiste qui développerait l'usage de cet idiome en dehors des milieux scientifiques.

Est-ce la solution ? Pour moi, franchement, oui. Et je me base pour me prononcer sur mes vingt-neuf années de pratique interlinguistique, et sur ma connaissance de l'esperanto, de l'ido, du novial, de l'occidental, du mondial, etc.

Je ne puis entrer dans les détails et l'argumentation qui précède n'a pas atteint son exhaustion, loin de là. Le cas échéant, l'on s'apercevrait vite que je n'ai fait qu'aborder l'essentiel.

Enfin, l'anglophilisme de Louzon achoppe sur le fait que ce sont des gens de langue anglaise qui ont consacré des années d'études et des dépenses énormes à la recherche d'une solution et que c'est eux qui proposent autre chose que l'anglais.

Je dois un aperçu de ce qu'ils proposent. Le voici (je prends le texte de Louzon) :

« Es iste abandon del pluparte del flexiones que face que pro totes le anglese es plus facile a apprender que le german. Illo es plus facile pro que illo es plus avanciate sur le via del evolution de nostre spirito, cuje le evolution de nostre linguas es solo le manifestation.

» Iste facto que le anglese es le linguage le plus avanciate sur le via del evolution linguistic, evolution que tende a retroducer nos (ma sub un forma superior gratias al polysyllabismo) al linguages le plus primitive, ubi le vocabulos esseva solo juxtaposite sin flexion ni agglutinationes, o, si on prefere, a parlar « parve-nigre » de quo tote rapportes logic es bannite, adjutara illo grandemente pro le conquesta del mundo. »

Ainsi qu'on le voit, pas d'accent et moins de flexions qu'en anglais...

Puis-je, pour en terminer, dire que bien que ma profession m'oblige à avaler de l'anglais, je ne puis digérer cette langue ? Et j'ai constaté souvent le même phénomène. Croyez bien, cependant, que cette opinion — ou cette réaction — est celle d'un a-nationaliste intégral.

Je suis tout à fait d'accord avec Thersant pour penser que l'anglais est loin d'être l'idéal comme langue internationale et que l'on peut certainement en fabriquer de bien meilleures. Mais l'anglais a pour lui cet avantage essentiel : à la différence de la jument de Roland, il existe. C'est une langue déjà parlée par peut-être près de 300 millions d'hommes, qui jouit du prestige et des facultés de propagation que lui procure le fait d'être le langage des deux puissances qui sont politiquement et économiquement les deux plus puissantes du monde. — **R. L.**

Bilinguisme, esperanto et anationalisme

Voici une autre lettre du camarade Caubel provoquée par l'article de Louzon sur le bilinguisme :

L'article de Louzon sur le bilinguisme (R.P., *janvier* 1954, *p.* 26) *rencontrera l'opposition des espérantistes, et peut-être de quelques autres. La « conquête du monde » par l'anglais y est prédite. Bien que Louzon se défende d'être pour les récentes expériences franco-anglaises de Luchon et d'Harrogate, sa thèse rejoint sur bien des points celle des tenants de ce bilinguisme « à la mode » depuis quelque temps, et qui bénéficie de curieux appuis officiels. En fait, pour des Français, le bilinguisme de M. Bressand se réduit à l'étude de l'anglais, d'abord jumelé au français, en attendant que, dans ce bimétallisme d'un nouveau genre, les utilisateurs se débarrassent de la mauvaise monnaie... il est facile de prévoir laquelle.*

On fera justice d'abord des raisons d'ordre linguistique. Aussi bien leur discussion n'intéressera guère les lecteurs de la R.P. *J'invoquerai l'autorité du grand angliciste danois Jespersen : son ouvrage sur la structure et l'histoire de l'anglais est souvent dithyrambique : « langue noble, riche, souple, expressive, virile » ; mais il se garde d'attribuer l'expansion de l'anglais à ses mérites intrinsèques* (p. 247). *Bien plus, il a si peu cru à son rôle universel qu'il a milité toute sa vie pour les langues dites à tort artificielles, qu'on ferait mieux d'appeler « construites » ; et qu'il a même bâti la sienne, sans succès pratique d'ailleurs. Autre autorité : M. Fernand Mossé, professeur au Collège de France, écrivait en* 1947, *dans son* Esquisse d'une histoire de la langue anglaise : « *Si l'écart entre la prononciation et l'orthographe n'était pas si grand, si son maniement n'était pas rendu assez difficile par une quantité considérable de tournures idiomatiques, elle serait même en passe de devenir officiellement ce qu'elle est en fait, à savoir la langue auxiliaire internationale.* » (p. 236). *Mais cela ne l'a pas empêché de s'élever plus récemment contre les « difficultés insurmontables » du bilinguisme Bressand et ses dangers.*

Les linguistes ne sont pas d'accord sur les tendances que manifestent les langues. Il reste à savoir si la disparition des flexions en anglais, comme dans les langues occidentales, dénote une tendance plus analytique ; n'est-ce pas plutôt cette tendance à la régularité dont les exemples ne manquent pas? Les spécialistes travaillent d'ailleurs surtout sur les transformations des langues... aux temps d'avant l'imprimerie ; ils ne paraissent pas avoir prévu — ni voulu prévoir — les langages futurs.

Au siècle de la radio et du cinéma parlant, le

reproche majeur que l'on peut faire à l'anglais, c'est son système phonétique affreux !

L'orthographe anglaise, une « abomination » (Jespersen), bat de loin le record du français ; mais elle est devenue la tunique de Nessus de l'anglais, qui ne peut s'en séparer sous peine de devenir, à la lecture, beaucoup trop éloigné des autres langues civilisées. Je me souviens toujours du premier discours d'un vrai Anglais que j'ai entendu (et non plus un professeur), où un énigmatique « Youlop » me laissa longtemps perplexe, alors que le mot imprimé « Europe » ne m'aurait pas arrêté un instant.

Il est de fait que l'anglais a aujourd'hui une extraordinaire diffusion. Mais, de grâce, n'exagérons pas. Quant aux 150 millions du gigantesque « melting-pot », n'acceptons que sous bénéfice d'inventaire. La dernière session des assises du Loiret a eu l'avantage, sur quatre affaires, d'en compter trois spécialement consacrées à des militaires américains ; en plus de l'interprète d'anglais, il en a fallu un de polonais et un d'espagnol (pour un Portoricain).

Le pidgin-english, ce sabir du Pacifique, pourrait faire tache d'huile ? Cette création spontanée est très intéressante, mais quand Louzon parle d'une « forme améliorée », il reste certes bien loin de la réalité. Pour que nos lecteurs sachent ce qu'est le pidgin, voici un échantillon de sa forme la plus récente, telle que la donne l'Encyclopédie britannique pour le temps de la guerre du Pacifique :

« Yufela yu stand fast, yu no can walkabout, suppose yufela walkabout me killim yu long musket », ce qui veut dire : « Don't move or i'll shoot », ou en bon français : « ne bouge pas ou je tire ! ».

Si c'est là que nous mène « l'évolution de notre esprit », ce « parler « petit-nègre » d'où tous rapports logiques sont bannis », merci ! Et c'est là précisément où pèchent tous ceux qui posent mal le problème des relations linguistiques internationales. Ils n'ont que trop tendance à considérer le langage comme un code et non comme un instrument de pensée.

Non ! la langue est aussi le support et l'instrument de nos fonctions mentales. La substitution des langues communes aux langues locales, que Louzon a bien analysée, s'est toujours faite en élevant et non en abaissant l'instrument de communication. Et l'on voudrait, au niveau planétaire cette fois, que les civilisations prennent contact par des jargons, des « basics » ! Et comme nous vivons un siècle scientifique, le dernier serpent de mer de la presse, la machine à traduire, « électronique », comme il se doit, vous présente le dernier cri en la matière. Mais, hélas ! la machine ne restituera que les dictionnaires qu'on aura inscrits sur ses bandes ; elle sera encore longtemps incapable de faire un choix intelligent ; toutes ses connexions ne lui permettront pas de sitôt de traduire les multiples résonances qu'éveillent les mots dans les cerveaux humains ; sans parler de traduire du Valéry, essayez donc de lui faire transposer simplement : « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas ! »

Des ersatz de langue revenons-en aux vraies langues. Et examinons-les par leur côté social, trop souvent négligé, malgré les enseignements du grand linguiste Meillet. Le langage est le fait social par excellence.

Meillet a précisément étudié très en détail le processus de création des langues communes qui se sont substituées aux dialectes locaux. Il est de fait que l'unification politique a presque toujours marché de pair avec l'unification linguistique. Nous avons maintenant des langues nationales.*Mais d'autres facteurs jouent aussi. Le triomphe du français sur les patois, s'il a été affermi depuis la création des nations modernes, c'est-à-dire depuis 150 ans, surtout dans les lieux où se prépare et se célèbre le culte du patriotisme, c'est-à-dire dans les casernes et les tranchées, ce triomphe a été confirmé du côté des femmes par les mêmes tendances qui ont assuré la victoire des modes de Paris sur les costumes locaux : éléments affectifs.*

Mais rien ne prouve que le processus d'unification à l'échelle mondiale sera celui que l'on a constaté à l'échelon national. On doit même en douter : en effet, si on pouvait voir jadis mourir des langues, depuis l'apogée nationalitaire de 1919 on en voit ressusciter.

Nous arrivons ainsi au centre de la thèse que Louzon affirme avec suite depuis plus de cinq ans, et qui soulève aujourd'hui à la R.P. *de vives controverses.*

Cette thèse est nette : l'unité du monde, politique, économique, culturelle, se fera par la force (R.P. n° 377, p. 258). « La langue universelle sera celle du peuple qui fera l'unité du monde ». Le jour où les Etats-Unis auront politiquement unifié le monde, tout le monde sera citoyen américain (327, p. 147). En attendant, l'hémisphère occidental aura bientôt un langage commun, l'anglais.

Péra, lui au moins (358, p. 19), faisait allusion aux Orientaux : un « basic chinois » ou un « paléoslave ». Car l'impérialisme linguistique peut sévir des deux côtés du rideau de fer. Le russe devient la langue auxiliaire obligatoire des démocraties populaires — alors que l'U.R.S.S. avait favorisé et quasi officialisé (notamment dans ses émissions postales) l'esperanto dans les années 1920. La proscription de l'esperanto a gagné même les pays satellites, comme la Tchécoslovaquie, où la langue internationale était très prospère. Mao Tse-tung envoie dans le monde entier une revue en esperanto, « El Popola Chinio », revue de propagande certes, mais qui renferme bien des choses intéressantes et de première main : *elle n'arrive plus à Prague, on vient d'y inviter les 1.000 abonnés à lire désormais l'édition russe.*

En attendant l'Etat mondial, la communication des cerveaux — et des cœurs — se trouve donc bloquée, c'est le cas de le dire, à l'échelon intermédiaire, intermédiaire superflu, de l'hypernation, *jusqu'à ce que les deux monstres rivaux aient joué leur suprématie, à moins que le troisième larron chinois...*

Remarquez que Louzon dit « l'Etat mondial ». Le père Hugo, lui, vaticinait sur la « République universelle » :

Tu n'es encor que l'étincelle,
Demain tu seras le soleil !

Est-il permis d'être encore pour la République universelle et de se révolter contre une thèse pessimiste et décevante ? Cet « amour-propre national », ces « restants d'idéologie nationale », où les trouve-t-on donc, chez ceux qui admettent la supernation, qui choisissent le bloc, ou chez ceux qui croient encore — n'est-ce pas, cercle Zimmerwald? — aux « principes internationalistes parmi les travailleurs », disons mieux : « antinationalistes ».

Et à Louzon « littéralement hanté » par les souvenirs historiques, je demanderai, sans remonter jusqu'en 212 et à Caracalla, de penser au XVIIIe siècle, ce « grand siècle » dont il sait pourtant bien, puisqu'il l'a écrit, qu'il marque à la fois le début de l'ère industrielle et l'éclosion de la religion patriotique. Je le renverrai à la savante histoire de la langue française de Ferdinand Brunot, et en particulier au tome VIII, qu'il a consacré au français hors de France au XVIIIe, et qu'il voulait primitivement intituler : « le français langue universelle ». Il y verra l'exemple, trop méconnu, d'u-

ne langue devenue la vraie langue européenne des élites (voir Leibnitz, Hamilton, Frédéric, Catherine, l'académie de Berlin, le concours de 1783 qui prima Rivarol et Schwab) et qui l'est devenue sans suprématie politique. Le français devint langue diplomatique de fait après les défaites de Louis XIV (Rastatt, 1714) ; il fut la langue de l'Europe civilisée surtout après les défaites de Louis XV.

Le prestige du français tomba lorsque les annexions de la République et de l'Empire développèrent un impérialisme linguistique, parti d'ailleurs d'excellentes intentions : la langue des Droits de l'homme, la langue de la liberté ! ; lorsque la formation de la nation avec ses attributs modernes, et notamment le service militaire général (date fatale et oubliée du 4-9-1798 !) suscita d'autres « nations » — et les nationalismes armés, en tout premier lieu le nationalisme armé prussien, là même où le français avait eu le plus de succès.

Pour autant qu'on puisse conclure de la comparaison historique, je crois donc pouvoir

1) constater que l'hégémonie linguistique n'est pas forcément liée à la domination politique ;

2) présumer qu'il n'est guère possible à nouveau qu'une langue nationale puisse retrouver l'extraordinaire concours de circonstances (en particulier la mort du latin) qui ont élevé le français au niveau de langue internationale.

Le cosmopolitisme du XVIII[e] siècle, étape intéressante dans le conflit éternel et toujours actuel entre l'universalisme et le nationalisme, cosmopolitisme d'élites éclairées, est bien passé. Le cosmopolitisme du XX[e] siècle sera d'une autre nature. Mais est-ce en vain que les mouvements ouvriers ont ému depuis plus d'un siècle les masses opprimées ? Au dire même d'un historien, la solidarité prolétarienne internationale, si elle est inexistante (378, p. 299), c'est qu'il manque à l'internationale ouvrière ce que les autres expériences d'universalisme, l'Orbis romanus, la chrétienté « catholique » du moyen âge, possédaient : une langue universelle (Réau, L'Europe française au siècle des lumières, p. 6).

On nous dit : « les citoyens du monde sont des millions » (Jacquet, n° 379, p. 347) ; et le « parti américain » n'empêche pas Louzon de revendiquer aussi cette qualité (377, p. 258). Or, il n'est de vrai citoyen du monde que celui qui a su s'abstraire de sa nationalité ; et cela n'est possible qu'à celui qui s'est arraché à sa langue maternelle, et à tout ce complexe de notions, d'habitudes et de préjugés qu'elle implique, par le moyen d'une langue neutre ; qui s'est efforcé à penser, à sentir et à agir extranationalement, anationalement. C'est ce qu'ont fait les espérantistes prolétariens groupés au sein de S.A.T. Sennacieca Asocio Tutmonda, l'association anationaliste mondiale (S.A.T., 67, avenue Gambetta, Paris XX[e]). Internationalisme, c'est s'appuyer sur les nations, Anationalisme, c'est les écarter.

Ce n'est pas le lieu ici de développer l'aspect purement linguistique de l'esperanto. Qu'il suffise de dire que ce n'est pas un ersatz, mais bien une vraie langue vivante, quoique construite. Mais son aspect social doit être mieux connu. Ce n'est pas hasard si toutes les dictatures successivement ont interdit l'esperanto. Ce qu'elles ont proscrit, ce n'est pas un code, un système donné de mots et de structures, mais bien l'idée ; et cette idée est essentiellement révolutionnaire.

Il faut que les lecteurs de la R.P. sachent (R.P. veut peut-être encore dire Révolution Prolétarienne ?) que les membres de S.A.T., cette poignée d'hommes disséminés, quelques milliers, sur toute la terre, sont des hommes d'action, qui prouvent le mouvement en marchant. Ils ont agi en apprenant l'esperanto, au prix d'efforts réduits, mais indéniables : c'est le premier pas, combien ne l'ont pas fait ! Ils ont agi en mettant sur pied leur organisation d'éducation populaire. Ils agissent en faisant tous les jours leur cure d'esperanto, le meilleur antidote de l'infection nationaliste. Avez-vous pensé combien nous sommes imprégnés de ce poison dans toutes nos fibres, et que malgré tous nos efforts, il en restera toujours quelque chose ?

Louzon peut trouver la tentative « intéressante comme tendance », mais il croit à son échec. Il rejoint là trop d'intellectuels qui n'ont que mépris pour l'esperanto, mais dont l'attitude ne s'explique que par défaut d'information et préjugé.

L'apôtre du bilinguisme, M. Bressand, que rencontre Louzon sur la voie de l'anglais, a « vu rêver l'ouvrier de chez Renault à cette langue apprise sur les bancs de l'école primaire qui lui permettrait de faire sa petite enquête personnelle auprès de ses collègues des usines Ford à Detroit ou Dynamo à Moscou, sans avoir recours à la presse de son parti, aux interprètes locaux des propagandes étrangères, à la radio, à tous les services d'information ou de déformation ». Echanger des faits et des idées, c'est ce que font journellement les membres de S.A.T. Mais ainsi ils travaillent à l'émancipation des travailleurs, et cela par leur propre effort.

Leur programme, sur un plan culturel plus général, correspond mot pour mot à ce programme de la « Ligue syndicaliste » que la R.P. imprime encore en tête de chaque numéro, et que, il faut l'espérer, on relit encore quelquefois.

SAT forme des « cercles d'étude », étant avant tout œuvre d'instruction et de culture.

SAT fait « prédominer l'esprit de classe sur l'esprit de tendance ».

SAT « lutte contre le chauvinisme ». C'est une « internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les travailleurs à s'unir » (plus de force grâce à l'instrument de compréhension), qui veut s'édifier « sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme », — avec cette réserve qu'il vaudrait mieux dire : anationalisme et non internationalisme, organisation mondiale et non internationale.

SAT croit aussi que « chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à l'anationalisme prolétarien ».

Tandis que Louzon, qui nous disait autrefois (n° 285, p. 385) : « Plus que jamais sortir de la nation », se retrouve, il faut bien le répéter, avec le bilinguisme franco-anglais, objet de la sollicitude de MM. Cornu et Marie.

Le soutien officiel n'a pas empêché de récents échecs du bilinguisme, à l'assemblée de Strasbourg (24-9-1953), aux états généraux des communes d'Europe (16-10-1953), au conseil supérieur de l'éducation nationale (12-1-1954). Le bulletin syndical du 1-2-1954 du syndicat de l'enseignement secondaire (FEN autonome) publie en tribune libre deux vives critiques du bilinguisme, non seulement sur le plan pédagogique. Je m'approprie contre Louzon leur protestation à l'encontre d'une tendance « non à ouvrir l'esprit des enfants vers le monde extérieur », mais « à les orienter vers le monde anglo-saxon », ce qui éventuellement leur permettrait « d'exécuter les ordres de quelque adjudant ou contremaître chargé de les encadrer ».

Nous ne voulons être ni orientés ni occidentés !

Louzon répète : « Nous allons vers l'empire » (346, p. 375) ; « L'Etat mondial sortira de la guerre » (349, p. 101). Ce ne serait donc pas envers et contre les prolétaires ?

Et ceux qui se disent révolutionnaires se laisseront-ils aller au fatalisme désespéré ?

Ou les mots n'ont plus de sens, ou bien
Révolution prolétarienne = anationalisme.

EN BEAUJOLAIS

LA CRISE VITICOLE

Lorsque, sortant de Villefranche, vous prenez la route qui vous conduit à Saint-Etienne des Oullières en passant par Grange-Perret, Saint-Julien-sous-Montmelas, Blacé et Salles, vous traversez d'abord le minuscule Nizerand (souvent à sec) puis, à droite et à gauche de la route, vous voyez des terres riches depuis longtemps fertilisées par les gadoues de la ville toute proche. Belles prairies que paissent des vaches laitières de bonne race, cultures fourragères à grand rendement, céréales participant à un assolement de longue durée frappent par leur bel aspect et leur parfaite tenue.

Cependant une surprise vous attend : dès que se présente une pente légère à bonne exposition, la vigne apparait avec son cépage bien connu, le gamay, dont la précocité (l'altitude n'est encore que de 200 mètres) garantit une bonne maturité à l'automne.

Grange-Perret, à 3 kilomètres de Villefranche, est un fort hameau dépendant de la commune d'Arnas. Grange-Perret est habité par de nombreux citadins travaillant à Villefranche et s'y rendant par le car, en auto, en moto et à bicyclette. Arnas est, au contraire, un bourg de grosses exploitations agricoles.

Le hameau traversé, la pente s'accentue, la vigne et les prés accaparent le terrain et les cultures se raréfient. Nous entrons au pays où l'on produit le vin du Beaujolais, le pays où d'extension en extension la vigne a constamment gagné du terrain, tout simplement parce qu'elle est la culture qui, à l'hectare, rapporte le plus. Le Beaujolais étant surpeuplé, il a besoin de la vigne.

Pour prendre une idée juste de cette surpopulation, il suffit de se rendre, entre Salles et Blacé, au lieu dit **La Croix Polage,** où se croisent de nombreuses routes. Le spectacle est saisissant. Le regard, vers le Nord, porte loin et il s'étend sur une fourmilière de maisons aux toits rouges groupées en hameaux et villages. On comprend aussitôt que les exploitations sont trop nombreuses et par là même trop exiguës pour donner l'aisance à la population du pays.

Autre élément de faiblesse. Vues de loin, par beau temps, les collines du Beaujolais donnent l'impression d'un massif ruiné, aux pentes molles et douces. Sur place, le jugement change. On est tout surpris, à partir de 300 mètres d'altitude, de découvrir des montées très raides. C'est d'ailleurs la terre d'élection de la vigne. Au fur et à mesure que l'on se rapproche des sols où poussent spontanément bruyères, fougères et digitales pourpres, le gamay fournit des vins plus tendres, plus bouquetés : le vrai beaujolais, quoi !

Et c'est justement là que le drame commence. Sur les pentes, le travail des eaux d'orage est considérable et ses effets désastreux s'accumulent car on ne remonte plus la terre. Elles ravinent le terrain, détruisant le complexe argilo-humique qui donnait quelque « corps » et fertilité au sol. D'année en année, la cohésion des particules terreuses diminue ; peu à peu il ne reste que des sables lessivés ; les rendements à l'hectare s'abaissent dans des proportions alarmantes. D'où prix de revient élevé de la pièce de vin.

Rendre au sol sa fertilité perdue ? La chose est certes possible mais à lointaine échéance, car un terroir s'altère plus vite qu'on ne réussit à le régénérer.

Dans notre Beaujolais, le système du métayage a ruiné la terre, surtout lorsque le propriétaire s'est trouvé d'être peu fortuné et de résider au loin : il n'a vu que le partage du vin. Il y a, en effet, propriétaires et propriétaires comme il y a fagot et fagot.

T... travaille à la carrière du pont Mathivet. C'est un garçon intelligent. Il a été vigneron ; chez lui on l'était de père en fils. Il a renoncé et m'explique pourquoi :

— Mon propriétaire était un Lyonnais tirant le diable par la queue. Pas embêtant, bien sûr, mais très strict pour le partage du pinard. A mon « Monsieur », il ne fallait parler ni de fumier, ni d'amendements, ni d'engrais chimiques. Il me disait : « Faites donc du blé, ça vous donnera votre pain et la paille servira de litière à vos bêtes. » J'ai essayé, pour voir. Le terrain était trop maigre, trop sec. Donc désastre ! J'ai résilié mon contrat. Un voisin, déjà propriétaire, a pris ma succession et il a obtenu de bonnes conditions. Il achètera un jour car plus on en a grand, par ici, mieux on s'en sort, surtout si on peut tenir de bonnes vaches.

Plus heureux, B... me déclare :

— Mon patron, vous le connaissez, c'est une grande gueule, mais c'est un bon bougre. Quand je lui demande quelque chose, il commence toujours par crier. Ensuite il se calme. Comme il a à Lyon une bonne affaire qui marche bien, il finit toujours par céder. Il a fait drainer le domaine, ce qui l'a valorisé. Un propriétaire d'ici aurait reculé devant les frais.

T..., mon ancien élève, est découragé :

— Je fais bon, c'est entendu, et je tire de mon vin un prix élevé, mais le terrain du secteur est devenu si pauvre (bien que les racines de la vigne aillent profond) que le rendement est insuffisant : pas même 10 pièces à l'hectare ; et il faut partager. Pour les fumiers, ça va encore, mais mon propriétaire ne veut rien entendre quand je lui parle de chauler et d'employer des engrais complémentaires. Mon beau-frère, à Blaceret, est bien plus heureux que moi. Pour la même unité de surface sa récolte est au moins le triple de la mienne. Quand je vends 10 pièces à 20.000 francs l'une, il vend 30 pièces à 16.000 francs. Ça fait une sacrée différence !

M..., à Blaceret, est un vieil ami qui a pu pratiquer la bonne combinaison : vigne, prairie riche. Le domaine est d'un seul tenant. On pousse une barrière et on est dans la propriété.

Nous conversons :

— Pourquoi, camarade Jacquet, arracherais-je mes vignes pour faire du blé ? D'abord il y en a trop à ce qu'on dit et il parait que la consommation du pain diminue...

— Exact. Le pain est mauvais.

— Ça ne me surprend pas. Depuis que je suis ici, mon idée est de produire autant de vin que possible. Mes terres fortes me permettent d'entretenir quatre bonnes vaches et un cheval. J'achète ma paille et j'ai du fumier en abondance. L'engrais chimique fertilise mes prairies. Il se retrouve en partie dans le fumier. Ici, pour la vigne, le fumier est presque tout. Il rend la

terre moins collante, plus facile à travailler, plus rapide à se réchauffer au printemps.

» Mon vin ? Bien sûr qu'il ne vaut pas ceux du Gonut ou du Vortillon ; mais je suis équipé à la moderne, je vinifie avec soin et je vends mon pinard à un cafetier.

Prudent, M... me dit :

— Camarade Jacquet, je ne suis pas partisan de tout le baratin qu'on fait autour de notre beaujolais. Ça m'inquiète ! A force de répéter que le vin doit « tenir son prix », nos vins moyens pourraient bien être délaissés. On dit partout que les vins des Côtes du Rhône se vendent de mieux en mieux à Lyon. Est-ce vrai ?

— Bien sûr que c'est vrai et vos gros dirigeants n'y songent guère.

De fait, ce sont des « notables » bien relationnés qui, sous prétexte de défendre le vin du Beaujolais et de se vouer à sa glorieuse expansion ont surtout travaillé pour leur propre compte en poussant à la hausse des prix.

Aujourd'hui, on parle couramment du « fleuve » beaujolais coulant à Lyon et commençant à conquérir Paris. Le cinéma va même être utilisé. Croire ainsi que la propagande déchaînera la demande est un peu naïf car, dans le temps même où l'on célèbre le beaujolais, on chante ailleurs les mérites du traminer, du muscadet, du vouvray, du chinon, etc. Ces propagandes s'annulent. Le fait capital c'est le marché rétréci, le marché **peau de chagrin,** les prix demandés faisant reculer un consommateur sans pouvoir d'achat suffisant.

Vin de café et de restaurant, le vin du Beaujolais tend à devenir un vin cher, un vin pour gosiers de riches, alors qu'il a été longtemps un vin démocratique, un pinard qui coulait à flots dans de modestes bistrots de Lyon d'où il est éliminé peu à peu.

Preuves tangibles.

Partout le « godet » remplace l'honnête « canon ». Jadis la demi-bouteille (22 centilitres) était pour ainsi dire inconnue. Dans nos villages elle faisait pauvre, voire même un peu miteux. Aujourd'hui elle est d'utilisation courante, même à deux. Conséquence : le « fleuve » beaujolais pourrait bien se muer en ruisseau puis en ruisselet car il faut bien des « godets » pour faire un litre.

Lyon est une ville de traditions. Dans certains quartiers à clientèle nombreuse et aisée (ainsi le secteur de la halle des Cordeliers) les cafetiers croiraient déroger s'ils servaient autre chose que du beaujolais (et même une gamme de crus). Mais les prix sont là qui deviennent vite prohibitifs pour les bourses modestes. D'où, hors des coins privilégiés, l'extension que prennent les vins de la vallée du Rhône, moins fruités, mais moins acides et d'une qualité plus constante que les vins du Beaujolais.

On pourrait dire à propos du Beaujolais qu'il présente une alternance assez régulière de bonnes et de mauvaises années allant souvent par deux. Ainsi 1928 et 1929 furent des années remarquables tandis que 1930 et 1931 donnèrent des vins au-dessous du médiocre. Plus récemment 1950 et 1951 fournirent des vins tout juste passables, alors que les vins de 1952 et de 1953 ont été remarquables ; et en 1953 la quantité a accompagné la qualité.

La concurrence faite aux vins du Beaujolais par ceux de la vallée du Rhône s'explique aisément.

Dès que vous avez dépassé Lyon et ses brouillards, le climat change. A Millery, un peu avant Givors, les vins issus du gamay sont de qualité supérieure. Passé Givors, de nouveaux cépages (syrah. viognier) font leur apparition. A Ampuis, Condrieu, Cornas, Tain-l'Hermitage, ils donnent des vins remarquables. Les bonnes années sont nettement plus nombreuses que les mauvaises. Il pleut peut-être autant qu'en Beaujolais, mais les pluies sont à la fois plus copieuses et plus rares. D'où une insolation meilleure. Si la maturité est tardive on peut attendre pour vendanger, ce qui fait compensation.

Et puis tout évolue. Cet été il s'est tenu, sous une forme caravanière, dans plusieurs localités de la Drôme et de l'Ardèche, des assises paysannes ayant pour objet de développer la culture de vignes issues d'hybrides méritants. Si ces derniers n'ont pas encore fourni le cépage parfait qui associera aux rendements élevés des produits excellents, du moins se rapproche-t-on chaque année de cet idéal. Et Monsieur-tout-le-monde fera volontiers sa boisson d'un bon vin de prix abordable.

La crise affecte diversement les régions s'adonnant à la culture de la vigne, car les producteurs se heurtent les uns les autres. Les viticulteurs de la métropole maudissent leurs concurrents de l'Afrique du Nord.

Revenir en arrière ? Remplacer la culture de la vigne par des cultures vivrières ? J'ai entendu soutenir cette thèse par des « notables » qui la teintaient de philanthropie à l'égard des Tunisiens, des Algériens, des Marocains : « Ces malheureux ne mangent pas à leur faim. Il faut arracher la vigne et faire du blé ». C'était oublier que le pauvre fellah a un faible pouvoir d'achat, fixant sa « ration » à un niveau très bas. Que l'année soit bonne ou mauvaise il achète un chiffre presque fixe de kilogrammes de froment. D'où parfois une surproduction relative ainsi qu'il vient d'arriver aux colons du Maroc qui ne savent quoi faire de leurs excédents de blé.

Qu'il s'agisse de la métropole ou de ses colonies, les partisans de la reconversion (de la reconversion pour les autres) négligent ce fait que le travail de la vigne s'effectue tout au long de l'année et que c'est lui qui exige le plus de main-d'œuvre stable. La reconversion (céréalière ou autre) n'emploierait plus que de la main-d'œuvre saisonnière et pas de main-d'œuvre salariée quand il s'agirait de petites surfaces.

C'est un fait — d'ailleurs assez paradoxal — que la consommation du pain diminue lentement d'année en année, bien que les études chimiques et techniques sur la meunerie et la boulangerie permettent de faire du pain excellent. Bientôt 3 millions d'hectares suffiront à nous donner notre pain quotidien. En cette année 1953 nous allons **exporter** 300.000 tonnes de blé. Nos gouvernants en feront en partie les frais et c'est le contribuable qui paiera. Donc vanité de la reconversion !

En agriculture, il faut considérer comme fondamentaux les rapports et les équilibres entre cultures diverses. On ne gagne rien à vouloir transformer celles-ci par voie d'autorité, car les mesures prises font naître de nouvelles relations qui s'enchevêtrent dangereusement attendu qu'on ne peut jamais prévoir avec exactitude toutes leurs incidences et implications. Aux déséquilibres naturels qui lentement s'apaisent par voie d'adaptation, de compensation, voire même de désuétude ou d'usure, on substitue des déséquilibres plus graves et plus pernicieux.

Un agronome, M. René Dumont, qui a le grand mérite de lutter contre le protectionnisme, a noté à diverses reprises qu'en plusieurs régions de France la production a stagné et parfois reculé par suite de la dégradation des sols, de la faiblesse des trésoreries particulières et de l'ignorance de trop d'agriculteurs. Tout récemment, il écrivait encore : « Nous avons moins de conseillers

agricoles en France qu'au Danemark pour onze fois plus de fermes et une surface agricole multipliée par douze ».

En Beaujolais la dégradation de certains sols est évidente. Quand, par exemple, une vigne manifeste une « fatigue » résultant de sa culture prolongée, son arrachage est souvent suivi d'une luzerne qui permet au sol de se « reposer », c'est-à-dire d'éliminer les produits nocifs élaborés par la vigne et contraires à sa prospérité. Or presque toujours on se plaint de la faible durée de la luzernière. Rien de surprenant à cela. Les sols en se décalcifiant deviennent acides, la luzerne disparaît ; elle est en quelque sorte chassée par des graminées médiocres et des plantes de terrains pauvres en chaux. La vigne réussit de moins en moins bien et son cycle cultural devient de plus en plus court.

La faiblesse des trésoreries particulières ne permet pas de se lancer dans des voies progressives. Le rythme des dévaluations, de 1914 à 1953, a été beaucoup plus rapide que celui de l'enrichissement nominal. La fortune-papier de 1953 est très loin de valoir, nominalement, 200 fois le capital-or de 1914. On s'est donc appauvri.

Que les trésoreries rurales se soient affaiblies c'est ce dont on se rend compte lorsqu'un domaine est mis en vente.

A Salles, le « château » est devenu la propriété d'un riche industriel protestant.

A Blacé, le domaine de Champrenard qui, en ce dernier tiers de siècle, passa par bien des mains et connut divers procédés de faire-valoir, a été finalement acheté par un homme de loi.

A Saint-Julien-sous-Montmelas, c'est un pâtissier qui s'est porté acquéreur du vignoble des hospices de Villefranche. A Blacé, tous les « gros » propriétaires : deux marchands de vins, la veuve d'un pâtissier, un fabricant de produits chimiques, sont des citadins.

On parle beaucoup du Crédit mutuel agricole. Il a une succursale à Villefranche. Il ne peut satisfaire aux besoins réels qui se manifestent car il ne peut prêter aux uns que les sommes que d'autres lui confient sous la forme de dépôts à court terme de bons à intérêts progressifs d'emprunts à moyen terme. Au moment où je relève cet article, le ministre de l'agriculture, M. Houdet, lance un emprunt à quinze ans. Un autre avait déjà été lancé en février. Comme de juste on se réjouira des résultats obtenus, mais quand on songe qu'un milliard c'est tout juste cinq millions-or, ce n'est pas 10 milliards-papier c'est au moins 200 milliards-papier que l'on devrait recueillir.

⁂

Pour les vignerons du Beaujolais l'année 1953 a été bonne. La qualité a été supérieure, la quantité a dépassé la moyenne et, pour l'instant, les prix sont à la hausse. Les inquiétudes sont moins vives qu'en 1952 et surtout qu'en 1951. On entend moins dire : « Ça ne peut plus durer ! D'une façon ou d'une autre il faut que ça pète. » La crise ministérielle qui a porté au pouvoir M. Laniel, la grève des P.T.T. ont été regardées avec philosophie. Dame ! On voyait venir la bonne récolte ! Cela portait à l'indulgence et j'ai entendu déclarer : « Si les grévistes ne causaient pas de l'embarras, s'ils ne gênaient personne ils n'obtiendraient jamais rien ! »

Il reste que l'asphyxie économique provoquée par un régime autarchique où l'on produit peu et cher est un fait très grave. La crise est assoupie plutôt qu'apaisée et la prospérité réelle du vignoble beaujolais ne se manifeste par aucun signe favorable.

A.-V. JACQUET.

NOTES SUR LE MUR D'ARGENT ET LA POLITIQUE DÉFLATIONNISTE

Une lettre de Péra, publiée dans le dernier numéro, souhaitait entre autres choses que l'on aborde les questions du « Mur d'Argent » et de la politique des derniers gouvernements en matière d'inflation.

Aucun de nous — et sans doute personne en France — n'est probablement capable de voir clair dans ces questions particulièrement difficiles. Mais on peut essayer d'apporter quelques éléments au débat.

Voici tout d'abord ce que dit, à propos du mystère des décisions concernant les finances, un spécialiste de ces questions (R. Mossé, « La Monnaie », éd. Marcel Rivière) :

« Nous aimerions que l'on nous fasse connaître et comprendre avec une sincérité totale, comment se déroulent les délibérations sur les questions monétaires, au Conseil des ministres, dans le cabinet feutré du ministre des Finances, à la commission des Finances, au Conseil du Crédit, etc... Nous voudrions connaître les préoccupations et les réactions des hommes de chair qui les composent et même être informés des conversations ou négociations de couloirs ou de cocktail-parties.

. . . .

« Nous inclinons à penser que des Mémoires d'Outre-Tombe ou des Confessions nous apprendraient bien des choses essentielles ignorées des ouvrages des spécialistes. »

Cependant, Mossé a été membre de la délégation française à la Conférence de Bretton Woods, président de la commission des Méthodes au ministère de l'Economie nationale et conseiller économique à l'O.N.U. Il semblerait donc au commun des mortels qu'il soit un initié. Et il avoue qu'il ne sait rien, ou pas grand-chose sur l'origine des décisions. A peine indique-t-il, fort discrètement : « Contrairement à une opinion très répandue, mais peut-être en régression, nous pensons qu'une connaissance qui prétend atteindre la plénitude de la compréhension ne doit pas hésiter à reconnaître la différence entre les représentants qualifiés de la souveraineté populaire et les descendants (ou les défenseurs) d'une aristocratie financière. »

Ceci dit, est-il possible d'imaginer ce qui se passe au-delà du Mur ? On peut, sans risque d'erreur, avancer une chose extrêmement importante : pas plus que les autres, les initiés ne disposent d'une science suffisante pour éclairer leurs décisions. Ils agissent presque à l'aveuglette, sans doute pour la défense d'intérêts immédiats, mais il ne peuvent avoir de politique valable à long terme. C'est ce qui explique en partie l'incohérence économique que nous connaissons. Et surtout, c'est en cela que réside la vulnérabilité de Mur d'argent. Expliquons-nous :

Jusqu'aux toutes dernières décades, l'essor industriel était suffisamment puissant pour se développer sans souffrir beaucoup d'éventuelles erreurs de po-

litique financière. Aussi, l'activité étant tout entière orientée vers le profit, la connaissance économique s'est surtout développée dans le domaine de *l'économie en valeur*, considérée comme un tout à peu près indépendant.

Aujourd'hui, les choses ont changé. C'est la crise de 1929 qui est à l'origine, aux U.S.A. en particulier, du développement de la science de *l'économie physique* ou économie en nature. (Précisons qu'il s'agit de la connaissance du réel et non de théories abstraites). Il est apparu alors qu'une étroite interdépendance devait exister entre les deux aspects (valeur et production physique) de l'économie, et qu'il fallait jeter un pont entre les deux. Les Américains s'y sont efforcés, et ils arrivent maintenant à doser assez exactement leur inflation.

Mais en France, nous n'en somme pas encore là. Même les gens qui sont censés régir l'économie n'ont qu'une connaissance très vague de sa structure et de ses exigences physiques ; ils sont une masse d'ignorants prétentieux et ambitieux sous laquelle sont écrasés les quelques individus clairvoyants qui essaient de réunir les éléments d'une véritable science économique. Par ailleurs, dans tous les milieux, les esprits sont en retard : tout le monde, (y compris les industriels qui sont pourtant au contact de la réalité) raisonne en termes de valeur.

Il n'y a donc aucune raison de penser que les gens d'au-delà du Mur disposent d'une connaissance de l'économie physique française qui fait totalement défaut. et c'est par là qu'on pourrait les attaquer. Il n'est certes pas question, dans l'état actuel des choses, d'abattre le Mur. C'est une question de régime, donc au-dessus de nos forces. Mais si l'on parvenait à implanter en France une science économique concrète, les liens entre finances et production apparaîtraient les uns après les autres, et les questions qui se poseraient ainsi au grand jour feraient progressivement reculer le Mur.

Il n'y a pas d'autre moyen. Mais qui va implanter en France une véritable science économique ?

Il n'est pas certain que, comme le dit Péra, les récents gouvernements n'aient pas fait une politique moins inflationniste que leurs prédécesseurs.

Bien que, dans ce domaine, les simplifications soient particulièrement difficiles et dangereuses, essayons de voir simplement ce qui s'est passé au cours des dernières années.

Après la guerre, le pays prend conscience de ses besoins énormes en équipement. Les destructions ont aggravé le retard important qui s'était accumulé pendant les années 30. On met en place le Commissariat au Plan de Modernisation et d'Equipement. On favorise ce que l'on appelle les « industries de base ». Le résultat fut un mouvement considérable de main-d'œuvre vers les industries productrices de biens d'équipement, et une élévation jusqu'à 45 heures de la durée hebdomadaire moyenne du travail.

Fixons nos idées quant à l'importance de l'effort d'investissement : en 1938, la part des ressources nationales consacrée aux investissements était à peu près équivalente au tiers de la masse des salaires distribués. En 1951, elle était devenue sensiblement égale à la moitié de cette masse. Il y eut donc là une modification très importante de l'équilibre des forces économiques, dont on n'a pas suffisamment tenu compte par la suite.

Parallèlement, les besoins de biens d'équipement provoquaient un appel de moyens de paiement, en particulier un appel au crédit. Et comme, de toute manière, la production n'était pas capable de satisfaire tous les besoins, les prix tendaient à monter. D'où appel accru de moyens de paiement, et ainsi de suite.

C'est sur ce terrain, sur cette « économie tenle processus inflationniste. Cependant, même en l'absence de connaissances (et sans doute de moyens) qui auraient permis de doser convenablement les émissions monétaires et le crédit, cette seule tension n'était pas suffisante pour provoquer une inflation aussi rapide que celle que nous avons connue.

D'autres facteurs sont intervenus, qui ont joué un rôle d'accélérateur, le plus important étant sans doute la pression des salariés, qui avaient quelques raisons de n'être pas contents. On leur avait demandé de retrousser leurs manches pour reconstruire le pays. Ils l'on fait. En 1948, ils fournissaient un nombre total d'heures de travail supérieur de 20 % à celui de 1938, et ils recevaient en échange un pouvoir d'achat inférieur de 5 % à celui dont ils disposaient avant guerre. Sans peut-être savoir exactement de quelle manière, ils sentaient donc qu'ils étaient lésés, qu'ils faisaient les frais de quelque chose. D'où revendications, mais revendications mal conduites pour des augmentations générales des salaires.

Que se passait-il ? On accordait des salaires nominaux accrus. Mais pour que ces augmentations se traduisent par une élévation du pouvoir d'achat, il aurait fallu que se produisent de nouveaux mouvements de main-d'œuvre. Il aurait fallu que les effectifs des industries d'équipement ou des industries produisant des biens de consommation de luxe (automobiles par exemple) se dégonflent au profit des industries travaillant pour la grande consommation. Cela supposait une nouvelle modification de l'équilibre économique que les salariés n'étaient ni assez forts ni assez clairvoyants pour imposer. Et, en tout état de cause, cela supposait des délais. Aussi, l'apparition brutale sur le marché d'une masse de salaires accrue se traduisait immanquablement par une hausse correspondante des prix.

Pinay entre alors en scène. Il n'apporte pas d'idées nouvelles, mais sa campagne pour la baisse des prix intérieurs est servie par une baisse des prix mondiaux survenant fort à propos et par un accroissement des productions agricoles, en particulier des « productions animales ». Dans l'ensemble, les gens n'ont pas cru sérieusement à la baisse, et cependant de nombreuses commandes ont été différées, ce qui a provoqué un ralentissement sensible des affaires.

Quant aux travailleurs, l'assurance d'un réajustement des salaires en cas de hausse du fameux indice des 213 articles les a probablement incités à différer leurs revendications. Par la suite, la politique des prix a été organisée de façon à éviter soigneusement toute hausse importante de cet indice. Et aucun mouvement revendicatif d'envergure n'a eu lieu depuis lors. On a réussi à concentrer l'attention des syndicats sur cet indice, ce qui évite qu'ils fourrent leur nez dans des problèmes plus gênants...

Parallèlement, le volume des investissements a été comprimé et il n'a cessé de décroître à partir de 1950. Il en est résulté une légère baisse de l'emploi, dont le volume total s'accroissait régulièrement depuis plusieurs années. Conséquence inévitable : chute correspondante de la masse des salaires, donc du pouvoir d'achat.

D'un autre côté, les prix français avaient atteint un niveau tel qu'ils dépassaient, sur les marchés internationaux, les prix concurrents dans des proportions énormes allant jusqu'à 60 %. Seule, une dévaluation aurait pu équilibrer la situation, mais il ne fallait même pas prononcer le mot. Aussi nos exportations, qui se débattaient difficilement depuis la réouverture des marchés internationaux, ont-elles subi une chute sérieuse dans presque tous les domaines, entraînant un fléchissement d'activité des industries exportatrices.

Quant aux importations, on les a volontairement réduites sous prétexte d'équilibre de la balance commerciale. C'était là un mauvais calcul, parce que l'on a provoqué des difficultés (baisse d'activité ou travail dans de mauvaises conditions) pour les industries qui utilisaient des produits importés.

Enfin, il y avait des facteurs possibles d'expansion économique que l'on n'a pas su utiliser :

L'accroissement de la production agricole a fait baisser les prix à la production. Si cette baisse s'était répercutée sur les prix au détail, une partie du pouvoir d'achat des travailleurs aurait été libérée et se serait reportée sur les produits industriels de grande consommation, créant un stimulant important, de proche en proche, sur l'ensemble de l'activité industrielle.

Mais le bénéfice de la baisse a été absorbé par les intermédiaires, contre lesquels gouvernement et syndicats se sont montrés impuissants. Celà s'est traduit d'une part par un gonflement des épargnes des commerçants et d'autre part par un supplément d'activité d'industries de produits « de luxe ». Autrement dit, un circuit restreint, une « économie dans l'économie » s'est trouvée stimulée sans grand bénéfice pour l'ensemble. (L'activité de l'industrie automobile française par exemple est beaucoup trop grande par rapport à celle des industries de grande consommation). La baisse des prix à la production se traduisait donc par une baisse de 10 % environ des revenus de l'agriculture (qui est normalement un gros client de l'industrie) et cela sans aucune contre-partie notable dans d'autres domaines.

C'est l'effet combiné de tous ces facteurs qui a renversé la situation économique. Actuellement, on trouve une production agricole excédentaire et l'industrie tourne, dans son ensemble, à 85 % de sa capacité.

Capacité productrice supérieure à la demande, c'est là l'une des caractéristiques essentielles d'une période de déflation.

Pinay se promène à travers le monde en racontant qu'il a sauvé la France parce qu'il est à l'origine de la stabilisation des prix. Mais la France paie cette stabilisation par une stagnation économique dont on commence à mesurer les conséquences tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

A. D.

Réponse d'un ancien de l'usine à Andrieux et Lignon

Sous la signature d'Andrieux et Lignon, vous avez publié un long article consacré à Simone Weil et la condition ouvrière. Ces pages ne sont pas restées sans résonance chez les syndicalistes révolutionnaires et je ne serais pas surpris qu'elles aient incité de nombreux lecteurs de votre revue à se procurer *la Condition ouvrière*. Pour juger à leur tour.

Je ne voudrais pas chercher querelle aux auteurs de cette importante étude, en tout ce qui touche à leur propre exposé de la condition ouvrière. Et j'ai même accepté d'emblée certaines de leurs remarques profondes et particulièrement senties touchant aussi bien la misère, la monotonie, l'insécurité et la contrainte que l'usure de l'homme par le travail.

Mais je suis sûr que les auteurs admettront, sans le faire leur, sans doute, un point de vue parfois opposé d'un ancien compagnon qui, depuis longtemps, a quitté l'usine. Sans jamais abandonner ses attaches avec le monde du travail.

Si j'ai connu d'abord Simone Weil par ses livres, j'ai eu le rare bonheur d'entrer dans son intimité spirituelle, dans des conditions qui dépassent le cadre de cet article. Le fait de l'avoir ainsi approchée me crée une obligation. Celle d'apporter certains compléments. Et des rectifications d'importance qui s'imposent. Sans chercher à entrer à fond dans le vif de la discussion philosophique, ce qui nécessiterait une longue chronique.

Tout n'est pas conté dans les livres, qui nous sera appris un jour par ses biographes. Andrieux et Lignon ont « pris position vis-à-vis des idées » émises dans *la Condition*, mais ne l'ont-ils pas fait en donnant une part importante à « une aversion que certains de ses écrits avaient provoquée en eux en 1935-1937 et qui a persisté » ?

***

Celui qui prendrait Simone Weil au début de son travail chez Alsthom et Renault omettrait un point important. Il convient de le fixer.

Laissant volontairement tout ce qui se rapporte aux brillantes études de l'élève de Le Senne et d'Alain, nous suivrons le jeune professeur de philosophie du Puy-en-Velay. Elle n'a que 22 ans. Nous sommes en 1931, soit trois années avant *la Condition*. Nous y trouvons déjà Simone en compagnie des chômeurs de la Haute-Loire, apportant encouragements, conseils, réduisant ses moyens d'existence à l'allocation des sans-travail et distribuant aux plus déshérités tout le reste. Il faut la voir s'entretenir avec les terrassiers de la ville, serrant les mains qui se tendent nombreuses sur son passage. Ceci scandalisa des parents d'élèves et lui attira de graves observations de l'autorité universitaire.

Je ne sais si les rédacteurs de la *Révolution prolétarienne* ont lu l'article de S. Weil, « Survivance des castes ». C'est déjà toute son âme qui s'y dévoile, sa recherche de fraternité universelle, son inépuisable besoin du don personnel.

« *L'administration universitaire,* écrit-elle, *est en retard de quelques milliers d'années sur la civilisation humaine. Elle en est encore au régime des castes.*

» *Il y a pour elle des intouchables, tout comme dans les populations arriérées de l'Inde. Il y a des gens qu'un professeur de lycée peut bien à la rigueur fréquenter dans le secret d'une salle bien fermée, mais à qui il ne faut à aucun prix que les parents d'élèves voient un professeur serrer la main sur la place Michelet.*

» *Ces gens, bien entendu, ce ne sont pas des banquiers véreux, des politiciens escrocs, d'anciens gouverneurs coupables d'avoir sacrifié sans raison des vies humaines. Ce sont des travailleurs à qui la crise interdit l'exercice de leur métier et qui sont réduits à casser des pierres au compte de la municipalité pour un salaire dérisoire.* »

Plongée immédiatement dans ce bain de misère qui l'entoure, Simone Weil ne veut pas seulement expérimenter, mais *subir*. Pour comprendre l'injustice qui frappe l'ouvrier et qui se situe au-delà même de sa tâche matérielle, elle deviendra une de ces filles d'usine qui se distingue de sa compagne par un numéro de pointage.

Si l'intention, au départ, est d'étudier « un certain nombre de questions fort précises », la réalité inexorable de l'usine l'empêchera de la mettre sur-le-champ à exécution.

Toute cette partie vécue, ancrée même dans la chair et dans l'esprit, qu'est le journal d'usine, que contient-elle en remarques philosophiques ? C'est l'emprise totale de la matière et de son implacable allié, le temps : ce sera là le souci constant, le reflet sombre de chacune des journées. Il n'y a pas place pour la philosophie après des heures qui continuent de peser de tout leur poids. Et jamais

nous ne trouverons une place pour l'échappatoire.

Cette acceptation volontaire, totale, d'une existence beaucoup trop lourde à supporter, cette recherche pour soi, non pour autrui, des sources de souffrance vaut, à mes yeux, la reconnaissance et la gratitude des plus petits. Celle qui a davantage de prix.

⁂

Quelle que soit, par la suite, l'évolution spirituelle ou religieuse de Simone Weil, elle a été, à un moment donné, à un moment difficile, *un témoin*.

Les auteurs en conviennent d'ailleurs quand ils écrivent :

« Mais en plus de ses souffrances, Simone Weil a noté dans son journal d'usine, souvent soir par soir, ses expériences et ses observations comme aussi les revendications que cette vie lui suggère. N'est-ce pas là un document inappréciable sur la vie à l'usine et sur l'homme qu'est l'ouvrier, sur ses rapports avec son propre travail, avec ses collègues, avec ses chefs ? »

Pourquoi poser la phrase à la forme interrogative ? Les inégalités reprochées ne sont-elles pas le fait de journées abrutissantes et lourdes qui placent comme un frein à toute échappée de l'esprit ? Comment demander à un corps vaincu et brisé de laisser l'âme pratiquer sa percée ?

Dans ses *Cahiers* publiés chez Plon, Simone Weil nous donne, dans cette pensée, tout ce qui était déjà contenu en elle quelques années plus tôt :

« *Il faut se croire au-dessous des autres pour s'amener soi-même à se regarder comme leur égal et à ne pas se préférer. Dès lors qu'on ne peut s'empêcher d'imaginer une hiérarchie, une échelle entre les êtres humains (et la perfection est de ne pas l'imaginer), il faut se mettre au dernier échelon pour éviter d'être placé au-dessus d'aucun être humain dans sa propre estime. A force de se maintenir au dernier échelon, l'échelle disparaît.* »

⁂

Il est un point encore qui mérite discussion : celui où Andrieux et Lignon écrivent :

« Ce n'est pas sa conversion au christianisme qui amène Simone Weil à rompre avec le mouvement ouvrier en tant que mouvement de libération sociale. Le rapport de cause à effet est plutôt en sens inverse. Son idéal révolutionnaire est enterré quand, en décembre 1934, elle s'engage dans son expérience en usine, plusieurs années avant qu'elle s'éveille à la vie religieuse. »

Au début de l'article publié dans le numéro de février 1953, ils écrivent aussi :

« Simone Weil ne va pas à l'usine en propagandiste révolutionnaire, il ne saurait plus, pour elle, en être question. Toutefois, ce n'est pas non plus simplement pour partager le sort de l'ouvrier. »

Les auteurs de l'article ne seraient-ils pas informés du séjour de Simone Weil dans les rangs de l'armée espagnole en 1936 ? Anarchistes et républicains représentaient, à ses yeux, une des formes du droit face à l'oppression. Et elle n'avait pas franchi la frontière en dilettante, mais bien pour servir.

C'est peut-être alors qu'elle a vraiment compris, non la vanité des efforts pour libérer une classe éprouvée, mais cette sorte de répulsion pour le meurtre quel qu'en soit l'auteur.

Extrayons de la longue lettre à Bernanos écrite au retour de Barcelone (je serais surpris que les rédacteurs de la *R.P.* l'aie eue entre les mains), ces lignes qui leur montreront, sous un jour nouveau, celle qui porta l'uniforme aux initiales C.N.T. :

« *J'ai eu le sentiment pour moi que lorsque les autorités temporelles et spirituelles ont mis une catégorie d'êtres humains en dehors de ceux dont la vie a un prix, il n'est rien de plus naturel à l'homme que de tuer. Quand on sait qu'il est possible de tuer sans risquer ni châtiment ni blâme, on tue, ou du moins on entoure de sourires engageants ceux qui tuent. Si par hasard, on éprouve d'abord un peu de dégoût, on le tait bientôt, on l'étouffe, de peur de manquer de virilité. Il y a là un entraînement, une ivresse à laquelle il est impossible de résister, sans une force d'âme qu'il me faut croire exceptionnelle, puisque je ne l'ai rencontrée nulle part. J'ai rencontré en revanche, des Français paisibles, que jusque-là je ne méprisais pas, qui n'auraient pas eu l'idée d'aller eux-mêmes tuer, mais qui se baignaient dans cette atmosphère imprégnée du sang avec un visible plaisir.* »

Que Simone Weil n'ait pas consenti à cet « entraînement, à cette ivresse », que l'assassinat de deux curés (ce sont aussi des hommes) et d'un jeune garçon de quatorze ans par ses camarades anarchistes aient émoussé son idéal révolutionnaire, je veux bien l'admettre. Il importait que les faits soient replacés dans le temps.

Quant au second point : « elle ne va pas simplement pour partager le sort de l'ouvrier », je poserai la question : qu'en savent-ils pour lancer une affirmation de cette importance ? Qu'elle ait voulu apporter plus tard des réformes, je l'accepte, mais elle a tenu d'abord à les apporter, compte tenu de besoins d'exigences ressentis dans son être. Non pas en observateur. Ce n'est pas en observateur, mais en témoin, je le répète, qu'elle a vécu, subi puis relaté la condition ouvrière.

Que son expérience ait été trop courte ! A partir de combien de temps la souffrance inscrit-elle ses traces dans un être ? Ce qui est noté au jour le jour n'a pas le magique pouvoir du recul ; la part de vérité qui en découle serre dans ses moindres détails la réalité. Ces mois passés chez Alsthom et Renault ont pesé davantage sur elle que sur toute autre de ses compagnes d'usine. Tout s'est inscrit en elle avec une netteté et une acuité que n'aurait pas permis une longue accoutumance.

⁂

J'avais écrit ces pages en attendant le numéro de la *R.P.* de juillet-août qui apporte la conclusion d'Andrieux et Lignon. Vos rédacteurs ont voulu « élargir le débat » avant d'épiloguer sur la « figure fascinante et déconcertante à la fois » de Simone Weil. Le second des termes les retient toutefois beaucoup plus que le premier.

Ma réponse est peut-être trop longue déjà pour qu'il me soit possible de suivre pied à pied ce troisième chapitre « Simone Weil et les relations humaines ». Une discussion sur cette importante question nécessiterait, à elle seule, une étude particulière ; je préfère la réserver momentanément.

Je n'irai pas jusqu'à aborder « les grands courants d'idées qui ont exercé sur elle une indéniable influence », mais je reprendrai une des affirmations de vos rédacteurs (portée d'ailleurs en renvoi), pour marquer à quel point elle demande une prise de position diamétralement opposée.

« Il est certain que son expérience vécue de la condition inhumaine faite à l'ouvrier et de l'humiliation qu'elle-même a éprouvée et dont elle a tant souffert, venant se greffer sur son pessimisme foncier, ont agi en Simone Weil quand elle a fait sien le fond de la théorie de Rühle. »

L'œuvre de Simone Weil est un tout. J'ai cependant tenu à avoir en mains l'article publié dans la *Critique Sociale* de mars 1934 dans lequel j'ai lu de très près la critique consacrée à l'ouvrage d'Otto Rühle.

Et j'y trouve tout d'abord ce point de vue qui vient renforcer ma thèse : « Raconter la vie de grands hommes, en la séparant de l'œuvre elle-même, aboutit à mettre surtout en lumière leurs petitesses, parce que c'est dans leur œuvre qu'ils ont mis le meilleur d'eux-mêmes. »

Et dans ce même article, Simone Weil écrit : « On peut tout expliquer par la matière, sauf la pensée même qui saisit et comprend le rôle de la matière. Si on le tente, le matérialisme dégénère en un vulgaire pragmatisme. »

Si Simone dit un moment que Rühle a résumé convenablement le matérialisme tel que Marx l'a conçu, nous trouvons quelques lignes plus loin :

« *Rühle apparaît souvent comme un plat philistin. Rien n'est plus bas que la manière dont il présente Marx et Engels.* »

Un tel éloge est peut-être, après tout, ce qu'on appelle « faire sien le fond d'une théorie ».

Venons au « pessimisme foncier » de notre auteur.

Que Simone Weil se soit sentie brisée, rompue en 1934 comme nous le découvrons parfois dans *la Condition,* quoi d'extraordinaire à cela ! Voudrait-on qu'à ses retours de Renault, la fraiseuse nous parle poésie ou philosophie ? En admettant même qu'à cette époque la dure empreinte de l'usine inhumaine, des méthodes abrutissantes de travail l'aient marquée, malgré sa force de caractère, d'une teinte de pessimisme, qu'y aurait-il d'extraordinaire ?

Nous allons toutefois continuer en sa compagnie sur le chemin de la vie, elle n'a plus que neuf années pour aller jusqu'au bout.

Partons, tout d'abord avec elle dans le Midi de la France où elle mène, dans l'été 1941, la vie d'une fille de ferme.

Je ne prendrai pour témoin que la lettre adressée à Xavier Vallat, si chargée d'ironie. Qu'un pessimiste essaye donc de s'atteler à la rédaction d'un pareil document. On y chercherait en vain la rancœur, ou même le mépris. Simone Weil est déjà au-dessus de cela :

« *Je suis en ce moment vendangeuse, j'ai coupé des raisins, huit heures par jour tous les jours pendant quatre semaines, au service d'un viticulteur du Gard. Mon patron me fait même l'honneur de me dire que je tiens ma place. Il m'a même fait le plus grand éloge qu'un agriculteur puisse faire à une jeune fille venue de la ville, en me disant que je pourrais épouser un paysan...* »

Seuls possèdent la nature et la terre ceux à qui elles sont entrées dans le corps par la souffrance quotidienne des membres rompus de fatigue. Les jours, les mois, les saisons, la voûte céleste qui tourne sans cesse autour de nous, appartiennent à ceux qui doivent franchir l'espace de temps qui sépare chaque jour le lever et le coucher du soleil en allant péniblement de fatigue en fatigue. Ceux-là accompagnent le firmament dans sa rotation, ils vivent chaque journée, ils ne la rêvent pas.

« *Le gouvernement que vous représentez à mon égard m'a donné tout cela. Vous et les autres dirigeants actuels du pays, vous m'avez donné ce que vous ne possédez pas. Vous m'avez fait aussi le don infiniment précieux de la pauvreté que vous ne possédez pas non plus.* »

Ne la voyons-nous pas, ouvrière agricole, faire la leçon à des enfants de paysans, se pencher sur leurs petits problèmes, comme une institutrice de campagne ?

C'est en 1943 qu'elle donnera le plus éclatant démenti à ceux qui emploient à son endroit le terme de pessimiste.

Après maintes difficultés, après deux voyages Marseille-New-York et New-York-Londres, elle s'attaque à ce qui restera un des monuments de notre littérature contemporaine : *l'Enracinement.* En trois ou quatre mois, l'œuvre est née. Il faut y ajouter plusieurs articles publiés depuis dans *la Table ronde, Preuves* et autres revues.

Est-ce encore là œuvre de pessimiste ?

Pendant la même période, celle qui a rejoint la France libre s'informe très sérieusement de la conduite d'un avion, de la façon d'être parachutée. Car son désir est de revenir sur le territoire même de la patrie, lutter aux côtés des résistants. C'est, hélas ! l'hôpital, le sanatorium qui l'attendent. Puis la mort. Le 24 août 1943 elle meurt au sanatorium d'Ashford. Après avoir tout donné de ce qu'un humain peut offrir à ses frères.

Vos rédacteurs n'ont sûrement pas eu le privilège d'entendre la lecture des dernières lettres adressées de Londres. Ils comprendraient alors qu'une jeune fille qui ne fait aucune allusion à sa fin qu'elle sait prochaine, mais s'intéresse seulement aux êtres chers, ne répond pas, là encore, au terme de pessimiste.

Des pages bouleversantes, encore inédites, feront changer plus d'un jugement à l'endroit de Simone Weil. Et j'ose croire qu'Andrieux et Lignon seront appelés un jour à repenser le problème Simone Weil.

Eugène FLEURÉ.

Albert CANÉ

Albert Cané vient de mourir, le 25 janvier, à Menton où il soignait une affection cardiaque dont il souffrait depuis plusieurs années. Il avait 60 ans et consacrait le meilleur de son temps à la vie de la coopérative ouvrière d'électricité qu'il avait créée et dont il assuma la direction jusqu'à sa mort.

Militant syndicaliste-libertaire il fut dès sa prime jeunesse dans les rangs des plus actifs lutteurs pour la cause de l'émancipation ouvrière.

Mais c'est surtout dans le domaine de la solidarité humaine que se manifesta son action. En dehors de son activité au Syndicat des Industries électriques dont il fut le secrétaire, il se dépensa sans compter au Comité de Défense sociale dont les vigoureuses campagnes contre la répression ouvrière et politique, sur le plan national et international et l'aide aux emprisonnés sont encore dans les mémoires de ceux qui vécurent les années de l'après-guerre 1914-18. Il batailla par la suite pour l'institution du Comité du Droit d'asile de la C.G.T. dont il assura le secrétariat jusqu'en septembre 1939 et où, avec l'aide de Caporali, secrétaire du service de la main-d'œuvre étrangère, il contribua à la défense des droits à l'existence et à la liberté d'expression des nombreux proscrits réfugiés en France.

La guerre ayant de nouveau bouleversé les conditions d'existence, nombreux furent ceux qui sollicitèrent son concours pour se soustraire au sort dont ils étaient menacés. Là encore, il s'employa malgré de multiples obstacles et rendit de signalés services à beaucoup de camarades en posture délicate.

Il fut enfin, dès la libération, parmi ceux qui défendirent les militants et les organisations syndicales contre les calomnies et les machinations staliniennes.

Le syndicalisme perd en lui un de ses meilleurs éléments dont l'exemple ne doit pas être perdu.

La baisse des prix vue par un vieux syndicaliste

Pour bien comprendre la question de la baisse des prix, ses causes et ses conséquences, il faut la considérer sous deux angles différents : d'abord avec une production stable, ensuite avec un accroissement de production. Examinons le premier cas, devenu le slogan à la mode.

Il faut tout d'abord affirmer qu'une baisse ou une hausse généralisée des prix des produits, des salaires et des services n'a pas de sens. Pour mieux comprendre cela il faut se rappeler que dans notre économie on n'échange en réalité que des produits ou des services. Il faut faire abstraction de l'argent et imaginer que les paiements se font en nature. Celui qui demande pour sa marchandise ou son travail plus que les autres ne peuvent donner ne peut pas vendre ou chôme. L'argent n'y fait rien et toute mesure d'ordre monétaire quelle qu'elle soit n'y fait rien non plus. Le pouvoir d'achat n'est en réalité qu'un pouvoir d'échange. Si une marchandise A dont la fabrication a demandé 10 heures de travail s'échange contre 100 unités d'une autre marchandise B, et si l'on exige 120 unités de B contre 10 heures de travail, la production devient impossible, et il en sera ainsi tant que les rapports d'échange ne seront pas modifiés. Les prix sont l'effet et non la cause de cette modification.

Tout compte fait, une hausse ou une baisse autoritaire des prix ne peut se solder que par un déplacement du pouvoir d'achat. Ce déplacement peut-il être une meilleure distribution du revenu général ? Si oui le résultat serait appréciable. Mais en sera-t-il ainsi ?

Si les salaires, le prix des services essentiels, les pensions, les secours aux économiquement faibles, etc., en général tous les revenus fixes, ne sont pas modifiés, il est évident qu'une baisse des prix sera un avantage pour les catégories dont je viens d'énumérer les ressources. Mais les revenus fixes ne sont pas uniquement des revenus faibles. Les revenus de certaines activités libérales, des gros salariés de la fonction publique, de l'industrie, du commerce, des secteurs nationalisés seront aussi avantagés et leur situation de privilégiés consolidée ; et cela sans bénéfice pour l'économie générale puisque dans mon hypothèse il n'y a pas augmentation de production. Les avantages accordés aux uns le sont aux dépens des autres. L'augmentation relative des revenus fixes aura pour contre-partie une diminution, absolue celle-ci, des revenus variables. Or les revenus variables ce sont ceux du négoce, du monde des affaires, des industriels, des commerçants, des agriculteurs. Ceux-ci accepteront-ils ce sacrifice ? Le mécontentement des paysans qui se traduit en ce moment par les manifestations que l'on sait répond à ma question. Et ce refus sera d'autant plus absolu que la majorité des législateurs et des membres du gouvernement est entièrement acquise à la défense des revenus des catégories précitées.

D'autre part, ce bouleversement dans la distribution des revenus peut avoir des conséquences graves, facilement prévisibles sur la structure de la production. Une baisse des prix a sa répercussion immédiate sur les bénéfices et les profits qu'il est difficile de récupérer en temps de crise. Les salariés qui d'habitude font les frais de la diminution des bénéfices n'accepteront pas une baisse de salaires et bien que, fort divisés, ils sont en mesure de s'opposer à une réduction des salaires, même dans le cas d'une baisse réelle et sensible du coût de la vie. Les grandes entreprises publiques et privées peuvent supporter facilement les baisses de prix puisque les secours de l'Etat, c'est-à-dire l'impôt les met à l'abri de la faillite. Il n'en est pas de même dans les moyennes entreprises, chez les petits paysans, les artisans et les commerçants.

Est-ce à dire qu'on ne doit pas toucher à ces catégories qui constituent le gros des classes moyennes ? Non. Mais l'inconvénient le plus grave d'atteindre ainsi certaines activités dites parasites c'est que cette action ne donnera que des résultats négatifs. La commission des experts d' « Etudes des prix » a proposé l'élimination de 700.000 commerçants marginaux de manière à raccourcir les « circuits ». Etant donné que la baisse des prix peut causer des faillites, des fermetures d'ateliers, des licenciements d'ouvriers, provoquer un afflux de main-d'œuvre paysanne dans les villes, c'est peut-être deux millions de personnes qui vont se trouver, en tout ou en partie, privées de leurs moyens d'existence. Cette main-d'œuvre inoccupée va peser sur le marché du travail et contribuer, sous une forme ou sous une autre, à une baisse du salaire et à une recrudescence du chômage.

La diminution autoritaire des prix — de certains prix doit-on dire — qui ne comporte aucune compensation de structure ou d'ordre monétaire, présente bien d'autres inconvénients, qui pour n'être pas immédiats n'en sont pas moins néfastes. Il est un axiome de l'économie qui dit qu'une pièce de monnaie **ne peut être dépensée qu'une seule fois en même temps.** Cela signifie, si j'ai bien compris, qu'on ne peut avec la même somme d'argent et consommer et produire ; on peut faire l'un ou l'autre, mais pas les deux à la fois. Dans le cas qui nous préoccupe, il est probable que les producteurs qui s'estimeront lésés par la baisse feront tout pour ne pas perdre leurs profits. Ils réduiront d'abord — il faut croire que cela ira de soi — tous les frais de production non indispensables, mais aussi les sommes consacrées à l'entretien, à l'amortissement, à l'extension de leurs entreprises. Si cette réduction se fait à tous les échelons de la production et de la distribution, on aboutira à une consommation des biens de production, donc à une diminution de la faculté de produire. La règle citée plus haut est immuable : **si le pouvoir d'achat du producteur qui produit s'affaiblit au profit du consommateur qui consomme, on assiste à une destruction des moyens de production.**

Ainsi, pour nous résumer, la baisse des prix **sans accroissement correspondant de la production** sera très difficile à réaliser et si elle est réalisée ce sera comme toujours au détriment de catégories de producteurs économiquement faibles sans bénéfice pour l'économie générale. Les déplacements du pouvoir d'achat ainsi créés ne peuvent que troubler l'économie et produire des conjonctures artificielles qui s'effondreront les unes après les autres laissant les gens plus pauvres qu'avant avec des produits plus chers. La seule baisse des prix profitable et créatrice de bien-être pour tous ne peut-être que la conséquence d'une augmentation de la production due à une plus grande productivité, c'est-à-dire à une plus grande vitesse de production et bien entendu sans augmentation ni de la durée ni de l'intensité du travail humain.

J. FONTAINE.

Notes d'Economie et de Politique

LE LAICISME ET LE CLERICALISME AUX PRISES DANS LE PROCHE-ORIENT

Nous avons signalé en son temps la tenue du Congrès panislamique qui eut lieu il y a quelques années à Karachi, capitale du Pakistan, au cours duquel deux tendances s'affrontèrent vigoureusement.

L'une était celle de ceux qui sont musulmans avant tout ; ceux-là considèrent bien, tout comme leurs adversaires, qu'il est essentiel de se débarrasser de la domination européenne, mais la suppression de cette domination n'est pour eux que la préface nécessaire au rétablissement des plus vieilles traditions de l'Islam ; ce dont ils rêvent, c'est de la restauration d'un nouveau califat instituant dans tout le monde arabe et dans tous les domaines, politique, juridique, social, voire économique, la loi unique du Coran.

L'autre tendance était celle des modernistes ; de ceux qui veulent libérer leurs peuples de l'impérialisme européen, non pour revenir à la loi islamique, mais pour construire des Etats modernes, bâtis plus ou moins sur le modèle européen, et qui devront assurer à leurs citoyens, en même temps que la liberté et l'indépendance, le progrès matériel et culturel.

Si les deux tendances sont aussi anticolonialistes l'une que l'autre, elles s'opposent donc pour tout le reste. Il s'ensuit que s'il leur arrive de s'unir lorsqu'il s'agit de faire front contre le maître étranger, dès qu'il faut construire elles se séparent et se combattent.

C'est ce qui est arrivé en Iran où le renversement des vieilles coteries probritanniques et la nationalisation des pétroles n'ont été acquis que par une alliance étroite du Front populaire de Mossadegh avec la puissante congrégation religieuse de Kashani — le premier représentant l'élément laïque, moderne et progressiste, la seconde personnifiant l'Eglise. Mais l'ambassadeur anglais avait à peine plié bagage que la discorde éclatait entre Mossadegh et Kashani, et cette rupture de l'alliance qui avait assuré la victoire amenait la défaite, au moins temporairement, en permettant au shah de réaliser un coup d'Etat qu'il n'aurait même point essayé de tenter si la lutte au couteau qui s'était instituée entre le chef du pouvoir temporel et le tenant du pouvoir spirituel ne lui avait ouvert la voie.

Or ce sont exactement les débuts de ce même processus que nous voyons maintenant se produire en Egypte. Le coup d'Etat qui mit fin au régime de Farouk et de ses amis anglais put réussir sans coup férir grâce à l'union étroite des éléments révolutionnaires de l'armée, représentant l'Etat laïque et moderne, avec les « Frères musulmans », dont le but avoué était d'établir en Egypte un Etat musulman théocratique. Or cette alliance n'aura pas plus duré que celle de Mossadegh et de Kashani. La rupture vient d'éclater d'une manière même encore plus radicale qu'en Iran, avec la dissolution de la Congrégation et l'arrestation de ses leaders, chose que Mossadegh ne s'était pas, en Iran, hasardé à faire.

La situation de Neguib étant beaucoup plus forte que celle de Mossadegh du fait qu'il tient l'armée, alors que Mossadegh avait l'armée contre lui, on peut espérer que cette rupture entre les deux éléments anticolonialistes, le progressiste et le réactionnaire, n'aura pas en Egypte les funestes conséquences qu'elle eut en Iran.

Quoi qu'il en soit, il faut bien se convaincre qu'une telle rupture est inévitable. Les pays arabes ne peuvent se libérer qu'en se libérant de l'Eglise en même temps que de l'impérialisme.

Dans le Proche-Orient tout comme en Europe, le monde moderne ne peut se bâtir qu'en mettant d'abord les Eglises à la raison. La lutte de l'Etat et de l'Eglise est quelque chose qui n'a rien de spécifiquement chrétien ; elle est inévitable dans tous les pays où il existe une Eglise, de quelque foi qu'elle se réclame, et qui veulent se donner un Etat.

On l'a déjà bien vu, il y a quelque trente ans, en Turquie : Kemal Pacha n'a pu instituer la Turquie moderne qu'au prix d'une lutte ouverte contre les congrégations islamiques à côté de laquelle les « kulturkampf » de Bismarck ou de Combes ne furent que jeux d'enfants. Mosquées fermées, congrégations dissoutes et leurs biens confisqués, clergé séculier soumis à une tutelle directe de l'Etat, ce n'est que par ces moyens, qui, s'il s'était agi de chrétiens, auraient fait retentir l'Europe de protestations indignées contre « la persécution religieuse », qu'Ataturk parvint à faire appliquer les mesures révolutionnaires qu'il jugeait nécessaires à la modernisation de la Turquie, des Turcs... et de leurs femmes.

C'est donc bien sur deux fronts que les révolutionnaires du Proche-Orient ont à combattre, et cela complique leur tâche. Toutes les grandes tâches sont compliquées, mais plus les complications sont grandes, plus elles rendent la victoire ardue et difficile, et plus les fruits de cette victoire demeurent solidement assurés.

BLUFF ET IMPRODUCTIVITE

Il y a vraiment de quoi se taper le cul sur le trottoir, comme l'on dit au *Canard Enchaîné*. L'Etat français fait une campagne de tous les diables pour accroître la « productivité », il dépense je ne sais combien de millions, et peut-être de milliards, pour entretenir ou subventionner je ne sais combien d'offices qui ont pour objet de « promouvoir » la productivité, et il est, en même temps, le plus grand organisateur d'improductivité qui soit !

Prenons l'exemple de ce que l'on considère comme étant actuellement la tâche la plus urgente de l'économie française : la construction.

Pour encourager celle-ci, le Parlement a voté des lois comportant des mesures dont la plupart se sont avérées efficaces en ce sens qu'elles ont amené pas mal de gens à vouloir construire. La plus importante de ces mesures est celle qui concerne les crédits consentis aux constructeurs.

Or voyons-en l'application !

La région où je demeure se trouve être celle

où l'on construit le plus, la seule même peut-être où l'on construise vraiment. Eh bien ! lorsque vous passez près d'un chantier, vous êtes étonné de constater très souvent que le chantier est désert, et cela souvent pendant de longs mois. La maison, au tiers, ou à la moitié, ou aux trois quarts construite, est en panne.

Pourquoi cela ?

Tout simplement parce que le propriétaire, qui comptait sur les prêts qui lui avaient été consentis et dont le montant devait lui être versé au fur et à mesure de la construction, n'a encore rien touché ! Il ne peut donc plus payer ses entrepreneurs, de sorte que ceux-ci, sauf le cas où ils possèdent des disponibilités financières considérables leur permettant de faire crédit à leurs clients, ont été obligés d'arrêter les travaux jusqu'à ce que l'Etat se décide à verser les sommes promises. Il s'ensuit qu'un pavillon qui normalement demanderait six mois pour être achevé n'est jamais terminé avant deux ans !

Inutile d'insister sur la diminution de productivité que ces arrêts entraînent. L'entreprise est obligée de faire chômer son personnel pour un temps indéterminé, les matériaux commandés restent inutilisés, la maison, ouverte aux quatre vents, se détériore, les capitaux employés à l'achat du terrain et aux travaux déjà effectués demeurent improductifs, etc...

Or c'est là, je le répète, non pas un cas isolé, mais la règle générale. Dans mon coin, je ne connais pas une seule maison où les travaux n'aient été interrompus à une ou plusieurs reprises.

Et cependant, rien n'est plus facile à faire fonctionner correctement que les crédits à la construction. Tout Paris, ou, tout au moins, le Paris de la seconde moitié du siècle dernier, a été construit avec de tels crédits. Le Sous-Comptoir des Entrepreneurs, filiale du Crédit Foncier, ou d'autres banques spécialisées, prêtait 60 % de la valeur de la construction au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Dès que les travaux étaient parvenus à un stade pour lequel un acompte était prévu, la banque en était avisée, elle envoyait immédiatement son vérificateur et, quarante-huit heures après, on pouvait toucher la somme convenue. Je ne crois pas qu'un seul des immeubles parisiens édifiés avec ce système ait jamais été arrêté un seul jour pour raison d'un retard dans le paiement du crédit alloué. Si les choses s'étaient passées alors comme elles se passent aujourd'hui, jamais le Paris moderne n'aurait pu être construit.

Mais il y a mieux encore. A cette première cause d'interruption des travaux, s'en est ajoutée depuis quelque temps une seconde, plus grave encore, et qui provient de ce qu'à l'impéritie des administrations s'est ajouté le bluff des politiciens.

On a voulu en mettre plein la vue ! On a déclaré d'une part, que l'on allait prêter jusqu'à 70 % de la valeur de la construction et que, d'autre part, les Français étant des as ils allaient construire meilleur marché que tous les autres pays.

Pour arriver à ce résultat, c'est bien simple ! Le ministre a décrété que la construction d'un pavillon ne devait pas revenir à plus de 20.000 francs le mètre carré. Mais aucun entrepreneur, par aucun procédé, ne peut actuellement édifier une demeure à moins de 30.000 francs le mètre carré (1), même en employant les modes de construction les plus économiques. Il s'ensuit que lorsque le propriétaire fait sa demande de crédit en présentant les devis qui lui ont été fournis par ses entrepreneurs, on lui répond : impossible ! Impossible, parce que vos devis sont trop élevés, il faut les ramener à 20.000 francs, au mètre carré, sans cela vous n'aurez rien. « Mais personne ne peut construire à 20.000 fr. le mètre carré ! » — « Nous le savons bien, lui répond-on, mais les ordres sont les ordres. Pas moyen de prêter quoi que ce soit si vous construisez à plus de 20.000 francs. En conséquence, vous n'avez qu'une chose à faire : remettez-nous des devis faux ».

Et c'est le conseil que chacun, naturellement, s'empresse de suivre. On fait faire aux entrepreneurs des devis à 20.000 francs, en s'engageant à leur payer en « dessous de table » la différence de dix ou quinze mille francs par mètre avec le devis réel.

D'où les deux conséquences suivantes (je laisse de côté, bien entendu, les conséquences « morales » : l'Etat, ce grand moraliste, obligeant, en fait, les citoyens à le tromper !) :

1) Le propriétaire qui a tiré ses plans pour construire une maison de 3 millions, tout en ne disposant que de 900.000 francs parce qu'il comptait que les établissements d'Etat lui prêteraient 70 % des 3 millions, soit les 2.100.000 francs qui lui manquent, et qui, la plupart du temps, a commencé ses travaux avant que soit achevée l'interminable instruction concernant sa demande de prêt, ne pourra finalement emprunter que 70 % de 2 millions (chiffre que porteront les devis faux qu'il aura dû fournir afin de ramener de 30.000 à 20.000 francs le coût du mètre carré) soit 1.400.000 francs. Il lui manquera donc 700.000 francs pour terminer sa maison, ce qui fait que celle-ci risque de rester en panne *sine die !* Les travaux précédemment effectués demeureront improductifs pour on ne sait combien de temps !

2) Naturellement, l'entrepreneur ne déclarera au fisc qu'un chiffre d'affaires et de bénéfices **correspondant aux devis faux** qu'il a fournis, ce qui fera perdre à l'Etat un tiers du montant des impôts qu'il aurait, autrement, perçus.

Voilà où conduit le bluff ! La tromperie n'aboutit jamais qu'à des pertes pour tout le monde, pour le bluffeur comme pour le bluffé !

Mais qu'importe ! du moment que nos solennels imbéciles pourront gueuler à la tribune du Parlement qu'en France on construit pour 20.000 francs au mètre carré, que la preuve en est que les tiroirs du Crédit Foncier sont remplis de marchés signés par des entrepreneurs à ce taux, et qu'on pourra se targuer de prêter 70 % du coût de la construction, alors qu'on n'en prête même pas 50 % ! (2).

---

(1) Je prends les chiffres de ma région. Dans la région parisienne, il faudrait, paraît-il, compter 35.000 francs

(2) En ce qui concerne les constructions faites directement par l'Etat, le bluff est d'un autre genre, mais il est encore plus désastreux au point de vue de la productivité. Il consiste à entreprendre un grand nombre de travaux mais à ne les poursuivre qu'à pas de tortue du fait que l'on n'accorde les crédits nécessaires qu'au compte-gouttes.

Dans mon patelin, également, il y a de cela un exemple frappant. La construction d'un hôpital y a été entreprise au début de 1936 ; or, cet hôpital n'est pas fini ! Donc, même si vous défalquez les années de guerre (bien qu'en fait les travaux ont été poursuivis pendant la plus grande partie de la guerre), il faudra plus de douze ans — et peut-être beaucoup plus — pour construire l'hôpital d'une ville de 40.000 habitants ! Et le département compte actuellement parmi ses députés deux ministres et un type qui fut candidat à la présidence de la République - Qu'est-ce que ça doit être dans les départements moins « influents » !

AUTRE BLUFF
AUTRE CAUSE D'IMPRODUCTIVITE

Ce gaspillage d'énergie, d'énergie humaine, du fait de l'Etat, dans l'une des plus importantes branches de l'activité industrielle française est si manifeste qu'il n'a pu passer inaperçu et a déjà soulevé un certain nombre de protestations.

Mais il est un autre bluff, d'un genre différent, beaucoup plus profond et plus insidieux, qui a des conséquences bien plus étendues, et cela dans un domaine dont la productivité conditionne celle de tout le pays, je veux dire dans le domaine agricole. La productivité agricole commande, en effet, la productivité industrielle, car l'ouvrier d'usine se nourrit, tout comme le paysan, de produits agricoles, et, si ceux-ci coûtent cher parce qu'ils n'ont été obtenus qu'avec beaucoup de travail, la journée de l'ouvrier industriel, et, par conséquent, ce qu'il aura produit, seront chers, même si l'ouvrier doit se contenter de fort peu pour vivre.

Or je viens d'achever la lecture d'un ouvrage qui m'avait été chaudement recommandé par feu notre camarade Chaneaux, l'apiculteur du Jura, qui est intitulé *Voyages en France d'un agronome* et qui a pour auteur un professeur à l'Institut agronomique, René Dumont.

Cet ouvrage est constitué par une série de monographies sur des villages, des hameaux, des fermes situés dans toutes les parties de la France. J'apprécie beaucoup, pour ma part, les monographies, car ce n'est qu'à travers elles que l'on peut apercevoir la réalité, la réalité concrète, la seule qui compte, réalité qui échappe presque complètement à travers les statistiques d'ensemble où l'on additionne des poireaux avec des pommes de terre !

Eh bien ! ce qui ressort avant tout de cette large enquête, c'est que *la campagne française est trop peuplée*. La surpopulation, telle est la raison de la faible productivité du travailleur agricole français.

Si, en France, un tiers de la population active est employé à produire l'alimentation du reste de la population, alors qu'en Amérique du Nord, avec un sol moins fertile, il suffit pour cela de 17 % de la population active, qui fournit, en plus, de quoi alimenter une large exportation, c'est qu'il y a trop de paysans. Loin que la terre manque de bras, elle a *trop de bras*. Car la surabondance de bras amène la stagnation technique et maintient, par conséquent, une faible productivité.

Les raisons du gaspillage de travail dans les campagnes françaises sont bien connues : elles sont au nombre de deux, plus ou moins complémentaires.

La première réside dans la trop faible superficie des exploitations ; avec une ferme trop petite, l'amortissement de l'outillage mécanique est trop élevé, son emploi n'est plus économique ; quand une batteuse, comme dans certains petits domaines où on l'a achetée pour « placer son argent », ne fonctionne qu'une demi-journée par an, ce n'est qu'un luxe dispendieux. Notre auteur estime que pour s'outiller convenablement et assurer une utilisation économique des appareils, une ferme (la ferme ordinaire de polyculture à base de céréales et d'élevage) ne doit pas avoir moins de 30 hectares. Or innombrables sont, en France, les propriétés qui ont moins de 30 hectares, et très nombreux sont les « microfundia » où le paysan vit, au bord de la famine, sur à peine quelques hectares.

La seconde raison réside dans le fait que, si petites que soient ces exploitations, elles ne sont que rarement d'un seul tenant ; la règle est qu'elles soient divisées en un grand nombre de parcelles, généralement très petites (parfois même incultivables parce que trop exiguës), ce qui entraîne une perte de temps considérable, non seulement pour aller de l'une à l'autre, mais surtout dans le maniement des engins mécaniques, qui ne donnent vraiment leur plein rendement que sur des champs qui soient à leurs dimensions.

Or ces deux maux sont essentiellement dus à la surpopulation. Si la concentration de la propriété agricole — bien qu'elle ait lieu — est si lente et si son « remembrement » ne progresse qu'à pas de tortue, c'est que les paysans n'ont aucun intérêt à y procéder, car malgré tout le gaspillage de temps et d'énergie que leur régime de petites propriétés et de parcelles implique, ils suffisent à la tâche ; ils peuvent gaspiller du temps et de l'énergie car s'ils ne les gaspillaient pas, si leur productivité se trouvait accrue du fait de l'agrandissement des propriétés et du rassemblement des parcelles, combien d'entre eux devraient quitter le sol natal où leurs bras sont devenus inutiles pour aller à la ville rechercher un emploi incertain ?

On ne progresse que par nécessité. Le paysan qui cultive avec son fils une ferme trop petite ou trop morcelée n'a pas d'intérêt à la vendre à son voisin, car il ne trouverait pas à s'employer sur le nouveau domaine, qui, malgré son agrandissement, n'aurait pas besoin de plus de main-d'œuvre, car la productivité s'y trouverait accrue, et guère plus d'intérêt à la remembrer, car que feraient-ils tous les deux sur une ferme pour laquelle un homme suffirait ?

C'est pourquoi René Dumont a pu intituler toute une partie de son livre : *Le drame de la surpopulation rurale de l'Ouest*, et il ressort du restant de son ouvrage que si c'est dans l'Ouest de la France que la surpopulation rurale atteint sa plus haute intensité dramatique, elle est, en fait, le drame de toute la France.

Or, toujours afin de bluffer, afin de pouvoir prétendre que la France est un grand pays, un pays à population croissante dont le poids démographique pèsera de plus en plus dans la balance du monde, l'Etat français n'a de cesse de vouloir encore accroître sa population rurale, si largement excédentaire qu'elle soit déjà, et il a notamment, pour cela, créé tout son système d'allocations familiales...

Nous avons souvent insisté sur ce point que c'étaient avant tout les hauts salaires qui étaient le facteur déterminant de l'accroissement de la productivité. Mais les hauts salaires sont eux-mêmes, pour une large part, le produit d'une rareté de la main-d'œuvre. Les hauts salaires américains n'ont pas d'autre origine que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui a régné presque continuellement en Amérique.

Dans l'agriculture, on se trouve en présence d'une situation analogue. C'est la rareté du cultivateur qui, en permettant à ce dernier d'avoir plus de terre qu'il n'en peut cultiver par les moyens traditionnels, l'amène à accroître sa productivité et, du même coup, son bien-être.

La France a le choix entre deux routes : celle de l'Amérique et celle de l'Italie. L'une qui, par un déficit constant de population, a conduit le pays à la plus haute productivité et au plus haut standing de vie ; l'autre qui, par une surpopulation chronique, à peine atténuée par une émigration cependant massive, a engendré une misère chronique et, malgré la grosse puissance de travail de ses habitants, une des plus basses productivités de tout l'Occident.

R. LOUZON.

La Renaissance du Syndicalisme

DANS LES P.T.T.

La grève des bureaux-gares

Le mouvement de fin d'année, qui a paralysé une grande partie du trafic postal, représente un type de grève devenu courant dans les services publics. Une catégorie part en flèche, spontanément, ou sur l'ordre d'un syndicat aux effectifs vraisemblablement infimes. Ici nous avons vu surgir une fédération autonome, alors que pendant les grèves d'août il n'était encore question que de syndicats autonomes.

Bien entendu, les postiers syndiqués (pas tellement nombreux) se partagent déjà entre les grandes (!) confédérations : C.G.T., F.O. et Chrétiens. En dehors de ladite fédération autonome il existe encore de minuscules syndicats de catégorie. Ce bas corporatisme n'est même pas une nouveauté aux P.T.T., l'actuel préfet de police s'y distinguait déjà il y a une bonne vingtaine d'années.

Nombreux ou pas, les syndiqués de la fédération autonome sont tout de même à l'origine d'une grève dont le public a très vivement senti les effets. Les postiers en grève n'étaient pas 2.000 mais les bureaux-gares sont des points stratégiques essentiels pour bloquer le trafic postal en période de pointe.

Bien entendu, la fédération postale (C.G.T.), ne voulant pas se laisser distancer, s'associa au mouvement sans toutefois chercher à l'élargir à d'autres services. La fédération syndicaliste (F.O.), quant à elle, limitait l'arrêt du travail dans le temps en donnant l'ordre de reprise après trois jours de grève. Dans un communiqué elle précisait que le travail devait reprendre le 25 décembre à 20 heures, en conformité d'ailleurs avec l'ordre de grève initial de la fédération autonome.

Pourtant le mouvement devait se prolonger jusqu'au 4 janvier et se prolonger bien vainement. Après des pourparlers avec Bougenot, sous-secrétaire d'Etat non parlementaire et homme de confiance de Laniel, il était convenu :

1) que les grévistes ne subiraient aucune sanction ;

2) qu'un acompte de 4.000 francs (à valoir sur la prime de sujétion de 12.000 francs obtenue en août) serait payé en janvier.

Deux semaines de grève, une perturbation considérable dans le service postal au moment où le public attend beaucoup de la poste, tout cela pour obtenir que soit un peu avancé le paiement d'une prime acquise ! Il est vrai que nous connaîtrons maintenant l'existence de cette fédération autonome et tous les syndicats de postiers auront eu l'occasion de manœuvrer pour se placer en vue des prochaines élections corporatives. La grève n'aurait pas été possible s'il n'existait pas un mécontentement latent dans les P.T.T. et il faut revenir sur l'issue du mouvement précédent pour comprendre cet état d'esprit. Ce sont les postiers, et notamment ceux de Bordeaux, qui ont donné le signal de cette vague de fond qui dressait les fonctionnaires et agents des services publics contre les décrets du gouvernement. Mouvement défensif, puisqu'il s'agissait de maintenir les conditions d'âge d'admission à la retraite. Dans le feu de la grève on ne tarda pas à dresser un cahier de revendications et sur ce terrain les postiers encore furent les premiers.

Sur le plan général les salariés de l'Etat obtenaient satisfaction, les décrets concernant la retraite resteraient lettre morte, mais le gouvernement cédait fort peu sur le plan des revendications, en dépit de la durée et de l'ampleur de la grève.

Seuls les postiers devaient rentrer avec des concessions intéressantes. Ils n'abusent pas de la grève, l'accroissement du trafic est très net dans plusieurs branches : téléphone, chèques postaux, on reconnaît que les postiers travaillent et que l'administration postale est efficace.

Le bilan d'août était donc le suivant :

1) Indemnité dégressive de 3.000 francs par mois pour les plus bas traitements (mesure générale pour tous les salariés publics) ;

2) Institution d'une prime de sujétions (ou de productivité) fixée à 12.000 francs par an au lieu de 20.000 demandés.

Pour les petits salariés à 20.000 francs par mois ces deux mesures représentent une augmentation de 20 %.

3) Titularisation de 25.000 auxiliaires.

4) Augmentation des effectifs dans les services débordés par l'extension du trafic.

Ces résultats, pour importants qu'ils soient, n'enchantaient pas les postiers et la rentrée s'était faite dans des conditions confuses, avec une certaine amertume.

Aux salariés moyens, la grève n'avait rien apporté et on voulait oublier la mise en pièce des décrets relatifs à l'âge de la retraite. Quant aux petits salariés, augmentation sensible, mais qui peut se satisfaire de 24.000 francs par mois ?

Ces salaires misérables, ils existent aussi dans l'industrie mais on n'y trouve pas, comme chez les postiers, quatre ou cinq catégories, côte à côte au même travail, chacune ayant sa propre échelle de traitement. A la limite, avant le dernier rajustement, on pouvait voir deux agents rivés au même travail avec des différences de salaire de l'ordre du simple au triple ! N'est-ce pas là un scandale plus grand que l'inégalité d'autrefois entre le salaire masculin et féminin ?

Force Ouvrière avait déclenché la grève et débattu les conditions de reprise et pourtant la fédération syndicaliste ne semble pas avoir tiré de ces événements tout le bénéfice moral qu'elle en pouvait escompter.

Dans cette corporation si truffée de Méridionaux on voulait se croire en 1936. Dans l'enthousiasme des réunions, personne ne voulait ajuster les revendications aux possibilités actuelles. Les surenchères de la C.G.T. et de toutes ces organisations concurrentes illusionnaient les grévistes. C'est ainsi que la grève fut inutilement prolongée et que les militants de Force Ouvrière appelés à y mettre fin ne se sentirent pas en mesure d'affronter les réunions de grévistes.

C'est en jouant sur ces rancœurs, c'est dans ce climat que s'inscrit le mouvement récent des bureaux-gares et ambulants. Sa conclusion n'a pas été très différente dans la nature des pourparlers également séparés, mais cette fois ce fut le fait des autonomes.

Grève de fin d'année, parce qu'il s'agissait de

peser sur le parlement et le gouvernement au moment du vote du budget. Pour le public, la gêne était indéniable en cette période de fêtes où circulent les échanges de cadeaux et de vœux. Pour les facteurs qui avaient à surmonter, dans l'esprit du client, le souvenir de la grève d'août la coïncidence du second mouvement a dû contrarier fort le rendement de la présentation des calendriers. Mais est-ce une coutume dont la corporation postale doive être fière ?

Georges MAUPIOUX.

Les grèves du Livre parisien

Le dernier trimestre de 1953 a été marqué par une certaine agitation, des grèves tournantes par services et par l'arrêt total dans quelques importantes imprimeries parisiennes.

On sait que le Livre est partagé en deux branches : la presse et les imprimeries de labeur. Cette distinction très nette en ce qui concerne les conditions de travail l'est moins quant à sa nature. Les travaux les plus variés sont effectués dans le labeur... y compris la confection de très importants périodiques.

La presse obtient en général des conditions de travail plus favorables parce que la matière imprimée, s'il s'agit d'information, ne supporte pas le moindre retard d'impression et de distribution. Ajoutons que la presse est syndiquée à 100 %. Dans le labeur, les salaires sont plus diversifiés et les tarifs syndicaux actuels ne sont pas encore au niveau d'avant guerre.

L'échelle mobile d'abord instituée dans la presse, puis dans le labeur, a empêché que ne se poursuive la dégradation des salaires commencée dans les années d'inflation accélérée qui suivirent la libération. Dans la presse un accord, dont l'application s'étend sur deux années, a consacré le principe d'un retour au salaire de 1938 par comparaison des indices. Cette revalorisation se poursuit par paliers de 3 % et doit être terminée en juillet 1954. Précisons que la reprise du pouvoir d'achat n'est que partielle, les négociateurs syndicaux ayant dû admettre un correctif tenant compte des avantages sociaux acquis depuis 1938. Intervient ici la notion de salaire différé : sécurité sociale plus étendue, allocations familiales, allongement du congé, retraite complémentaire. Tous ces avantages, disent les patrons, doivent venir en déduction du salaire théorique de 1938, exprimé en francs de 1952. La revalorisation a donc été chiffrée à un coefficient qui est une cote mal taillée.

A son tour le labeur devait se battre pour décrocher les avantages obtenus dans la presse, c'est le processus habituel. La retraite complémentaire entre en application à Paris et la fédération espère signer un accord national sur ce terrain. Le problème de la revalorisation devait se poser plus brutalement au cours du dernier trimestre. La méthode des pourparlers, même s'ils sont très longs et parfois décevants, est une tradition du Livre. Par ces contacts fut acquis l'accord patronal de principe, en vue d'une revalorisation des salaires par paliers. Quand il fallut fixer dates et chiffres, la volonté de lanterner devint évidente, l'impatience gagna les éléments actifs des principales imprimeries parisiennes.

L'impression en héliogravure et offset de nombreux périodiques illustrés à grand tirage a concentré dans certaines imprimeries des travaux qui permettent aux ouvriers d'exercer une pression aussi efficace que dans la presse. Bien entendu ces imprimeries sont un peu en flèche et les salaires y dépassent les tarifs syndicaux.

Dans d'autres imprimeries, grandes ou petites, la situation est moins bonne ; on y travaille à la limite des conditions syndicales, parfois en dessous, au moins en ce qui concerne les normes de production et la tarification des heures supplémentaires. Ici la fédération du Livre n'a pas le monopole syndical et il existe des non syndiqués.

Les éléments « activistes » représentant le premier type d'imprimerie tentèrent de déborder les représentants des syndicats au Comité intersyndical (qui groupe les différents syndicats parisiens de la Fédération du Livre), ils voulaient imposer une grève illimitée.

Ici se place une intéressante réaction des représentants de la Chambre syndicale typographique, Bernard et Waille, et du secrétaire du Syndicat général du Livre, Prudhomme, qui se refusaient à lancer un ordre de grève avant d'avoir épuisé tous les moyens de discussion.

A titre de premier avertissement le Comité intersyndical interdisait les heures supplémentaires, mesure qui perturbait le travail dans de nombreuses entreprises. Hélas ! dans le Livre comme ailleurs les heures supplémentaires sont devenues pratique courante.

Le Comité intersyndical, réformé après ces incidents, devait passer à des mesures plus nettes en constatant la persistance des atermoiements patronaux. Par décision unanime il renonçait à la grève illimitée et se prononçait pour un arrêt du travail d'une journée par semaine.

Chaque maison était laissée libre des modalités d'application. Dans telle imprimerie la journée fut interprétée comme trois arrêts de 8 heures ! Ailleurs c'était l'arrêt en bloc d'une journée, plus souvent ce fut un système d'arrêts fractionnés de durée variable et service par service. Les travaux assez complexes de l'héliogravure permirent d'infliger des retards considérables à des publications importantes et cela sur plusieurs semaines et pour les numéros spéciaux de la période des fêtes.

Il faut noter que des mouvements de cette nature exigent beaucoup de discipline et de résolution de la part des grévistes. La résistance patronale étant d'ailleurs très vive et soutenue le plus souvent par la clientèle. Toutefois, au cours de la troisième semaine, la lassitude atteignait visiblement les deux camps. Dans trois imprimeries des incidents transformaient le mouvement en grève totale.

Dans ces conditions les dirigeants de l'Intersyndical cherchèrent sagement à conclure et il y eut des contacts officieux préludant à la rentrée et à un accord.

La position ouvrière était la suivante : En préambule à toute discussion, pour fixer le niveau de revalorisation à atteindre et la périodicité des paliers, une première mesure doit être prise : le point à 2 fr.

Il s'agissait de porter le salaire du typo qualifié, coefficient 100, de 188 à 200 francs l'heure.

Après discussion les délégués ouvriers transigeaient sur le tarif de 195 fr., soit 4 % d'augmentation. Les patrons s'engageaient à poursuivre l'étude et la discussion des modalités de récupération du pouvoir d'achat, terme fixé au 31 mars.

Le mouvement s'est déroulé à une période où

le travail était assez pressant, on ne peut reprocher aux syndicats d'avoir mal choisi. Cependant il est certain que l'usage des primes de fin d'année dans un certain nombre de maisons était un moyen de pression patronale non négligeable. Les organisations du Livre doivent enregistrer que le mouvement a marqué des faiblesses. La grève illimitée n'a pas été décidée justement en prévision de défaillances probables. Dans la plus importante maison de la place (Lang) il faut noter le renvoi du délégué général (un correcteur) sans réaction du personnel. Dans une autre maison renvoi des délégués et de tous les éléments actifs, la grève de solidarité se termine par un échec.

C'est dire que les syndicats du Livre n'échappent qu'en partie à l'actuelle dépression syndicale. Ces dernières années, des grèves à Saint-Etienne, à Marseille furent de nets échecs. Le Livre plus réformiste que révolutionnaire n'a jamais été gréviculteur, raison de plus pour limiter le nombre des mouvements et mettre tout le poids syndical pour les terminer heureusement.

Dans le cas présent, c'est encore une victoire appréciable ; la Fédération garde des effectifs syndicaux importants, elle reste une des rares fédérations cégétistes qui conservent crédit et efficacité.

Dans le dernier numéro de la **R.P.** notre ami Faucier montrait les atteintes qui y sont portées à la démocratie syndicale et au libre droit d'expression des syndiqués. Il a raison, si le capital syndical que représente la Fédération du Livre est à peu près intact, c'est parce que l'importante minorité qui se prononça contre le maintien à la C.G.T. incite les compagnons de route des communistes à la prudence. La confirmation de l'existence de cette forte minorité et sa manifestation nous paraissent une des conditions nécessaires pour préserver les syndicats du Livre des aventures et du déclin.

G. M.

Comment travailler efficacement pour une Europe favorable aux salariés

Le C.C.N. Force ouvrière a mis la charrue devant les bœufs...

Il s'est prononcé pour l'Europe. Nous ne voulons pas discuter sur le fond. Syndicalistes, nous préférons la formule Europe à la mosaïque de petits pays qui accumulent les obstacles à un redressement économique dont pourraient bénéficier les salariés, en tant que producteurs et en tant que consommateurs. Mais avant de pousser au char des Européens qui nous préparent un Etat européen bourgeois et n'en veulent ni n'en peuvent produire un autre, nous pensons que les syndicalistes ont d'abord à réaliser les institutions européennes qui apporteront des garanties et des possibilités de défense aux salariés.

On a créé le cartel de l'acier et le cartel du charbon ; on a même créé des organismes où les organisations syndicales ont des représentants. A long terme, les salariés y trouveront peut-être des avantages soit comme producteurs, soit comme consommateurs, mais, dans l'immédiat, qu'y gagnent-ils ?

Ferme-t-on une boîte parce qu'elle ne produisait pas dans les conditions les plus avantageuses dans le cadre du plan européen de production ? Opère-t-on une fusion de plusieurs entreprises pour une meilleure coordination de la production ? Les intérêts des actionnaires sont sauvegardés ; l'actif de toute société qui disparait est pris en charge par un groupe nouveau qui se constitue, les actionnaires déchus ont une part plus que compensatrice de leur avoir ancienne forme dans la nouvelle combinaison, les anciens dirigeants ont des fonctions nouvelles qui accusent un avancement à la fois honorifique et rémunérateur. On apprend même que tel capital porté pour **X** milliards de francs dans l'actif vaut en réalité 100 **X** ou 1.000 **X** milliards et que c'est en fonction de cet avoir réel que seront déterminés le nombre ou la valeur des actions nouvelles des actionnaires des sociétés dissoutes.

En régime bourgeois, pour ceux qui acceptent le régime bourgeois, c'est normal. Il est normal que les actionnaires qui avaient versé **X** millions et avaient déjà reçu une rémunération fort raisonnable de cet argent versé se trouvent, en raison de l'accumulation d'immeubles, de matériel ou de capitaux due à la sueur des producteurs, en possession de 100 **X** ou de 1.000 **X** milliards. Ce capital social accumulé, représentant le fruit d'un effort collectif, est remis à des hommes qui n'ont pas travaillé et ont déjà reçu le paiement de la contribution qu'ils avaient fournie à l'entreprise sous forme d'apport de capitaux.

C'est normal pour des bourgeois, mais ce n'est pas normal, ni acceptable pour des salariés.

Les salariés, eux, non seulement ne reçoivent rien de cet immense avoir social qui est le fruit de leur travail, mais ils sont souvent mis simplement à la porte sans indemnité, sans même une parcelle de ces indemnités de congédiement dont bénéficient les cadres. Et ils sont sur le pavé sans indemnité.

Voilà un de ces aspects de la formation de l'Europe qui, pour nous, passent avant la constitution du gouvernement européen, ou de l'armée européenne. Et c'est sur ces aspects de la formation de l'Europe que nous voulons nous arrêter. Nous voulons bien créer l'Europe, mais nous voulons qu'elle ne se fasse pas au détriment des salariés ; nous voulons même plus, nous voulons que, dans l'immédiat, les salariés qui sont appelés à jeter les bases fondamentales de l'Europe, les bases économiques, aient également, tout comme les actionnaires, quelques garanties, et même quelques avantages et qu'à cette occasion on dise d'une façon concrète ce qu'on entend par rénovation sociale. Nous voulons autre chose que des fauteuils et des honoraires ou des jetons de présence pour des représentants syndicaux qui ne représentent rien dans les organismes européens ; nous voulons des mesures précises quant au sort qui sera fait aux salariés dont les entreprises sont entraînées dans cette première Europe que constituent les ensembles productifs, tels que le pool de l'acier et le pool du charbon.

On nous dira peut-être : mais les représentants que vous avez dans les organismes dirigeants de ces ensembles productifs, ne pourront-ils pas préconiser des mesures en faveur des salariés ?

Cela ne nous apporte aucune satisfaction, aucune garantie. Nos représentants sans mandat sont des figurants. Les actionnaires, eux, ont eu préalablement des garanties et des avantages, et pour l'immédiat et pour l'avenir. Nous considérons que le travail constitue un facteur de production de premier ordre et qu'il a droit à des égards, qu'il y a droit par priorité, avant même les actionnaires. Nous allons même plus loin, nous considérons que les droits du travail sur le capital social accumulé que constitue l'avoir des entreprises arrêtées ou fusionnées doivent être reconnus. C'est une belle occasion pour poser le problème, pour donner un sens au mot social que les démagogues du socialisme ou de l'européanisme tout court ne cessent d'employer pour faire avaler les réformes de structure dont eux seuls et la bourgeoisie profiteront.

Si vous voulez faire une Europe acceptable pour les salariés, si vous voulez que les salariés apportent leur contribution à la création de l'Europe, faites-en des agents actifs et non des résignés sur qui on fait peser d'abord la menace du chômage, puis celle d'une surexploitation par des organismes centralisés tout-puissants aux ordres des propriétaires et des gestionnaires intéressés de leurs biens.

Voilà pourquoi nous n'aurions pas voté la résolution du C.C.N. sur l'Europe ; voilà pourquoi nous ne voulons pas à priori prendre parti pour l'armée européenne.

Nous aurions préféré que le C.C.N. fût plus modeste et qu'il s'en tînt à envisager la position des organisations syndicales sur les problèmes concrets que pose la création de l'Europe au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Le pool du fer et le pool du charbon, premières bases de l'Europe, les bases essentielles, nécessaires, sont constitués. Nous avons d'abord à prendre position sur ces réalisations.

Ces bases se sont constituées sans les salariés. Elles ont été opérées par des capitalistes, au profit des capitalistes, toutes garanties assurées aux capitalistes entraînés de gré ou de force dans l'opération. Et nous avons assisté en spectateurs aux importantes transformations de structure qui ont été effectuées dans la production ; des ouvriers ont été congédiés en raison de ces transformations sans aucune garantie.

Que nous importe alors que Sinot et Delamare, ou tout autre fonctionnaire syndical, soient dans les organismes de direction !

Le C.C.N., au lieu de parler de l'Europe bourgeoise qui se prépare et de lui apporter son appui, n'aurait-il pas mieux fait d'envisager d'abord une véritable Union des syndicats ouvriers d'Europe, d'envisager une véritable Union des syndicats des métallurgistes d'Europe, et une véritable Union des syndicats de mineurs d'Europe, qui se seraient proposé d'envisager toutes les répercussions de l'unification des productions métallurgistes et minières... sur la situation des ouvriers entraînés dans cette unification ?

Avant de dire « oui » à l'Europe bourgeoise, ne convient-il pas d'abord de dire ce que nous pensons d'une européanisation de la métallurgie et de l'industrie minière faite par les seuls capitalistes et à leur profit immédiat et futur ? De dire ce que nous exigeons en tant que copropriétaires de l'avoir social remis aux ensembles productifs créés ? Le dire en tant que salariés qui n'entendons pas risquer le chômage alors que les actionnaires sont rassurés et largement indemnisés.

Ne convient-il pas de rédiger un cahier de revendications ouvrières précises ?

Ne convient-il pas de créer les Unions de syndicats avec des bureaux d'études pour tout ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux que pose l'unification économique ? Des Unions qui délégueraient elles-mêmes leurs représentants aux organismes de direction créés, qui les manderaient et exigeraient d'eux des comptes rendus précis de mandat et des informations précises sur la vie des organismes considérés ?

Le bloc bourgeois s'est créé spontanément au profit de la bourgeoisie appelée à participer aux mesures d'unification et au profit de la bourgeoisie en général.

A ce bloc qui est une réalité, qui s'est assuré des garanties durables, des privilèges bien déterminés, il faut opposer le bloc des salariés par branche de production, par région, le bloc des salariés européens. Il faut donner des organismes syndicaux aux attributions précises à ce bloc des salariés ; il faut en faire des organismes constructifs et des organismes de combat. Et ce sont ces organismes, qui, en raison de l'attitude des organisateurs bourgeois de l'Europe du fer, de la mine... de l'Europe économique ou politique, détermineront la position des salariés sur le problème de l'Europe, sur tous les problèmes que posent l'unification des forces économiques et l'unification des Etats de l'Europe.

Le C.C.N. a mis la charrue devant les bœufs. Il s'est attelé — inconsciemment sans doute — au char de l'Europe bourgeoise. Ce n'est pas son rôle. Son rôle, c'est de promouvoir l'Europe des salariés qui apportera son point de vue sur les problèmes européens et assurera la défense des intérêts ouvriers.

Avant de parler d'Etats Unis de l'Europe et d'armée européenne, créons une vraie fédération européenne des métaux, une vraie fédération européenne des mineurs, une vraie confédération des ouvriers européens. Et mettons-les au travail.

LE PROLO PROVINCIAL.

P.-S. — Quand je parle de créer des bureaux d'études syndicaux sur les problèmes européens, je ne pense pas du tout à élargir les bureaux confédéraux ou fédéraux. Nous avons huit secrétaires confédéraux, X secrétaires fédéraux aux métaux, aux mineurs... Qu'on décide de relever les cotisations et qu'on crée de nouveaux permanents. Que se passera-t-il ? On en choisira d'autres par cooptation, comme d'habitude, qui viendront faire de la phraséologie, qui iront prendre place dans les organismes européens... pour faire l'Europe bourgeoise. Mais d'hommes capables de suivre les problèmes européens tels qu'ils se posent, on n'en cherchera pas. On n'en est pas encore au syndicalisme constructif, on n'en est qu'au syndicalisme de fonctionnaires syndicaux capables seulement de jouer le rôle de figurants dans des organismes d'administration d'affaires bourgeoises, de se gargariser de formules économiques ou sociales conçues ailleurs que dans leur cerveau ; capables de tromper les salariés avides de connaître et de construire en détournant leur attention des solutions ouvrières aux problèmes économiques ou sociaux pour la maintenir sur les jeux de scène de tous les organismes bourgeois.

QUELQUES CHIFFRES, EN ATTENDANT MIEUX

Les actionnaires des Aciéries de la Marine-Saint-Etienne, en entrant dans la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire, ont reçu 164.500 actions de 5.000 francs, soit un montant nominal de 822 millions 500.000 francs, mais les usines et fonds de roulement, l'avoir social accumulé avec la sueur de tous les travailleurs, étaient évalués à 10 milliards 600 millions.

Ceux des Aciéries et Forges de Firminy ont reçu 125.500 actions de 5.000 francs, soit un montant nominal de 427 millions 500.000 francs. Mais les apports étaient évalués 8 milliards 087 millions et comptabilisés 6.012 millions.

Nous allons donc assister à une hausse formidable des actions de la nouvelle société, puisque leur montant nominal ne représente qu'une petite fraction de la valeur réelle des biens donnés en échange des actions. Les actionnaires seront bien choyés. Il faudra accorder valeur réelle et valeur boursière en faisant intervenir les milliards de réserves, on parle de plus de 12 ; encore de la sueur d'ouvrier pour augmenter les biens des actionnaires.

Rien n'est prévu pour les métallos !

PETITES NOTES

Que vaut aux mineurs la nationalisation des mines ?

Si l'on en croit les dirigeants des Charbonnages de France, ça marche dans les mines. Le rendement par homme et par jour au fond a été de 1.473 en 1953 contre 1.361 en 1952 ; 926 en 1946, 1.229 en 1938, 984 en 1930.

Ces chiffres n'ont pas grande signification. La production minière est en effet le résultat d'un effort collectif, de l'effort de tous ceux qui sont rétribués par les Charbonnages de France. Pour avoir une idée précise du rendement, il faudrait donc avoir d'un côté le total de la production, de l'autre le total des heures de travail ou des journées de travail payées par les Charbonnages à tous ceux qui ont été occupés par eux. Car lorsqu'on veut parler de productivité, il ne faut pas seulement augmenter le rendement du prolo qui tient l'outil, il faut voir l'organisation d'ensemble du travail et, si, parallèlement à un accroissement du rendement, il y a accroissement des dépenses de production, il n'y a, en fait, pas d'augmentation de la productivité.

C'est probablement ce qui s'est passé dans les mines. Le prolo du fond a accentué son effort sans voir son gain relevé, mais à l'extérieur, dans les bureaux, on a multiplié les fonctions de surveillance et de direction. Les nombreux serviteurs attachés au service de monsieur ou madame l'Ingénieur — le nombre augmente avec le grade — sont inscrits comme salariés des Charbonnages (on pourrait appeler ça le salaire camouflé des technocrates). Y a-t-il une réorganisation du travail ? Applique-t-on de nouvelles méthodes de production ? Des ouvriers peuvent être renvoyés, mais jamais des surveillants, de sorte que le nombre des sinécures va croissant.

Et puis ces messieurs les nouveaux maîtres des mines ont un moyen de gonfler les chiffres pour faire ressortir une prospérité apparente : ils cèdent à des entrepreneurs amis — ça peut-être ceux qui seront appelés à réparer ou construire leur propre maison — une quantité formidable de travaux dans la mine. Ces ouvriers occupés sans même que leur patron les voie reviennent cher, surtout si le patron est appelé à travailler pour leur surveillant ou leur chef, et ils ne sont pas comptés dans le personnel. Donc, ils n'entrent pas, pas plus que les nègres de madame, dans le diviseur qui est employé pour calculer le rendement.

En somme, les mineurs travaillent plus qu'avant guerre pour un salaire réel moindre, mais les technocrates sont mieux rétribués et ils ont pu faire profiter de l'augmentation du rendement de fond à de nombreux protégés ou entrepreneurs. D'ailleurs, on en reparlera. Sinot, qui est administrateur des Charbonnages, et qui suit la situation des Charbonnages, nous rendrait bien service en produisant le nombre exact des travailleurs ou hommes considérés comme tels occupés dans les Charbonnages, en les classant par catégories : mineurs de métier, surveillants, ingénieurs, employés de bureaux, personnel attaché à la maîtrise (tous les journaliers jardiniers occupés par monsieur et les domestiques de madame). Et ce serait encore mieux si l'on avait en parallèle le même tableau pour l'année 1938 par exemple. Voilà deux documents qui nous permettraient d'émettre un jugement objectif sur les conséquences de la Nationalisation des mines.

Les graphiques sont éloquents

« La Vie française » du 25 décembre 1953 a donné « Toute l'année en 13 graphiques ». Certains sont contestables parce qu'établis avec des chiffres inexacts ou choisis de façon à donner une idée inexacte de la réalité que l'on veut souligner : tel le graphique des prix. D'autres sont plus précis, tel celui des valeurs françaises qui donne une idée de l'évolution des profits capitalistes. Cet indice, qui était à 146 il y a un an, est à 169 aujourd'hui. Ça ne donne pas une idée exacte de l'évolution des biens et revenus capitalistes, les milliards camouflés en réserves ou en investissements non inscrits restent inconnus, mais ça montre tout de même que le capital pur s'est vu attribuer une meilleure rémunération que le travail en 1953.

Journée du 29 janvier 1954

Ce n'est pas de la journée elle-même, de son but et de son efficacité que nous voudrions parler. Simplement de l'impression laissée par la manifestation de l'Union des Syndicats F.O. de la Région parisienne.

Le bureau avait décidé de convoquer simplement les secrétaires de tous les syndicats parisiens et la Commission exécutive. On pouvait s'attendre à une réunion réduite à l'effectif d'une délégation ordinaire. Or il y avait plusieurs centaines de militants, 81, rue Mademoiselle, et un nombre nettement plus élevé au point de concentration : dans la cour du 78, rue de l'Université. Tous ces militants sont restés sans aucune exception dans le cortège qui, par le quartier des Ministères, gagna la Présidence du conseil. On a critiqué l'initiative « humoristique » du corbillard et la couronne au « pouvoir d'achat défunt ». C'est une affaire à discuter entre nous. Que MM. les journalistes gardent leur leçon de « bon goût » pour la servir lors de certains monômes d'étudiants ou de défilés des « Quat-Zarts » !

Ce qui est significatif, c'est que le groupe ne s'est pas dispersé, pendant qu'une délégation réduite portait la lettre exprimant les revendications générales à la présidence du conseil. C'est en cortège que l'on a rejoint la rue de l'Université, cortège qui n'était pas muet, d'où s'élevaient des mots d'ordre et le chant de l'*Internationale*. Cortège où l'on rencontrait avec les « vieux » de nombreux jeunes qui n'y « figuraient » pas simplement.

Tirons-en cette leçon, qui confirme tous nos propos antérieurs. Que F.O. existe à *la base* et que l'audace des dirigeants d'Union est toujours rentable ! La journée du 29 janvier n'aurait-elle que ce résultat, qu'il ne faudrait pas regretter de l'avoir organisée.

Pour mieux comprendre le problème racial

L'égalité des salaires n'existe pas dans nos colonies, ni même en France, où un Arabe n'occupe que les emplois les moins rémunérés et les plus répugnants ou malsains.

Aux U.S.A., les syndicats ont fait admettre l'égalité de salaire pour le même travail dans les entreprises où ils sont assez forts. Mais les noirs, à égalité de compétence, passent après les blancs. Et, dans le Sud, il y a de plus les inégalités de salaires pour le même travail.

Voici le revenu moyen d'une famille blanche et d'une famille nègre dans quelques Etats, en 1949 :

	Blancs	Nègres
	—	—
Alabama	2.056	882
Arkansas	1.571	726
Floride	2.323	1.144
Géorgie	2.159	909
Kentucky	1.856	1.110
Louisiane	2.434	1.023
Mississipi	1.614	601
Nord Caroline	2.215	1.056
Oklahoma	2.180	962
Sud Caroline	2.391	790
Tennessee	1.946	1.106

Pourrait-on avoir un tableau semblable pour les coloniaux et les colons ? Même pour les travailleurs de la métropole et les travailleurs coloniaux ? Ça permet de mieux comprendre le problème racial.

Un moyen de sortir l'économie de la stagnation

Le plan Monnet a poussé au développement des secteurs de base : charbon (production passée de 46,3 en 1946 à 57,4 millions de tonnes en 1952), électricité (23 à 40,8 milliards de kwh.), carburants (2,8 à 21,5 millions de tonnes). Mais l'indice de production de biens de consommation a baissé de 12 % en 1952 (de 3 % inférieur à celui de 1929).

Les résultats sont loin d'avoir atteint les possibilités de production. En France on a retrouvé à peu près le revenu national de 1929 alors que celui-ci s'est accru de 70 % aux Etats-Unis, de 40 % en Grande-Bretagne et a été multiplié par 4 en Nouvelle-Zélande et par 5 en U.R.S.S.

On a donc établi un second plan qui se propose une augmentation de 25 % de la production nationale et qui se traduirait par un relèvement de 10 à 15 % du niveau de vie seulement en raison du déficit de la balance des comptes et de l'augmentation des naissances.

Mais en France l'outillage et la main-d'œuvre ne sont pas utilisés au maximum, à cause, pour une grande part, du maintien des entreprises rebelles aux méthodes nouvelles de production grâce à la protection dont elles jouissent de la part des organisations professionnelles et de l'Etat. En 1953 c'est à un dixième de la production globale que peut être évaluée la perte due à l'insuffisante utilisation des facteurs de production, soit 700 milliards dont 200 seraient allés grossir les caisses de l'Etat et 50 celles de la Sécurité sociale.

M. Villiers et ses amis refusent une augmentation de salaires, la repoussant jusqu'au moment où l'expansion de l'économie aura permis aux patrons de la récupérer. Les obstacles à l'expansion ne sont-ils pas pourtant le fait des organisations professionnelles et des gouvernants qu'elles inspirent ? N'est-ce pas à eux qu'on doit imputer la rigidité de notre système de production ? Ces prix élevés basés sur le prix de revient des entreprises marginales et qui empêchent l'exportation de nos productions excédentaires ? Le maintien d'un système coûteux de distribution ? Ces gaspillages et ces encouragements aux producteurs agricoles routiniers et rebelles aux méthodes nouvelles de production, tels que l'achat et la distillation de 7 millions d'hectolitres de vin qui coûteront 20 milliards aux contribuables ?

Les salariés n'ont pas à participer à cet étouffement de l'économie française, et le meilleur moyen d'obliger le patronat à produire dans de meilleures conditions pour tous, c'est d'exiger de bons salaires. Pour les payer, ils songeront à produire plus économiquement.

La population active en France

Le nombre des salariés ne s'est pas sensiblement modifié au cours des cent dernières années. Il s'élève en effet à 10.050.000 dont 7.800.000 pour l'industrie et les professions libérales, gens de maison, 1.200.000 pour l'agriculture et 1.050.000 dans les entreprises nationalisées.

Celui des fonctionnaires civils tend à s'accroître encore : 966.300 fonctionnaires contre 963.400 en 1950, 1.000,6 en 1947 et 681,7 en 1936 ; celui des militaires de carrière s'élève à 491.783. Les collectivités locales occupent 368.479 employés.

On compte 825.000 employeurs, 2.825.000 travailleurs indépendants ou artisans, 300.000 artisans ruraux et 6.650.000 exploitants agricoles.

En France, sur 100 personnes il y a seulement 55 salariés des entreprises privées et de l'Etat (dont 8 fonctionnaires) ; en Belgique il y en aurait 70, en Allemagne 77, aux Etats-Unis 80, en Angleterre 90.

La structure sociale d'un pays ne permet-elle pas d'expliquer certains événements politiques et sociaux ? *Le revenu moyen par habitant* serait en France de 225.000 francs (230.000 en 1930) ; 258.000 francs en Belgique (230.000 en 1930) ; 360.000 fr. en Suède (270.000 en 1930) ; 360.000 fr. en Suisse (308.000 en 1930) ; 675.000 fr. aux Etats-Unis (460.000 en 1930).

Voilà le résultat de la dictature des organisations professionnelles et de l'aide aux entreprises que la routine accu lerait à la faillite !

Tactique bolchevisante

Des amis me demandent de commenter la décision du bureau politique du parti communiste, par laquelle les enseignants « en uniforme » doivent abandonner la Fédération C.G.T., pour se consacrer exclusivement aux syndicats autonomes.

On s'étonne que cette décision soit exactement contraire à celle de la quasi-unanimité du congrès de la Fédération C.G.T., où les communistes ne sont accompagnés que par quelques « cryptos » ou quelques « acheteurs d'indulgences ». C'est que l'on peut encore être surpris par une banale confirmation. Le bureau politique aurait pu communiquer ses ordres avant le Congrès. Il aurait été obéi. Mais l'humiliation est un des moyens de l'assouplissement, exactement comme « l'auto-critique » et les aveux des procès publics. Les jésuites savaient en user. Staline aussi.

L'essentiel n'est pas là. Dans l'*Ecole Libératrice* du 29 janvier 1954, Pierre Desvalois (que je ne connais pas) le révèle assez clairement. La bolchevisation des syndicats n'est jamais qu'une opération préliminaire. Même bolchevisé le syndicat reste encore perméable à certaines influences, peut encore subir certains débats dangereux. Ce qu'il faut c'est la « masse » mouvante, imprécise, inorganisée même, sur laquelle agit facilement la phalange de servants « perinde ad cadaver ». Dans quel but ? Assurer le succès des thèses du parti. Oui, lorsque l'on veut obtenir un effet de propagande. Non, lorsque l'on envisage une opération à longue échéance. Ce qui importe, c'est de placer *par tous les moyens, des hommes sûrs aux points décisifs*. C'est ainsi que l'on a opéré dans les « démocraties populaires ». C'est ainsi que l'on a noyauté la plupart des administrations. C'est ainsi que l'on a conquis la C.G.T. en 1936 et en 1945. Les dirigeants autonomes sont avertis. S'ils se laissent faire, ils n'auront pas l'excuse de la surprise. — **R. H.**

MESSAGE DE SYMPATHIE A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CERCLE ZIMMERWALD A PARIS

Chers camarades,

Je profite de cette magnifique occasion pour envoyer à l'assemblée générale du cercle Zimmerwald parisien mes souhaits de réussite et aussi toute ma sympathie et mon amitié.

Je le fais avec d'autant plus de plaisir qu'il y a à la direction de cette tribune internationale des figures parfaitement sympathiques que j'ai eu l'honneur de connaître dans ma vie de vieux militant. Certaines d'entre elles sont venues tout près de moi, au moment de la répression, pour me manifester et leur solidarité et leur concours.

Par cette action, ces camarades et moi avons, dans le passé, jeté un pont entre l'Afrique du Nord opprimée et la classe ouvrière française.

Ce sentiment de lier le mouvement d'émancipation nord-africain aux luttes de la classe ouvrière française a dominé toute mon activité et cela malgré d'énormes difficultés et quelquefois une incompréhension de la part du peuple français.

J'estime que ce sentiment, qui a animé l'action des mouvements politiques nord-africains nés au sein du peuple français, sur les bords de la Seine, trouve aujourd'hui toute sa raison d'être en tenant compte de la situation internationale face au problème colonial.

C'est pourquoi je crois qu'il est absolument indispensable que le problème nord-africain qui géographiquement, économiquement et stratégiquement touche de très près la classe ouvrière française doit se trouver au centre des préoccupations du peuple français.

Le développement de l'aviation et des moyens de production et de répression unit avec une grande rapidité Paris-Alger-Tunis-Rabat et Dakar. L'impérialisme qui dispose de ces moyens d'action, de déplacement et de liaison peut avec une facilité extraordinaire se jouer des mouvements d'émancipation de ces peuples opprimés et même de la classe ouvrière française.

C'est pour toutes ces considérations que le cercle Zimmerwald, qui lutte contre la guerre pour la paix et la libération de l'Homme, doit, à mon avis, et dans la mesure de ses possibilités, accorder une place importante au problème colonial d'une façon générale et au problème nord-africain d'une façon particulière.

Il y a à peu près un demi-million de Nord-Africains en France. Et seulement dans la région parisienne il y a près de 150.000 Algériens. Chassés de leur pays à la suite d'une expropriation et d'une exploitation honteuses, ils vivent maintenant un peu en marge du peuple français.

Cette situation n'échappe point à l'impérialisme qui veut par tous les moyens les isoler de la classe ouvrière en orchestrant contre eux sa presse servile et son appareil répressif.

D'où l'assassinat de six travailleurs algériens à l'occasion de la manifestation du 14 juillet 1953.

Cette machination policière a été le départ de la mise en branle d'une répression qui pénètre dans tous les foyers nord-africains en France. On ne sait ce que l'impérialisme prépare contre les travailleurs nord-africains.

La répression sanglante en Tunisie, au Maroc et en Algérie, les milliers d'arrestations, les assassinats et les enlèvements sont autant d'événements qui indiquent que le colonialisme, qui grâce aux dollars a repris du poil de la bête, veut mettre au pas tous les mouvements d'émancipation pour ensuite mater la classe ouvrière française.

Si le pont dont il est question au début de ce message avait véritablement existé en août dernier au moment des grèves, il était facile de profiter des événements nés à la suite de la déposition du sultan, pour lier à la fois les grèves au mouvement de protestation qui a agité des millions de parias nord-africains.

Si les grèves d'août dernier ne sont qu'une explosion d'un régime et de même le mécontentement nord-africain, qui ne peut que se développer, on peut dire que cet état de choses, tant en France qu'en Afrique du Nord, doit évoluer vers une solution commune, effective, féconde.

En conséquence, la classe ouvrière française a besoin dans sa lutte contre le capitalisme des forces des peuples nord-africains en lutte contre l'impérialisme et vice-versa.

Pour cela tous les cercles où se discutent les problèmes touchant les intérêts de la classe ouvrière et de l'internationalisme se doivent également de lier à leurs propres problèmes les problèmes propres des Nord-Africains.

Animé du souci permanent de lier le mouvement d'émancipation des peuples nord-africains à la lutte de la classe ouvrière française, et considérant la nécessité qu'il y a pour tous de procéder à un rapprochement et à une compréhension des uns et des autres et désirant opposer des forces organisées au colonialisme je propose en ma qualité de président d'honneur du cercle Zimmerwald de Niort que le problème nord-africain figure parmi les autres problèmes cités dans votre programme.

Je serais très content de voir le cercle Zimmerwald de Paris, comme cela se passe à Niort, faire des conférences et préparer des contacts entre la France et l'Afrique du Nord.

Je suis convaincu qu'une telle activité peut non seulement faire œuvre d'explication des problèmes nord-africains mais encore développer l'internationalisme.

Je considère cela comme une œuvre de désintoxication contre la propagande colonialiste entretenue par les journaux, la radio et la finance.

Je profite de cette occasion pour adresser au cercle Zimmewald de Niort mes remerciements et ma gratitude pour l'action qu'il a menée dans le domaine anticolonial d'explication et d'information, et même d'action.

Recevez, chers camarades, mes salutations fraternelles et révolutionnaires.

MESSALI HADJ,
proscrit politique en résidence forcée à Niort.

Le 15 janvier 1954.

Au Commissariat Central de Casablanca

Dans la soirée du samedi 6 décembre 1952, on apprenait au Maroc que Farhat Hached, le syndicaliste tunisien, venait d'être assassiné.

Dans le milieu syndicaliste, nul ne douta que le crime n'ait été commis par des réactionnaires français, couverts par la police française. (Après plus d'un an, rien n'est venu infirmer la vraisemblance aveuglante de cette intuition).

Les syndiqués de Casablanca se réunirent le dimanche 7 dans le local de l'Union des Syndicats. Une grève de solidarité et de deuil fut décidée pour le lundi 8.

Or il y avait des hommes au Maroc, des hommes très puissants, des hommes de la Résidence qui avaient décidé qu'il fallait revenir entièrement sur les petites libertés ou tolérances accordées aux Marocains depuis la « Libération ». L'occasion leur parut bonne.

Dans l'après-midi du 8, le local de l'Union des Syndicats fut occupé par la police en armes et tous les occupants arrêtés.

Ce qui donne tout son sens à cette action c'est que depuis lors, depuis plus d'un an, le local est toujours interdit, gardé par un factionnaire en armes. Il s'agissait donc non pas d'une action de circonstance, mais d'un acte à longue portée, allant de pair avec la suppression de la presse, la suppression des partis et l'enlèvement du sultan. Il s'insère dans une de ces entreprises de réaction totale, comme on en a connu, aux applaudissements des crétins — et avec les résultats que l'on sait — en Syrie et en Indochine.

Or il se trouvait que tous les syndicalistes de Casablanca n'avaient pas été présents à la réunion du 8 décembre. Certains avaient donc échappé à la « souricière » policière. Ceux-ci, la police alla les chercher chez eux, les Marocains pour les torturer, les Français pour les expulser.

M. Robert Barrat, dans un très beau livre (1) publie le récit d'un ouvrier « ratissé » à cette occasion.

...A 11 h. 30, des coups de klaxon se firent entendre de loin. Un de mes enfants, âgé de huit ans, tout peureux, vint m'apprendre dans ma chambre, les yeux en larmes, que plusieurs agents, mitraillette à la main, étaient à ma recherche.

Je pris, sur-le-champ, mon pardessus et sortis. Je trouvai à la porte trois agents armés jusqu'aux dents. Ils m'invitèrent à monter dans une camionnette. Je leur demandai de dire adieu à mes nombreux enfants. Ils voulurent me suivre, mais je rebroussai chemin et montai dans la voiture dans laquelle je trouvai quatre compatriotes, parmi lesquels un directeur d'école.

En face de chacun de nous s'installa un agent qui braquait sa mitraillette sur nous. La voiture partit à toute allure, brûlant tous les feux et les occupants semblaient heureux d'avoir fait une bonne chasse.

Dix minutes après nous nous trouvâmes devant la porte du commissariat. On ouvrit la porte et on nous fit descendre rapidement. Nous empruntâmes un escalier étroit et on nous fit entrer dans un bureau au premier étage. Là, il y avait plusieurs agents. L'un d'eux nous invita, un à un, à répondre à plusieurs questions : nom, prénom, nationalité, âge, etc... Un autre nous fouilla et nous prit tout ce qu'on avait, papiers, argent, etc... Dehors, un agent nous fit signe de le suivre. Quelle ne fut pas notre stupéfaction lorsque nous nous trouvâmes devant une centaine d'agents, des gourdins à la main et rangés le long d'un vestibule qui mesure au moins cinquante mètres. Il fallut donc traverser ce vestibule avant d'arriver à l'escalier. Nous avançâmes l'un derrière l'autre et les coups commencèrent à pleuvoir sur nos têtes, nos dos et nos épaules. L'un d'entre nous en reçut un qui lui fendit l'arcade sourcilière, un second reçut un coup au nez, moi-même en reçus un à la tempe droite, qui s'enfla rapidement et un autre à la colonne vertébrale, qui m'empêcha pendant un mois de me pencher. On nous fit précipiter à l'escalier qui conduit à la cave.

Nous dégringolâmes quatre ou cinq marches et, presque évanouis, nous nous trouvâmes dans le vestibule de la cave. Là, nous voici devant un autre groupe d'agents qui commencèrent à nous insulter : « C'est la France qui vous nourrit, bande d'ingrats », s'écria l'un d'eux. Un second nous demanda de nous déshabiller. Il déchira nos pull-overs et nos chemises et tous se mirent à nous donner des coups de poing au ventre, au dos et à la figure. Le sang coulait de partout et nous devînmes presque inconscients. On nous invita ensuite à ramasser nos habits. Chaque fois que l'un de nous s'approcha du tas de vêtements, des coups plurent sur lui, puis on nous ouvrit une cellule. C'est une espèce de chambre ne dépassant pas trois mètres sur deux et où se trouvaient une quarantaine de personnes toutes livides, assises sur le sol glacé, ne pouvant même pas bouger, soit par la douleur à la suite des coups qu'elles avaient reçus, soit parce qu'il n'y avait pas de place. La porte se ferma aussitôt sur nous. Nous restâmes quelques secondes debout pour nous frayer un passage. Nos compatriotes quoique exténués se levèrent presque tous, nous firent

(1) « Justice pour le Maroc » (Seuil). Ouvrage documenté, clairvoyant, généreux. (Interdit au Maroc bien entendu).

asseoir et nous essuyèrent le visage couvert de sang. Un silence de cimetière planait sur cette chambre lugubre, sale, éclairée simplement par deux lucarnes et une lampe électrique très faible. Il était à peu près 14 heures. On entendait parfois les gémissements de ceux qui venaient de subir l'interrogatoire et que l'on ramenait à leur cellule.

J'avais soif et voulus boire. Mon voisin m'apprit qu'il n'y avait pas d'eau et qu'il fallait attendre que la chasse des w.c. qui se trouvait au coin laisse couler un peu d'eau. Je décidai de ne pas m'y approcher par crainte d'attraper une dysenterie.

L'après-midi fut longue, un froid glacial paralysait nos membres et nous faisait trembler. On nous avait pris nos montres, nous nous contentâmes d'attendre la tombée de la nuit. Il fallait rester assis, on ne pouvait même pas étendre nos jambes. C'était vraiment pénible.

La nuit, on vint chercher un de mes camarades pour l'interrogatoire. Il pouvait à peine se lever et marcher. On le roua de coups parce qu'il avait mis, paraît-il, beaucoup de temps pour sortir.

Des heures s'écoulèrent et le pauvre malheureux ne revint pas. L'ont-ils tué, me dis-je, ou bien, vu son état, l'a-t-on mené à l'hôpital ? Soudain la porte s'ouvrit et se referma aussitôt après. Mon camarade, tout fourbu, les yeux hagards, se jeta par terre et demanda à boire. Ne disposant pas de bol, nous prîmes une chaussure en caoutchouc appartenant à un ouvrier et nous la remplîmes de l'eau qui coula de la chasse et lui donnâmes à boire. « C'en est fait de lui », m'écriai-je. Il resta plus d'une heure sans pouvoir parler. Il se contenta de nous montrer la plante de ses pieds tout enflée. Il nous apprit par la suite qu'il avait reçu plus de cent coups de cravache sur les pieds. Une seule question lui fut posée : « Qui a donné le mot d'ordre pour décréter la grève, et quel était son rôle dans le parti ? »

La porte s'ouvrit de nouveau. On emmena un second camarade. Je me représentais ce qui m'attendait, mais je me rendis compte que je n'avais plus peur. J'avais lu plusieurs articles sur les supplices que faisaient endurer les Allemands aux patriotes et je ne m'étonnais point de ce que nous subissions de la part de ces gens-là.

Le camarade dont je viens de parler subit le même sort. On lui fit boire en plus un paquet de sel dans un verre d'eau et on lui plongea la tête dans un seau d'eau bourbeuse. Mon tour ne vint pas cette nuit-là.

Il devait être plus de minuit quand la porte s'ouvrit de nouveau. Ce fut Mahjoub (2) et quatre autres syndicalistes qui entrèrent. Ils étaient presque méconnaissables. De Mahjoub en particulier, chétif, il ne restait que ses grands yeux noirs et vifs. Il avait les cheveux arrachés en partie, la figure brûlée par les cigarettes, le dos, les cuisses, les jambes et les bras tout meurtris. Il avait pourtant un très bon moral, il encourageait chacun de nous et souriait à ceux qui s'apitoyaient sur son sort. Sa chemise était couverte de sang. Il resta des heures debout, car il avait des douleurs partout.

Les cinq braves furent conduits de très bonne heure on ne sait où et ne revinrent plus...

(2) Secrétaire de l'Union générale des syndicats marocains, filiale marocaine de la C.G.T. (N.D.L.R.).

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

ASSEMBLEE GENERALE DU 17 JANVIER

Après adoption du rapport moral, compte rendu de l'activité et réélection du conseil d'administration et du bureau pour 1954 (avec les mêmes camarades qu'en 1953), lecture est faite d'une déclaration du camarade Messali Hadj au Cercle parisien.

Puis Mormiche, au nom du Cercle de Niort (représenté par quatre membres), nous a parlé de l'activité de ce premier Cercle de province : quelques amis niortais, après la première déclaration du Cercle parisien, ont réussi à vaincre l'isolement et l'apathie de l'après-guerre. Grâce à l'aide de jeunes membres des Auberges de Jeunesse, d'autonomes de l'enseignement et de quelques éléments F.O. ils ont créé un Cercle vivant, autonome bien que gardant contact avec nous. L'arrivée d'un exilé politique (Messali Hadj) à Niort, en mai 52, a permis au Cercle de manifester concrètement ses sentiments internationalistes. Des conférences suivies de discussion ont eu lieu sur les sujets suivants : Tunisie, course aux armements, salaires en U.R.S.S., situation en Afrique du Nord, histoire du Premier Mai, situation en Allemagne, question yougoslave, Commune de Paris, grèves d'août 53, grève des enseignants, parti américain ou parti russe. Sont prévues pour les mois qui viennent des causeries sur : la Communauté européenne de défense, le voyage en Afrique de J. Rous (avec la présence de Masmoudi, du Néo-Destour), les impressions sur l'Egypte de Chéramy. L'existence du Cercle de Niort, comme celles du Cercle parisien, permet des discussions et des confrontations qui seraient impossibles dans les partis et syndicats actuels ; c'est également un lieu de rencontre pour des camarades éparpillés. Regrouper et étudier est la première tâche ; après viendra l'action.

L'essentiel de la réunion a été consacré à la discussion et la mise au point d'une déclaration du Cercle parisien qui, si elle ne donne pas satisfaction à tous, s'efforce de résumer notre point de vue sur la Communauté européenne de défense et sur notre attitude internationaliste en dehors des deux blocs impérialistes.

SEANCE DU 14 FEVRIER 1954

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu le 14 février 1954 à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7e.

Maurice Chambelland traitera le sujet :

Parti américain ou Parti russe ?
Le mouvement ouvrier doit-il choisir ?

Un libre échange de vues suivra son exposé.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

Les fruits de la politique Juin-Guillaume

Entre la déposition du sultan du Maroc et le 23 janvier, d'après une déclaration de Guillaume lui-même, les terroristes marocains comptent à leur actif :

58 tués, dont 16 Français.
121 blessés, dont 45 Européens.
18 bombes furent jetées, 99 incendies allumés et 65 sabotages exécutés.

Le gérant : J.-P. FINIDORI


Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12e

ENTRE NOUS

LE LANGAGE DES CHIFFRES

Voici notre bilan 1953 comparé à celui de 1952 :

	1952	1953
Abonnements ordinaires	688.990	610.523
Abonnements de soutien	332.305	279.550
Souscription	62.101	82.495
Vente	55.935	50.320
Publicité	36.000	4.000
	1.175.331	1.026.788
Impression et papier	1.031.961	1.019.137
Frais d'expédition	86.462	85.609
Frais sur abonnements	13.368	7.219
Téléphone	21.737	17.885
Frais généraux	11.092	10.392
	1.164.620	1.140.242

Première constatation : un déficit de 113.554 francs en 1953, alors que 1952 nous laissait un bénéfice de 10.000 francs.

A remarquer, en outre, que pour les deux exercices nous n'avons servi que 11 numéros par année.

Le nombre des abonnés servis au 31 décembre 1953 étaient de 1280 au lieu de 1.345 au 31 décembre 1952, soit 65 de moins. Même à 1.000 francs de moyenne (au lieu de 700 francs, prix de l'abonnement) notre perte n'aurait dû être que de 65.000 francs. Or elle est de près de 115.000 francs. C'est-à-dire que 50 abonnés, au moins, sur les 1.280 à fin décembre, ont un sacré retard. Les derniers recouvrements datent seulement d'octobre, mais il est évident qu'on n'a voulu prendre personne à la gorge.

Et cependant la R.P. doit vivre.

Les économies sur les dépenses paraissent impossibles. Une augmentation des frais d'impression serait plutôt à craindre.

Il faut donc trouver des recettes qui nous permettent de disposer d'au moins 100.000 francs par mois, soit 1.200.000 francs par an.

Le rendement des possibles étant lui très maigre, c'est aux amis de la R.P. de faire un effort financier compensateur.

Mettre l'abonnement ordinaire à 1.000 francs paraît être la solution raisonnable. Cependant, cette solution peut être gênante pour beaucoup. Aussi nous nous bornerons à demander à ceux qui le peuvent, de considérer ce chiffre de 1.000 francs comme abonnement ordinaire.

Quant à l'abonnement de soutien, il devrait être au moins de 1.500 francs, si l'on tient compte du rapport presque constant de 50 % entre les recettes fournies par les abonnements ordinaires et celles des abonnements de soutien.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 4. — Fin de la grève des **bureaux-gares des P.T.T.**

MARDI 19. — Un régent se réclamant de l'ancien sultan du **Maroc** serait proclamé à Tétouan, avec l'accord de l'Espagne.

Sur le Moyen-Mékong, les avant-gardes franco-laotiennes seraient à 10 km. de Thakhek.

MERCREDI 20. — Débarquement de forces françaises dans le port de Thuy-Hoa, dans le sud du **Vietnam.**

JEUDI 21. — A Tétouan, réunion de notables qui récusent l'autorité du nouveau sultan du **Maroc.**

Procès à **Sousse (Tunisie)** de trois manifestants accusés d'avoir tué le colonel Durand.

SAMEDI 23. — Violentes manifestations antibritanniques dans toute l'**Espagne.**

MARDI 26. — Ouverture à Berlin de la **conférence des Quatre.**

Manifestations anglophobes d'étudiants à **Madrid.**

VENDREDI 29. — Journée nationale organisée par la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C. et la C.G.T. pour la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel.

D'où vient l'argent?

MOIS DE JANVIER 1954

RECETTES

Abonnements ordinaires	46.770	
Abonnements de soutien	32.200	
		78.970
Souscription		8.650
Vente au numéro		2.210
Souscription « la Chine »		12.100
		101.930
En caisse au 31 décembre 1953		40.875
		142.805

DEPENSES

Impression et papier		94.005
Frais d'expédition		5.813
Frais sur abonnements		582
Téléphone		4.120
Frais généraux		1.000
		105.520
En caisse :		
Espèces	6.815	
Chèque postal	30.470	
		37.285
		142.805

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lacrouts (Calvados) 1.200 ; Salmet (Paris) 2.000 ; Mme Guillaume (Loire) 2.000 ; Bonnier (Maroc) 2.000 ; Peyrat (Côte-d'Or) 1.000 ; Bardin (Ain) 2.500 ; Martinollet (Aude) 1.000 ; Croze (Paris) 2.000 ; Bourbonneux (Paris) 2.100 ; Bayard (S.-et-O.) 2.000 ; Fuvel (Rhône) 1.700 ; J. Fontaine (Rhône) 1.500 ; Caminade (Paris) 1.000 ; Y. et R. Hagnauer (S.-et-O.) 1.000 ; Toesca (Seine) 1.500 ; Lancia (Jura) 1.500 ; M. Korakas (Grèce) 1.200 ; Bory (S.-et-O.) 1.500 ; Delsol (Paris) 1.500 ; G. Maupioux (Seine) 2.000. — Total : 32.200 francs.

LA SOUSCRIPTION

Sistig (Eure) 50 ; Dumont (Seine-Inférieure) 300 ; Verdelhan (B.-du-R.) 200 ; Valera (Paris) 300 ; F. Martin (Drôme) 500 ; H. Guye (Suisse) 150 ; Plantier (Paris) 300 ; Gilquin (S.-et-O.) 100 ; Prudhomme (Loir-et-Cher) 100 ; Lermillier (Oise) 100 ; Chauvin (Paris) 300 ; G. Nicolas (Paris) 300 ; Vega (H.-Marne) 300 ; Soulacroux (Allier) 100 ; J. Laurent (Allier) 200 ; Gamache (Isère) 300 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Duval (Paris) 300 ; Dhier (Indre-et-Loire) 300 ; Chaillou (Maine-et-Loire) 150 ; Conte (Paris) 300 ; Mme Allègre (Alger) 300 ; Rondet (Loire) 300 ; Rivière (Rhône) 750 ; P. Albert (Hérault) 300 ; Chéron (Paris) 300 ; D. Guérin (Paris) 300 ; Laplaud (Charente-Maritime) 200 ; G. Rosé (Paris) 200 ; Salives (Suisse) 150 ; M. M. (Seine) 1.000. — Total : 8.650 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 1er-1-54	1.280
Abonnements nouveaux	9
	1.289
Désabonnements	7
Au 31 janvier 1954	1.282

LES DESABONNEMENTS

Paris 1 ; Seine-et-Oise 2 ; Seine-Inférieure 1 ; Bouches-du-Rhône 1 ; Rhône 1 ; Seine-Inférieure 1. — Total : 7.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 3 ; Seine 1 ; Bouches-du-Rhône 1 ; Loire-Inférieure 1 ; Puy-de-Dôme 1 ; Belgique 1 ; Suisse 1. — Total : 9.